

Érik Neveu

Sociologie des mouvements sociaux

SEPTIÈME ÉDITION



La Découverte

DU MÊME AUTEUR

L'Idéologie dans le roman d'espionnage, Presses de la FNSP, 1985.
Regards sur la fraude fiscale (avec L. Cadet), Economica, 1986.
Une société de communication ? Montchrestien, 1997.
Espaces publics mosaïques (avec B. François), Presses universitaires de Rennes, 1999.
Political Journalism (avec R. Kuhn), Routledge, Londres, 2002.
Norbert Élias et la théorie de la civilisation (avec Y. Bonny et J.-M. de Queiroz, dir.),
Presses universitaires de Rennes, 2003.
Bourdieu and the Journalistic Field (avec R. Benson, dir.), Polity Press, Oxford, 2005.
Les Mots de la communication politique, Presses universitaires du Mirail-Toulouse,
Toulouse, 2011.
Lire le noir. Enquête sur les lecteurs de récits policiers (avec A. Collovald), Presses
universitaires de Rennes, 2012.
Boys don't cry ! Les coûts de la domination masculine (avec D. Dulong et C. Guionnet),
Presses universitaires de Rennes, 2012.
Féminins/Masculins (avec C. Guionnet), Armand Colin, 2014, nouv. éd.
Sociologie politique des problèmes publics, Armand Colin, 2015.
Sociologie de la télévision (avec B. Le Grignou), La Découverte, 2017.
*En immersion. Pratiques intensives du terrain en journalisme, littérature et sciences
sociales* (avec P. Leroux), Presses universitaires de Rennes, 2017.
Mai-68 par celles et ceux qui l'ont vécu (avec B. Gobille et C. Dormoy-Rajaraman),
Éditions de l'Atelier, 2018.
Introduction aux Cultural Studies (avec A. Mattelart), La Découverte, 2018, 3^e éd.
Sociologie du journalisme, La Découverte, 2019, 5^e éd.
Activists Forever. Long Term Impacts of Political Activism (avec O. Fillieule), Cambridge
University Press, 2019.

Composé par Facompo à Lisieux.

Dépôt légal : octobre 2019.

Si vous désirez être tenu régulièrement informé des parutions de la collection « Repères », il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information mensuelle par courriel, à partir de notre site <http://www.collectionrepères.com>, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

ISBN : 978-2-348-05462-4



Ce logo a pour objet d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir du livre, tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement massif du photocollage. Nous rappelons donc qu'en application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute photocopie à usage collectif, intégrale ou partielle, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

© Éditions La Découverte, Paris, 1996, 2000, 2002, 2005, 2011, 2015, 2019.
9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris.

Introduction

Entrons-nous, comme certains chercheurs l'ont soutenu, dans une « société des mouvements sociaux » ? Comme toute tentative de réduire une époque à un phénomène, le propos peut être réducteur. Il demeure qu'on ne saurait comprendre le xx^e siècle sans ses mouvements sociaux. Juin 1936, Mai 68, Décembre 95 sont des dates autres qu'anecdotiques dans l'histoire française. Les mobilisations du siècle passé sont aussi des luttes pour l'indépendance, comme celle symbolisée aux Indes par Ghandi, ou des combats pour l'égalité des droits, comme ceux des Noirs états-uniens avec Martin Luther King. Elles incluent des mobilisations pour la démocratie comme celui de Solidarnosc en Pologne, sans oublier les combats comme ceux des « indigènes » d'Amazonie ou des habitants des bidonvilles de Téhéran [Bayat, 1998]*. Le xxⁱ siècle confirme déjà la centralité du phénomène. Les manifestations hostiles à la guerre contre l'Irak ont réuni début 2003 des foules considérables en de nombreux pays. La réforme des retraites a suscité en 2010 en France des mobilisations de grande ampleur. En Tunisie, puis en Égypte, des mouvements populaires ont contribué au départ des despotes locaux début 2011. La catégorie des mouvements sociaux a donné chair depuis un siècle au syndicalisme, au féminisme, à l'écologisme, à des processus de démocratisation de régimes autoritaires ou totalitaires, à la réémergence du religieux comme acteur politique majeur. Mais l'ordinaire d'un mouvement social, ce sont des femmes et des hommes qui agissent, partagent intérêts, émotions, espoirs. C'est encore une occasion privilégiée de mettre en question le monde social tel qu'il tourne, de dire le juste et l'injuste. C'est parfois le levier qui fait bouger la politique et la société, l'événement partagé qui fait mémoire pour une génération.

L'analyse à chaud de ces mouvements n'est pas toujours à la hauteur de leurs enjeux. Le réflexe suspicieux qui identifie la « rue » au désordre, à une pathologie d'une démocratie qui ne saurait être que représentative et bienséante, s'est démonétisé. La séduction d'une vision en termes d'irrationnel, parfois « policière », reste en revanche puissante. Faute d'expliquer

* Les références entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'ouvrage.

des mouvements rarement anticipés, on feint de les éclairer par les métaphores de l'explosion, de la contagion, du carnaval. On cherche des manipulateurs, hier la main de Moscou, aujourd'hui la barbe des islamistes. La paresse analytique prend encore la forme du rangement forcé de l'événement dans des tiroirs familiers : celui du « corporatisme » quand le conflit se passe dans une entreprise, du « populisme » pour les protestations des laissés-pour-compte des modernisations contemporaines. Le simplisme des classements rejoint un autre raccourci analytique : celui qui vise à juger avant de comprendre. Trop de discours, même savants, sur les mobilisations visent à déconsidérer ou célébrer leurs objets, à jouer aux prophètes du changement social.

La recherche sur ces sujets a considérablement évolué en trente ans. Il n'existait dans les années 1990 que deux ou trois livres de synthèse en français sur le sujet. Un flot de thèses, d'articles, de livres ont pris leur essor, au point qu'on puisse rêver à un moratoire sur ces travaux pour en digérer l'apport. Le bon côté de cette dynamique est d'offrir un nombre croissant d'outils de base. Cet ouvrage veut en être, mais on signalera aussi le recueil de textes problématisé par Goodwin et Jasper [2009], le *Dictionnaire* produit par Fillieule *et al.* [2009], le manuel *Penser les mouvements sociaux* de Fillieule *et al.* [2010], la petite collection « Contester » des Presses de Sciences Po, les revues anglophones *Mobilization* et *Social Movement Studies*. Les sciences sociales ne sont étanches ni aux préjugés ni aux effets de mode. L'altermondialisme ou l'écologie suscitent plus de travaux et d'engouements que les mouvements xénophobes ou la Manif pour tous. Mais la force des recherches en cours est de démultiplier les terrains et les questions, de chercher à comprendre les pourquoi et les comment, les conditions objectives des mobilisations comme le sens subjectif des engagements.

Les huit chapitres de ce livre composent trois séquences. Les deux premiers cadrent des questions de base : de quoi parle-t-on quand on se confronte à l'objet « mouvements sociaux » ? La mobilisation peut-elle prendre les mêmes formes à Paris, à Kiev ou au Caire ? Comment éviter d'en faire un objet trop à part ou surinvesti par des jugements de valeur ? Les chapitres III à V synthétisent la manière dont les sciences sociales ont forgé des outils théoriques pour comprendre les mouvements sociaux. Partant du modèle d'analyse dominant au seuil des années 1980 (la théorie de la « mobilisation des ressources »), les trois derniers chapitres montrent comment la dynamique principale de la recherche a consisté depuis vingt ans, sans disqualifier ce cadre d'analyse, à explorer ce qu'il avait pu refouler pour se constituer. Il faut pour cela questionner l'expérience vécue de l'engagement, la manière dont elle travaille des identités, crée des émotions et s'en nourrit. Il faut aussi penser l'articulation entre mobilisation et jeu politique ou politiques publiques, tenter aussi de réhabiliter le rôle des idéologies, discours et « cadrages », les effets des médias.

I / Qu'est-ce qu'un mouvement social ?

Introduire une explication savante sur la notion de mouvement social, n'est-ce pas compliquer à plaisir ce que chacun comprend par expérience ? Des personnes ayant en commun un intérêt ou une profession ont une revendication à faire valoir. Elles se mobilisent, utilisent des armes familières comme la grève, la manifestation.

Le sens commun associe à l'idée de mouvement social un ensemble de formes de protestation, relie au mot des événements, des pratiques. Mais ce constat ouvre précisément des questions. Notre capacité à meubler la notion d'exemples se double d'une fréquente impuissance à comprendre, même à voir les mouvements sociaux d'autres sociétés ou d'autres époques. Si l'historien ne nous fournissait pas une forme de « sous-titrage » de l'événement, comprendrions-nous le message de conflit social qu'adressent à leur patron, en 1730, les ouvriers d'une imprimerie de la rue Saint-Séverin *via* la pendaison de la « grise », la chatte favorite de son épouse [Darnton, 1985] ? Saurions-nous discerner, derrière les processions des « royaumes » du mouton, du coq et de l'aigle où se regroupent les composantes de la cité de Romans lors du carnaval de 1580, les signes d'une guerre sociale qui se terminera dans le sang [Le Roy Ladurie, 1979] ? Le port d'un brassard noir par les ouvriers sur une chaîne de montage japonaise en pleine activité nous est-il intelligible comme l'expression d'un mécontentement collectif ?

À l'inverse, notre savoir-faire pour identifier les modes de protestation dans « notre » société soulève une autre question : les formes d'expression liées au sentiment d'injustice seraient assez codifiées pour que des modes d'emploi — d'où viennent-ils ? — canalisent d'avance la protestation ? C'est encore l'association entre mouvement social et expression d'un mécontentement qui ne va pas de soi. D'où vient-il que certains groupes ne recourent presque jamais à ce que le sens commun associe aux mouvements sociaux ? La télévision n'a guère matière à rendre compte de manifestations de notaires ou de trésoriers payeurs généraux. Serait-ce que ces groupes n'ont rien à revendiquer ? Que certains groupes ne parviennent pas à se mobiliser ? Et pourquoi ? Que d'autres voies que la mobilisation publique peuvent porter leurs

revendications ? Lesquelles ? Enfin, au sein des phénomènes que le langage courant associe aux mouvements sociaux, ne convient-il pas d'opérer quelques distinctions ? Il n'est pas absurde d'étiqueter comme mouvements sociaux l'Intifada, une grève de la faim de sans-papiers, une démission collective de pompiers volontaires mécontents. En rester là serait un réflexe de brocanteur du social, non d'analyste.

Dimensions de l'action collective

Pour être banalement employée dans le langage courant, l'expression « action collective » n'en est pas moins problématique... et la difficulté vient au premier chef de l'adjectif « collective ».

L'agir ensemble comme projet volontaire

En partant d'une définition très molle de l'action collective, qui l'identifierait aux situations dans lesquelles se manifestent des convergences entre une pluralité d'agents sociaux, une variable d'intention de coopération peut aider à procéder à un premier tri. Les phénomènes auxquels Raymond Boudon a associé la notion d'effets pervers ou émergents méritent ainsi d'être isolés. Cette notion recouvre les processus qui résultent d'une agrégation de comportements individuels, sans intention de coordination. L'opération « escargot » de chauffeurs routiers qui bloquent un périphérique produira un résultat comparable au bouchon suscité par les vacanciers qui se précipitent en voiture vers les plages. La différence est cependant claire entre une action concertée, liée à des revendications, et un résultat imprévu, parfois imprévisible, découlant de l'addition de milliers de départs en vacances individuels.

Les processus de diffusion culturelle sont justiciables d'une même exclusion. Il existe assurément du « collectif » dans les phénomènes de mode, de diffusion de styles de vie ou d'innovations. Mais ce collectif résulte pour une part d'effets d'agrégation qui sont ceux du marché. À travers des millions de décisions sérialisées, libres — dans les limites de tout le travail de construction des définitions de la mode et du moderne qu'opèrent les instances de critique, la presse, la publicité —, l'action des individus engendre des verdicts collectifs, souvent dotés d'une dynamique contraignante (il faut « en être »). Ceux-ci se traduisent en modes vestimentaires, artistiques, en consécrations qui peuvent se porter sur des objets, des thèmes (le respect des animaux...). Mais pour être modelés socialement, ces phénomènes ne sont pas en général le fait d'une intention explicite de coopération ou d'action concertée. Le trop de succès d'une mode peut même incommoder ses adeptes, qui voient dans son extension une perte de distinction. Par ailleurs, il

ne suffit pas qu'un comportement se diffuse pour y lire une volonté de peser collectivement sur les formes de la vie sociale. Il paraît donc logique de renvoyer les phénomènes de diffusion culturelle, de modes vers la sociologie de la culture ou celle de l'innovation. Ceux-ci jouent toutefois un rôle dans la construction d'identités, d'univers symboliques sur lesquels peut s'appuyer l'émergence de mouvements sociaux. La fin des années 1960 s'est accompagnée dans la jeunesse étudiante de la diffusion d'un style vestimentaire et capillaire inédit, d'une banalisation de la consommation de drogues, de nouvelles modes musicales (rock, folk), de nouvelles références intellectuelles (des marxismes à McLuhan *via* la revue *Actuel*). Ces phénomènes culturels étaient alors étroitement liés à l'émergence de mouvements sociaux tels le gauchisme, le mouvement des femmes, celui des communautés. À ce titre, il n'est jamais inutile de s'interroger sur la façon dont des évolutions culturelles peuvent être des vecteurs possibles d'essor de mouvements sociaux.

Organisations contre mobilisations : confusion interdite ?

Dans une acception large, la notion d'action collective peut aussi s'appliquer à la plupart des activités liées à l'univers de la production, de l'administration. Le fonctionnement d'une entreprise, d'un SAMU requiert un haut degré de division des tâches, une organisation rigoureuse de l'agir-ensemble. Les différences avec l'univers des mouvements sociaux pourront sembler évidentes. La production de biens et de services ne se distingue-t-elle pas nettement de la mobilisation des énergies pour une revendication ? Le degré d'institutionnalisation n'est-il pas incomparable ? La nécessité de gagner sa vie, l'organisation hiérarchique de l'entreprise, l'importance du travail comme élément structurant des existences garantissent *a priori* que chaque salarié répondra à l'appel de la pointeuse. Les organisateurs d'un meeting ne disposent pas de semblables ressources pour s'assurer que la salle sera pleine, sauf — cela s'est vu — à louer des figurants. La comparaison enfin oublierait une dimension de la croyance. Il n'est point besoin d'une foi quelconque dans des valeurs sacrées de l'industrie automobile pour travailler dans un garage. Un minimum de croyance en la « cause » s'impose à l'inverse pour manifester contre *l'apartheid* ou des essais nucléaires.

Bref, l'évidence semble suggérer le caractère parfaitement artificiel d'un rapprochement entre des objets que les classements, pour une fois alliés, du sens commun et de la sociologie associent, pour les uns, à l'analyse des organisations, pour les autres, à l'étude des mobilisations. Mais un retour critique sur ces objets suggère bientôt un ensemble de recouvrements troublants. Quatre exemples l'illustreront.

Le premier renvoie vers l'entreprise. L'une des tendances récentes du management a été d'introduire dans le fonctionnement de l'entreprise

des techniques de mobilisation et de motivation souvent voisines de celles des univers militants, faisant des cadres ou contremaîtres de véritables militants de l'entreprise, cherchant à produire un rapport à la firme qui fasse vivre le salariat comme une forme d'engagement total au service d'une cause [Boltanski et Chiapello, 1999]. En deuxième lieu, le fonctionnement de certaines administrations, dans le domaine de la santé publique par exemple, permet de constater que les démarches mises en œuvre pour promouvoir des politiques publiques ne sont pas sans parenté avec les objectifs et moyens d'action de groupements militants. Est-il absurde de comparer les campagnes de prévention du sida ou de l'alcoolisme que développe le ministère de la Santé avec les actions que peuvent promouvoir le mouvement AIDES ou une association antialcoolique ? Deux derniers exemples peuvent illustrer les proximités entre des formes d'action militante et la logique des organisations économiques et bureaucratiques. D'une part, les logiques d'entreprise présentent d'un poids croissant dans le fonctionnement de nombreuses mobilisations. Une des façons à la fois de financer et de populariser une cause passe par le développement d'une gamme de « produits » : livres, tee-shirts imprimés, autocollants. D'autre part, certaines structures de type associatif et militant ont connu dans la période récente une professionnalisation qui s'est traduit par le développement de corps de permanents et d'experts (juristes, communicateurs) qui aboutit à une organisation interne voisine de celle d'une entreprise.

Ces rapprochements aident à comprendre le parti pris au premier abord paradoxal de certaines approches sociologiques qui ont, dès la fin des années 1960 [Olson, 1966], sollicité les métaphores de l'entreprise ou des grilles de lecture issues de l'économie pour comprendre mobilisations et conflits sociaux. Erhard Friedberg [1992] a remis en cause la pertinence des clivages entre analyse des organisations, des marchés et des mouvements sociaux. Il observait que l'analyse des organisations s'est constituée en insistant sur « [...] le caractère formalisé de leurs buts, structures et rôles », par opposition à la plus grande fluidité d'autres espaces d'action collective. « Le raisonnement est sous-tendu par une sorte de partition [...]. D'un côté, le monde de l'organisation formalisée signifiant mise sous contrôle et soumission, capitalisation du savoir, transparence et prévisibilité, structuration et non-concurrence [...]. De l'autre, le monde du "marché", de l'"action collective" ou du "mouvement social", c'est-à-dire de la concurrence, du surgissement, du devenir, de l'interaction non structurée, désordonnée et aléatoire, de la fluidité, de l'égalité et de l'absence de hiérarchie » [1992, p. 532]. Friedberg souligne la « double erreur » qui fonde cette vision : erreur par sous-estimation du degré d'organisation et de structuration d'univers en apparence très fluides comme les mouvements sociaux ; erreur par surestimation de la rigueur et de l'originalité de la formalisation des rôles et des structures dans les organisations. Dans

cette logique, l'auteur invite à penser organisations, marchés et mouvements sociaux comme un dégradé de situations plus ou moins structurées et formalisées par des normes et dispositifs de régulation, eux-mêmes plus ou moins centralisés et visibles.

L'action concertée en faveur d'une cause

Ce tri dans le feuilleté de la notion d'action collective fournit à la fois des mises en garde et des typologies. Les premières renvoient à la diversité de la notion d'action collective et la relient à un réseau complexe de faits sociaux. Il faut réintégrer l'histoire de chaque mouvement social dans un contexte culturel et intellectuel. Mieux vaut aussi ne pas bâtir une muraille de Chine, qui risquerait davantage de ressembler à la ligne Maginot, entre l'univers des organisations et firmes et celui des mobilisations collectives. Cela conduira notamment à solliciter des outils d'analyse issus de la science économique.

La notion d'action collective examinée ici renvoie à deux critères. Il s'agit d'un *agir-ensemble intentionnel*, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir-ensemble se développe dans une logique de *revendication*, de défense d'un intérêt matériel ou d'une « cause ». Cette approche donne une définition resserrée qui isole un type particulier d'action collective sans faire violence à ce que l'on pourrait désigner comme les définitions intuitives de l'action collective, à laquelle s'associent des pratiques comme la grève, la manifestation, la pétition. Pour reprendre une expression d'Herbert Blumer [1946], cette action concertée autour d'une cause s'incarne en « entreprises collectives visant à établir un nouvel ordre de vie ». Ce « nouvel ordre de vie » peut viser à des changements profonds ou, au contraire, être inspiré par le désir de résister à des changements ; il peut impliquer des modifications de portée révolutionnaire ou ne viser que des enjeux très localisés. Les individus investis dans la défense concertée d'une cause peuvent être ceux que l'anglais désigne péjorativement comme NIMBY (*Not In My Back Yard* — « Pas dans ma cour ! » —, refusant une centrale nucléaire ou une autoroute au seul motif qu'elle est près de chez eux) ou les porteurs de revendications plus « désintéressées », plus universelles, tels l'abbé Pierre ou le prix Nobel Nadia Murad.

La composante politique des mouvements sociaux

Les formes d'action collective concertée en faveur d'une cause seront désormais désignées par « mouvements sociaux ». Ce parti pris permet de désigner une classe de phénomènes d'une expression familière. Il vise surtout à enrichir les premiers efforts de définition en introduisant

dans ce concept un élément d'articulation à l'*activité politique*. Comme a pu le souligner Touraine [1978], les mouvements sociaux sont une composante singulière et importante de la participation politique.

Une action « contre »

Un mouvement social se définit par l'identification d'un adversaire. Si des collectifs se mobilisent « pour » — une hausse de salaire, le vote d'une loi —, cette activité revendicative ne peut se déployer que « contre » un adversaire désigné : employeur, administration, pouvoir politique. Cette donnée implique d'attribuer un statut à part à toutes les formes d'action collective qui, tout en répondant aux critères posés précédemment, visent à répondre à un problème ou à une revendication en mobilisant au sein du groupe, et là seulement, les moyens d'y répondre. Ce registre du *self-help* s'est illustré en particulier à travers le mouvement mutualiste et coopératif, par lequel le mouvement ouvrier, la paysannerie, certains segments du secteur public ont développé une mobilisation originale visant à mettre sur pied, à partir de cotisations volontaires des affiliés, des systèmes de protection contre la maladie, d'assurances, des réseaux d'approvisionnement pour les besoins professionnels (engrais) ou la consommation familiale à des tarifs plus avantageux que ceux du marché privé. Une telle mobilisation contourne le conflit frontal. Comme dans les expériences soixante-huitardes de « communautés » analysées par Lacroix [1981], elle cherche au sein du groupe les énergies et les ressources pour produire le « nouvel ordre de vie », refusant l'affrontement. On se gardera cependant, là encore, de construire un clivage absolu. Les expériences mutualistes ou coopératives gagnent à être analysées en lien avec les mouvements sociaux, à l'égard desquels elles ont aussi souvent constitué un complément qu'une alternative.

Un mouvement social est-il nécessairement politique ? Il faut définir cette notion pour y répondre. Il est possible, comme cela fut le cas dans les années 1970, de considérer comme « politique » tout ce qui relève des normes de la vie en société. La conséquence — revendiquée — d'une telle définition est que tout est politique, notamment les mouvements sociaux. La lutte pour une hausse de salaire ne soulève-t-elle pas la question de la répartition sociale des richesses ? Cette définition comporte un mérite : celui de rappeler les rapports de pouvoir et de sens qui s'investissent dans les actes les plus banals du quotidien, de souligner la possibilité de les changer par la mobilisation. Mais une conception qui met le politique partout rend impossible de percevoir sa spécificité. L'éclairage retenu ici sera différent. Prend une charge politique un mouvement qui *fait appel aux autorités politiques* (gouvernement, collectivités locales, administrations...) pour apporter, par une intervention publique, la réponse aux problèmes qui suscitent la mobilisation.

Mouvements sans adversaires

Des mobilisations comme la « Marche blanche » belge contre les pédophiles, les immenses cortèges français au lendemain du massacre de l'équipe de *Charlie Hebdo*, mais aussi des actions autour de l'antiracisme et de l'humanitaire ont soulevé la question d'un type nouveau de mobilisations. Elles auraient en commun une forte composante émotionnelle (indignation, tristesse, compassion), des structures d'organisation lâches ou non durables. Elles sont « sans adversaires » [Juhem, 2001], soit qu'elles visent à aider des humains en souffrance, soit que leurs cibles soient consensuelles ou puissent malaisément contre-attaquer dans l'espace public (pédophiles, racistes). Elles reçoivent aussi souvent une large couverture médiatique.

L'essor de ces mouvements est révélateur d'évolutions des formes de l'engagement : sensibilité internationale à l'appartenance à une commune humanité, défiance larvée aux pouvoirs publics (« Marche blanche »), défiance pour les discours idéologiques au profit d'un désir d'être efficace ici et maintenant (Restaurants du cœur). En dépit de leurs succès, ces mobilisations sont souvent fragiles. Le ressort émotionnel stimule des mobilisations fortes mais éphémères. La défiance devant tout discours politique ou idéologique est à terme plus un piège qu'une ressource. Si ces mouvements prennent parti (contre la guerre en Irak pour SOS Racisme), ils perdent une part de leurs soutiens. Le refus de la politisation interdit, lui, souvent, de désigner des responsables et des propositions d'action précises. Il peut engendrer une vacuité du consensus réduit au « Non, pas cela », perceptible dans les cortèges « Je suis Charlie » de 2015.

Tant que les pratiques de harcèlement sexuel ou de misogynie ordinaire et les réactions qu'elles peuvent susciter sont cantonnées à des univers privés (famille) ou professionnels (école, travail), on ne peut parler de politisation. C'est la double opération de mise en critique dans l'espace public et de revendication d'une action publique (lois, sanctions pénales ou civiles contre les agresseurs) qu'a pu porter le mouvement #MeToo en 2017 qui produit une politisation. Définir la politisation n'est donc pas affaire d'opinion (comme dans la formule « Ils sont trop politisés ») mais repose sur un critère objectif : l'appel à l'action des pouvoirs publics. Cette politisation concerne un nombre croissant d'enjeux.

Les tendances à la politisation des mouvements sociaux

Historien-sociologue américain, Charles Tilly a mis en évidence [1976 ; 1986] la tendance historique à la politisation des mouvements sociaux et ses racines. D'une façon schématique, on peut suggérer que, dans le cas français, les processus de mobilisation demeurent essentiellement locaux jusqu'au début du XIX^e siècle. Dans une société rurale, régions et « pays » demeurent faiblement connectés à un centre économique et politique

national [Weber, 1983]. Les mouvements sociaux se concentrent alors en affrontements restreints à l'espace de communautés locales, souvent dans une logique de face-à-face direct. La cible des protestations appartient le plus souvent à un univers d'interconnaissance qui fait que l'adversaire est un individu connu avant d'être le représentant d'une institution abstraite (firme, administration).

Deux processus vont bouleverser les conditions dans lesquelles se développe l'activité protestataire. Il s'agit, en premier lieu, du mouvement de « nationalisation » graduelle de la vie politique à travers l'unification administrative du territoire, l'essor du suffrage universel, le renforcement du rôle de l'État. Le pouvoir politique apparaît de plus en plus nettement comme le foyer de la puissance, ce d'autant que l'extension du suffrage s'accompagne du développement par le personnel politique — républicain en particulier — de catalogues de promesses plus précises, plus étendues quant à leur objet [Garrigou, 1992]. Par ailleurs, la dynamique de la révolution industrielle contribue à disloquer et à désenclaver les communautés locales, à soumettre les activités économiques aux mécanismes abstraits du marché. Elle fait reculer simultanément le poids des situations d'interconnaissance, des rapports de face-à-face, éloignant physiquement et symboliquement les figures de pouvoir de l'expérience quotidienne. Ces tendances lourdes se sont accompagnées d'un processus d'élargissement des interventions étatiques. Pour une part, ce développement est le fait d'initiatives propres aux gouvernants et aux forces sociales dominantes pour répondre à ce qu'ils perçoivent comme des besoins : formation des cadres et de la main-d'œuvre par le système scolaire, lutte contre les « fléaux sociaux » par des politiques d'hygiène et de santé publique. Pour une autre part, ce développement est le fruit de mobilisations qui visent à obtenir, par le canal de la loi, des droits et protections que les rapports de forces qui président au contrat de travail n'ont pu faire aboutir. C'est le processus d'invention du droit social.

Le résultat convergent de ces tendances est de produire l'ubiquité de l'État. Intervenant plus et sur plus de choses, plus visible, le pouvoir politique est de plus en plus perçu comme le destinataire privilégié des protestations. Dès le milieu du xx^e siècle, les mouvements sociaux privilégièrent, spécialement en France, le recours à l'État jusque dans les grands conflits du travail (accords Matignon de 1936 ; négociations de Grenelle en 1968). Inséparable de la construction de l'État social, cette logique de politisation va être confortée par d'autres données.

L'histoire même des mouvements sociaux passe par la coûteuse expérience des limites de victoires sectorielles, et du raccourci corrélatif que représente le recours à l'État. Les États-Unis, pourtant réputés dans les mythologies contemporaines être le monde des initiatives de la société civile, en donnent un exemple éclairant [Oberschall, 1973 ; McAdam,

1982]. Dans la lutte pour les droits civiques dans les États du Sud, les organisations noires des années 1950 vont au départ construire des mobilisations locales, dont les enjeux consistent à faire reculer la ségrégation de façon concrète sur les sites de conflit. La popularité de Martin Luther King doit beaucoup au long mouvement de boycott des bus scolaires réservés aux enfants noirs qu'il anime en 1955-1956 à Montgomery (Alabama). La dynamique du mouvement repose d'abord sur la diffusion de ces mobilisations locales. Le 1^{er} février 1960, un groupe de jeunes Noirs d'un *college* local réalise le premier *sit-in*. Ils s'assoient dans la partie réservée aux Blancs d'une cafétéria de Greensboro (Caroline du Nord) et refusent de partir aussi longtemps qu'ils n'auront pas été servis. Deux mois plus tard, le nombre de *sit-in* dépasse les soixante-dix, dans quinze États. Malgré cela, les mobilisations locales se révèlent épuisantes et très coûteuses en énergie. Même lorsqu'elles aboutissent à la victoire, et obligent un shérif ou un gérant de cafétéria à mettre un terme à des pratiques racistes, ces luttes n'ont d'effet que ponctuel. Les succès acquis dans un comté ne font que rendre visibles ceux à arracher dans cent autres. La stratégie du mouvement pour les droits civiques va donc se déplacer vers le pouvoir fédéral à Washington. Il s'agit désormais d'orienter les mobilisations vers une intervention fédérale sous la forme de lois, de décisions de la Cour suprême qui interdisent les pratiques racistes explicites ou larvées. Cet appel au pouvoir central évite la dispersion du combat contre une quinzaine de législatures d'États fédérés, des centaines de shérifs. On voit par là en quoi de simples considérations tactiques d'efficacité, nées de l'expérience de la lutte, contribuent aussi à une tendance lourde à l'appel à l'État, à la politisation des mobilisations.

Politiques publiques, opacité, politisation

D'autres données sont venues depuis l'après-guerre conforter ces évolutions. Elles découlent de la place prise par les politiques publiques, et des incidences des processus de construction européenne et de « globalisation » de l'économie. La notion de politiques publiques [Muller, 2018] désigne l'action des autorités étatiques, lorsque celles-ci traitent de divers dossiers, par opposition à la politique comme lutte pour l'exercice du pouvoir. Plus explicite, l'anglais oppose les *policies* — politique agricole, politique énergétique, etc. — aux *politics* des programmes électoraux et des stratégies partisanes.

Les politiques publiques sont une dimension centrale de l'activité gouvernementale. Elles sont aussi la résultante du processus historique de division sociale du travail qui engendre une société de plus en plus sectorisée, fragmentée en micro-univers : recherche, santé publique, transports, etc. Chacun de ces sous-univers tend à se réguler, à travers des processus de décision issus des négociations entre les administrations,

groupes de pression, institutions qui lui sont propres. Or la juxtaposition de politiques sectorielles nées d'univers sociaux compartimentés n'aboutit pas magiquement à une politique globale cohérente. Les dysfonctionnements d'un secteur social sont, en bien des cas, les effets indirects de politiques publiques sur d'autres secteurs. Une part du « problème des banlieues » actuel découle de politiques du logement à courte vue qui, dans les années 1970, ont stimulé l'accès à la propriété, avec des arrière-pensées électorales, aboutissant à des situations accrues de ségrégation sociale dans l'habitat, d'aggravation des conditions de vie faute de politiques parallèles de maîtrise des implantations d'emplois, des transports. Bref, le développement des politiques publiques engendre... un besoin de politiques publiques plus rationnelles pour réagir aux effets des choix dans d'autres secteurs.

Le lien entre les politiques publiques et l'hypothèse de politisation tendancielle des mouvements sociaux est au moins double. En stabilisant des espaces et des procédures de négociation, où les pouvoirs publics jouent un rôle clé, autour des enjeux propres à chaque micro-univers social, chaque politique publique suscite le désir des groupes mobilisés d'être reconnus par telle ou telle bureaucratie étatique comme interlocuteur légitime pour peser sur les décisions. Mais, les politiques publiques aussi sont de formidables instruments d'*opacité*. Elles fonctionnent pour les profanes dans ce qui est la pénombre de marchandages entre des groupes aux sigles mystérieux. Les phénomènes d'internationalisation (OMC, Union européenne) multiplient les partenaires, éloignent spatialement le site et les acteurs de la décision, suscitent un sentiment d'illisibilité, d'*opacité* des choix. Des questions en apparence aussi simples que « Qui a décidé ? » « Où ? » « Quand ? » « Pourquoi ? » prennent la forme d'énigmes. Faute d'un adversaire identifiable, d'une lisibilité des phénomènes qui les affectent, les groupes et organisations se tournent vers les autorités politiques, perçus comme le seul « guichet » accessible, comme le siège d'un savoir et d'un pouvoir d'action — au demeurant revendiqués en période électorale — sur un monde complexe, des autorités lointaines et supranationales.

Une arène non institutionnelle ?

En s'inspirant librement de Stephen Hilgartner et Charles Bosk [1988], on définira une arène comme un système organisé d'institutions, de procédures et d'acteurs dans lequel des forces sociales peuvent se faire entendre, utiliser leurs ressources pour obtenir des réponses — décisions, budgets, lois — aux problèmes qu'elles soulèvent. Deux éléments sont à souligner. Une arène est un espace de mise en *visibilité* et de traitement d'un dossier considéré comme problème social. Les arènes reposent sur

des processus de *conversion de ressources*. Investir dans une arène, c'est y viser, à l'issue du processus des gains, l'acquisition de ressources ou de pouvoirs dont on ne disposait pas au début. Lorsque les travailleurs indépendants du mouvement Poujade investissent en 1956 l'arène électorale, ils visent à obtenir, à travers la transformation d'une organisation de type syndical en mouvement politique, un relais au sein du Parlement qui leur donne un pouvoir direct d'élaboration des lois les concernant. Quand les associations des familles de victimes du sida à la suite de transfusions sanguines utilisent l'arène judiciaire, elles y investissent des ressources — de l'argent, la capacité d'ester en justice que donne la loi de 1901 sur les associations. Elles en retirent des ressources comparables à celles qu'elles avaient investies — de l'argent sous forme d'indemnisations — et, de façon plus essentielle pour elles, un gain symbolique à travers la reconnaissance par les tribunaux d'une faute, les sanctions qui frappent des autorités jugées coupables.

L'arène des conflits sociaux

Les mouvements sociaux peuvent utiliser les arènes sociales institutionnalisées : médias, tribunaux, élections, Parlement, conseil municipal. Mais en rester à cette observation ferait passer à côté d'un trait essentiel des mouvements sociaux. À travers la palette des actions protestataires, ils sont aussi les producteurs d'une arène spécifique : l'arène des conflits sociaux à travers les grèves, manifestations, boycotts, campagnes d'opinion. L'un des traits singuliers de cette arène est de fonctionner comme un *espace d'appel*, au double sens du terme. L'appel vaut littéralement comme cri, comme demande de réponse à un problème. Il vaut aussi au sens judiciaire de recours à une juridiction plus élevée pour obtenir la modification d'un premier verdict tenu pour injuste. En faisant appel — au sens de demande — à la mobilisation, à l'opinion publique, le mouvement social fait aussi appel — au sens judiciaire — de ce qu'il perçoit comme un refus de l'entendre ou de lui donner satisfaction au sein des arènes institutionnelles classiques. Cristallisé par quelques vidéos virales, le mouvement des « gilets jaunes » de l'hiver 2018-2019 illustre ces mécanismes. Il est d'abord prise de parole inédite de composantes des classes populaires (rurales, artisanales, femmes seules) qui étaient jusque-là éloignées des répertoires protestataires et qui s'élèvent contre une série de mesures autour du coût des déplacements, de l'injustice fiscale. Il va propulser dans l'espace public des thématiques largement occultées sur l'essor d'une population de travailleurs pauvres, le déclin de petites villes, la distance aux élus. Mais l'idée d'appel vaut dans toutes ses significations. Les Gilets jaunes obligent le président Macron à revenir sur certaines décisions, ils ouvrent les portes d'autres arènes sociales comme les médias (même si souvent critiques ou condescendants) ;

ils vont même amener les pouvoirs publics à ouvrir des espaces de discussion inédits (cahiers de doléances, « Grand Débat »).

Ce schéma d'analyse contient des présupposés qui gagnent à être explicités. Décrire les mouvements sociaux comme producteurs d'une arène singulière où s'expriment des revendications qui ne trouvent pas accès ou solution dans les arènes plus institutionnalisées, comme les parlements, les ministères, la presse, revient à identifier les mouvements sociaux aux seules mobilisations des groupes « dominés », « exclus », « marginaux », pour emprunter au lexique de la mise à l'écart. Pareille description risque de tomber dans le piège que signalait Friedberg : opposer un univers de l'institutionnalisé, de l'organisé, régi par des règles et des procédures fermes, à l'effervescence créatrice et confuse des mouvements sociaux.

Un registre d'action dominé ?

Faut-il considérer que les mouvements sociaux sont, par essence, les armes des faibles en quelque sorte réduits à manifester et à faire grève faute de pouvoir être entendus par des voies plus institutionnelles ? Une telle vision peut aboutir à des simplismes. Une conception essentialiste de la « domination » pourrait y conduire. Existeraient alors des groupes assignés en permanence au triste statut de dominés, à l'obéissance dans tout rapport de pouvoir. La diversité des formes de domination est un fait que l'expérience comme l'héritage de la sociologie, depuis Marx et Weber, se conjuguent pour illustrer et expliquer. Que des groupes (ouvriers, populations colonisées, etc.) subissent, en des moments historiques donnés, un cumul de situations de domination économique, culturelle, politique constitue un fait objectivable. Mais si les formes de la domination sont plurielles, elles n'existent aussi que relationnellement. Parler sociologiquement de domination suppose d'en réintroduire les protagonistes dans des réseaux structurés d'interdépendances. Les négociants d'une cité portuaire peuvent être « dominants » dans l'espace local, quantité négligeable et par là « dominés » dans un espace national. Des agriculteurs âgés peuvent être en position dominée et dépassée dans leur univers professionnel et se trouver au centre de réseaux de sociabilité et de pouvoir lors des élections au village. La notion de domination est *relationnelle*, ne préjuge pas des formes plurielles de ce rapport de force.

Une autre simplification, soulignée par Offerlé [1994], consisterait à construire une dichotomie rigide entre l'univers — suspect — des mouvements sociaux et celui — plus présentable — des groupes de pression. Ce serait laisser échapper les éléments de continuité et de recouvrement entre ces deux catégories qu'il faut penser sur le mode d'un dégradé de situations. Un mouvement social qui dure et réussit tend à se cristalliser en groupe de pression. Il dispose alors — l'institutionnalisation du syndicalisme en est une illustration — d'accès routinisés aux sites de

discussion et de décision sur les politiques publiques. Parmi les effets de cette inclusion dans le cercle des partenaires légitimes figurent une moindre contrainte à mobiliser en permanence pour construire des rapports de force, l'insertion aussi dans un autre régime de discussion — feutré, entre des portes closes — qui requiert un travail moins intense de prise à témoin et de mobilisation de l'opinion publique. On peut paradoxalement tirer de cette observation que l'action revendicative de la « rue », décriée au nom de la démocratie représentative, est au moins contrainte d'argumenter publiquement dans l'espace public, impératif qui pèse moins sur des lobbies assurés d'être consultés et écoutés. Mais, lorsque les négociations dans la discréption des bureaux ministériels cessent de leur permettre d'être entendus, les groupes de pression basculent vers d'autres pratiques. Non seulement existent des mobilisations « conservatrices » [Politix, 2014], mais les puissants savent aussi contester !

On peut donc formuler une réponse à la fois claire et nuancée. Oui, les mouvements sociaux constituent tendanciellement une arme des groupes qui, dans un espace-temps donné, sont du mauvais côté des rapports de force. Une affinité structurelle existe entre les dominés et ces prises de parole plus conflictuelles, moins intégrées aux processus décisionnels. Mais cette arme est aussi chère aux « dominés des dominants », aux ressortissants des mondes culturels et intellectuels, auxquels leurs ressources permettent d'inventer des modes de protestation originaux ou médiatiques. On précisera encore que, lorsqu'ils estiment que les voies habituelles de la concertation leur sont défavorables et leurs intérêts stratégiques menacés, des groupes socialement riches en ressources peuvent se risquer à des mobilisations protestataires. L'improbabilité des meetings de *traders* ou des *sit-in* de P-DG dit qu'ils ont d'autres outils pour se faire entendre. Mais qui aurait anticipé ces rassemblements des notaires de l'automne 2014, dont les marinières « notariat made in France » faisaient un clin d'œil au ministre Montebourg, scandant « Nous ne sommes pas des rentiers ! » sur bande-son de Daft Punk, en réponse à un projet de réorganisation de la profession ?

Instituer l'action collective : répertoires et organisations

Tilly a élaboré [1986] la notion de « répertoire d'action collective » pour suggérer l'existence de formes d'institutionnalisation propres aux mouvements sociaux. « Les individus concrets ne se retrouvent pas pour l'Action collective. Ils se rassemblent pour adresser une pétition au Parlement, organiser une campagne d'appels téléphoniques, manifester devant la mairie, détruire des métiers à tisser mécaniques, se mettre en grève » [Tilly, 1976, p. 143]. Les groupes mobilisés puisent dans des répertoires

disponibles qui leur offrent des genres, des mélodies. Tilly précise sa métaphore en évoquant le jazz, où l'existence d'un répertoire de *standards* n'est jamais exclusive d'improvisations sur les thèmes disponibles.

L'empreinte de l'Histoire

Le sens de la métaphore est clair. Tout mouvement social est confronté à une palette préexistante de formes protestataires plus ou moins codifiées, inégalement accessibles selon l'identité des groupes mobilisés. La manifestation, la réunion publique sont des formes routinisées d'expression d'une cause, d'une revendication. Elles sont aussi susceptibles d'infinites variations. Certains organisateurs de manifestations sont ainsi devenus de véritables experts en organisation de *happenings* colorés où le défilé peut être accompagné d'orchestres, de distribution de produits du terroir chez les paysans. Ces variations elles-mêmes ne sont jamais erratiques. Elles dépendent d'abord des particularités du groupe mobilisé. Une profession aux effectifs restreints, comme les avoués lors de la réforme des professions de justice, préférera une campagne de presse ou un travail de *lobbying* à la manifestation qui sollicite le poids du nombre. Le monde étudiant, avec ses amphithéâtres qui paraissent prédestinés à un tel usage, se prêtera davantage au rituel des assemblées générales quotidiennes que le milieu paysan, avec son habitat dispersé, sa moindre propension aux joutes verbales sans fin.

Plus profondément, l'apport de Tilly est, à nouveau, de réintégrer le temps long dans l'analyse des mouvements sociaux. La construction des États et le développement du capitalisme engendrent la politisation des mouvements sociaux. Ils affectent aussi leurs répertoires d'action collective. L'analyse de Tilly consiste à cerner dans un premier temps les répertoires typiques d'avant la révolution industrielle, quand les communautés villageoises ou urbaines sont encore peu marquées par une nationalisation systématique des enjeux sociaux. Trois traits se dégagent alors. Les actions protestataires se déploient dans l'espace *local*, vécu, celui de la communauté. Elles fonctionnent souvent par *détournement* ou parasitage de *rituels sociaux préexistants*. Dans son étude sur le Var sous la Restauration, Maurice Agulhon [1970] montre comment ce registre permet aux paysans d'exprimer symboliquement des revendications ou des attentes politiques, par des violences exercées contre un mannequin de paille dont le costume évoque celui des autorités, ou lors de parades de procession où l'effigie du saint local est remplacée par le buste d'un personnage politique. La dimension du *patronage* constitue une troisième donnée de ces répertoires précapitalistes. Les groupes mobilisés cherchent le plus souvent le soutien d'un notable local, soit comme intercesseur auprès d'autorités plus lointaines, soit comme protecteur contre d'autres membres de la communauté. Edward Thompson [1993] a montré

combien les débordements qui accompagnaient les fêtes villageoises anglaises, sous forme d'attaques contre les maisons des non-conformistes religieux, reposaient sur la collusion bienveillante entre paysans et représentants de la *gentry*, pourtant investis des missions de police.

Vers le milieu du XIX^e siècle, ce répertoire va subir un ensemble de modifications lentes mais radicales. Il se dégage d'abord des frontières de l'espace local pour élargir ses *horizons d'action* : grèves et mobilisations nationales, revendications portées vers le pouvoir central. La protestation acquiert également une *autonomie* croissante, elle s'émancipe du patronage des notables ou du clergé, se trouve prise en charge par des organisations *ad hoc* (syndicats, associations). Elle prend simultanément, et l'influence des compétitions électorales n'y est pas étrangère, des formes plus intellectualisées, plus *abstraites* : programmes et slogans l'emportent sur l'usage de symboles. Les registres expressifs du mécontentement cessent graduellement d'être dérivés de rituels sociaux préexistants pour (ré)inventer des formes d'action pleinement originales comme la grève, la manifestation. La mutation à long terme des répertoires peut aussi se penser comme marquée par un processus de *pacification*, de recul et de maîtrise de l'usage de la violence par policiers et protestataires.

La problématique de Tilly doit s'interpréter avec souplesse. Le changement des répertoires est rarement un événement brutal et datable. Les répertoires peuvent se survivre, se superposer. L'Inde contemporaine permet ainsi d'observer dans le même espace-temps des formes d'action collective propres au syndicalisme moderne, et l'activation régulière de mobilisations par lesquelles hindous et musulmans se provoquent et s'affrontent en utilisant à cette fin les rituels religieux de procession [Jaffrelot, in Martin, 2002]. Les classements de Tilly ne sont pas figés pour l'éternité. On verra (chapitre vii) qu'émerge peut-être un répertoire de troisième génération, internationalisé, reposant sur l'expertise mêlant en réseaux mouvements sociaux, ONG internationales et experts. Mais cette possible mutation viendrait confirmer que les mouvements sociaux connaissent des dimensions d'institutionnalisation, des régularités. La question de l'organisation en est une autre facette.

La question de l'organisation

Des mouvements sociaux peuvent émerger sans que des organisations préexistantes en soient les initiatrices. Même les plus soupçonneux d'une influence des « islamistes » n'ont pu trouver un lien d'impulsion et de coordination aux émeutes de la banlieue nord de Paris à l'automne 2005. Mais tel n'est pas le cas le plus habituel. Tout mouvement social qui tente de s'inscrire dans la durée pour atteindre des objectifs est confronté à la question de l'organisation. L'existence d'une organisation qui coordonne les actions,

Les répertoires d'action collective

Dans la France des années 1650-1850	Dans la France des années 1850-1980
Modèle communal patronné	Modèle national autonome
<p>1. Emploi fréquent de moyens d'action normalement réservés aux autorités pour les ridiculiser, s'y substituer au nom du bien de la communauté. <i>Exemple : réquisition de grains.</i></p> <p>2. Défense d'intérêts généraux de corporations ou de communautés plus que d'intérêts particuliers. <i>Exemples : sabotages de machines, lutte contre la clôture des terres communales, expulsion d'agents du fisc, batailles rangées entre villages.</i></p> <p>3. Recours à de puissants patrons pour redresser les torts, représenter la communauté. <i>Exemple : recours au prêtre, au noble comme intercesseurs.</i></p> <p>4. Préférence pour les fêtes et rassemblements autorisés comme cadre d'expression des doléances. <i>Exemple : cortèges tendancieux lors de fêtes (le « carnaval de Romans » analysé par Le Roy Ladurie [1979]).</i></p> <p>5. Expression répétée des doléances et revendications sous forme symbolique (effigies, pantomimes, objets rituels). <i>Exemples : pendaison de mannequins, le « massacre de chats » analysé par Dantton [1985].</i></p> <p>6. Rassemblement sur les lieux mêmes de l'injustice, des logis de ses auteurs par opposition aux sièges du pouvoir public. <i>Exemples : charivari, sacs de maisons privées et de résidences aristocratiques.</i></p>	<p>1. Emploi de moyens d'action relativement autonomes auxquels les autorités n'ont jamais ou rarement recours. <i>Exemples : grèves, manifestations, pétitions.</i></p> <p>2. Défense fréquente d'intérêts spécifiques par des groupements ou associations dont le nom même constitue le programme (Union pour..., Association de défense de...). <i>Exemples : associations de la loi de 1901, syndicats, groupes d'intérêt, grève d'entreprise plus que de « métier ».</i></p> <p>3. Défis directs aux autorités et concurrents, surtout aux autorités nationales, plutôt que recours au patronage. <i>Exemples : insurrections programmées, occupations de bâtiments publics, séquestrations.</i></p> <p>4. Organisation délibérée d'assemblées chargées d'articuler les revendications. <i>Exemples : assemblées générales, organisation d'états généraux de...</i></p> <p>5. Déploiement de programmes, de slogans, de signes de ralliement. <i>Exemples : campagnes ouvrières pour la journée de huit heures, logos, mots d'ordre nationaux, plates-formes.</i></p> <p>6. Action sur les lieux les plus susceptibles d'attirer l'attention. <i>Exemples : organisation des grandes manifestations à Paris, mobilisations « médiatiques ».</i></p>

Source : à partir de Tilly [1986].

rassemble des ressources, mène un travail de propagande pour la cause défendue ressort comme une *nécessité* pour la survie du mouvement, ses succès. William Gamson [1975] en donne une preuve convaincante à partir d'une étude sur cinquante-trois mobilisations aux États-Unis entre 1800 et 1945. Il définit une norme de « bureaucratisation » des mouvements à partir de critères tels que l'existence de statuts écrits, la tenue d'un fichier des adhérents, une organisation structurée en plusieurs échelons hiérarchiques. Les mouvements sociaux dotés d'une telle organisation parviennent, dans 71 % des cas, à être reconnus par leurs interlocuteurs contre 28 % pour les mouvements moins organisés. Dans 62 % des cas, ils font aboutir une partie au moins de leurs revendications, contre 38 % pour les mobilisations moins organisées. Les chiffres montrent encore qu'une organisation centralisée, mais surtout unie, se révèle plus efficace.

En pratique, l'immense majorité des mouvements sociaux est structurée par des formes plus ou moins rigides d'organisation : relais partisans, syndicats, associations, coordinations, rôle central dévolu à des animateurs. Mais ce constat laisse ouvert un débat relatif aux formes de l'organisation. Robert Michels [1914] a théorisé, à partir du cas des partis sociaux-démocrates de la II^e Internationale, une « loi d'airain de l'oligarchie » qui aboutirait inévitablement à la confiscation du pouvoir par les permanents et notables, à l'assignation des adhérents à un rôle passif, à l'affadissement de la combativité des grandes organisations soucieuses de ne pas mettre leurs structures en péril. Ces thématiques parcoururent les débats dans les mouvements sociaux (*cf.* p. 68). Elles ne débouchent pas tant sur la négation de l'impératif organisationnel que sur la quête de formes d'organisation capables de conjurer ces périls : refus de la subordination aux partis dans l'anarcho-syndicalisme, rotation des cadres et élus dans les organisations écologistes, émergence des coordinations (Kergoat *et al.* [1992] sur le mouvement des infirmières de 1988). Les mouvements sociaux ne sont donc nullement au pôle d'une pure expressivité, d'un refus de toute organisation. Le débat sur l'organisation, les stratégies possibles de légalisation ou de domestication des mouvements sociaux rappellent qu'entre un mouvement social et un groupe de pression la différence n'est pas toujours de nature, mais peut aussi se penser en termes de trajectoire, de moments d'une institutionnalisation toujours possible, jamais inéluctable.

Espaces des mouvements sociaux

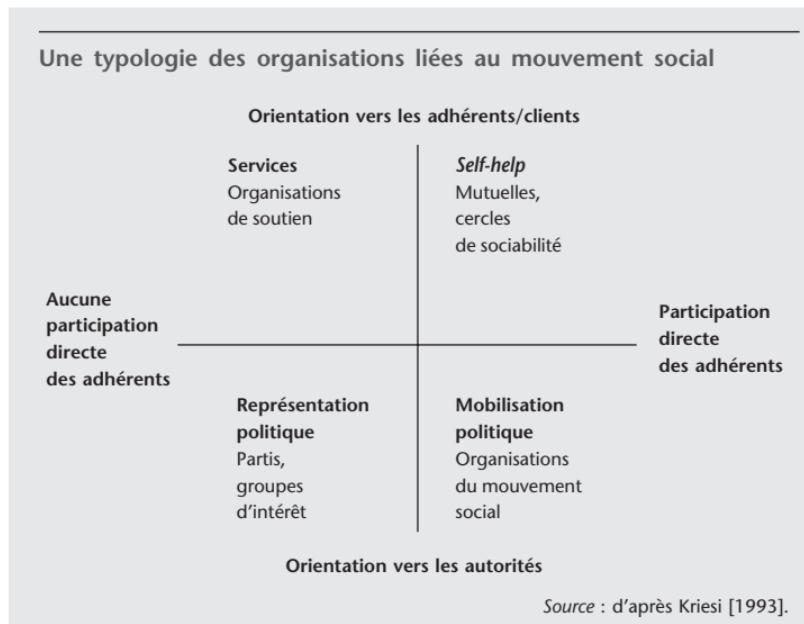
Le modèle de Kriesi

Hanspeter Kriesi [1993] propose une approche dynamique de la notion de mouvement social qui peut être un bon outil d'analyse.

Il s'agit de construire un espace des organisations et investissements militants liés aux mobilisations à partir de deux variables. La première a trait au degré de participation des adhérents. Il peut aller du militantisme le plus activiste à une adhésion formelle réduite au paiement d'une cotisation. Une seconde variable concerne l'orientation des organisations : visent-elles un objectif d'influence sur des autorités publiques ou privées pour obtenir des réformes ou des gains ? Visent-elles, à l'inverse, à offrir aux adhérents des prestations et services (coopérative de consommation, club de loisirs) ?

Se dessine alors un espace à quatre zones (*cf.* schéma ci-contre). Le quadrant inférieur droit correspond à notre définition du mouvement social, il pourrait s'illustrer dans les mobilisations des printemps arabes. Le quadrant inférieur gauche regroupe à la fois les organisations qui se donnent des missions de représentation politique d'un groupe ou d'un mouvement (on peut penser aux partis « sociaux démocrates », comme le Labour britannique, initialement issus du mouvement syndical) et des groupes de pression ayant accès aux lieux de décision politique. Le quadrant supérieur gauche regroupe les organisations qui, sans être forcément sous le contrôle d'un mouvement, lui apportent une aide logistique (maisons d'édition ou imprimeries « amies » d'un mouvement, *think tanks* alimentant un groupe de leur réflexion). Enfin, le quadrant supérieur droit regroupe les organisations de *self help* qui mobilisent l'énergie des adhérents ou proches d'un mouvement pour apporter des services individuels : il peut s'agir de conseils juridiques contre la répression (Secours Rouge), de coopératives offrant des outils, des assurances, de clubs de loisirs ciblant les membres d'un mouvement.

On peut tirer de ce tableau une formule paradoxale mais cohérente avec notre définition du mouvement social : s'engager sur une cause n'est pas toujours protester. Faisant l'ethnographie d'un refuge pour animaux abandonnés — lieu de *self-help* donc, où des volontaires se dévouent en actes à des bêtes abandonnées — Guenther [2017] montre même que le volontariat peut inhiber la mobilisation. Les amis des bêtes qui font fonctionner ce refuge public à San Francisco auraient dix raisons de se mettre en grève ou de protester : installations sales et vétustes, budget ridicule, administration inefficace, euthanasie fréquente des bêtes recueillies. Elles et ils ne franchiront jamais la ligne rouge parce qu'ils pensent être avant tout utiles en donnant de leur temps et non en se lançant dans ce qui ressemble à de la contestation. Mais aussi parce qu'ils trouvent des gratifications émotionnelles dans leur bénévolat, ne veulent pas se mettre en porte-à-faux avec les quelques salariés permanents du refuge, moins encore découvrir entre eux des points de clivage.



Interdépendances et trajectoires

Loin de dissoudre la notion de mouvement social dans un ensemble mou, ce schéma attire l'attention sur le fait que la force des mouvements sociaux *stricto sensu* peut aussi venir de leur capacité à se doter durablement de relais politiques, d'outils logistiques, de services qui fidélisent les adhérents. Le « mouvement ouvrier » structuré autour des partis communistes ou sociaux-démocrates en fut un exemple jadis. L'analyse du Medef par Offerlé [2013] en confirme l'actualité. La force de l'organisation patronale vient aussi de ce que, par un écheveau de mouvements et structures proches ou connectés, elle sait à la fois organiser les patrons, leur rendre des services pratiques, créer des lieux de sociabilité où ils se rencontrent. Le modèle permet en second lieu de penser ce que Kriesi nomme trajectoires. Un mouvement social peut se « convivialiser », déplaçant le centre de ses énergies de la mobilisation à l'entretien d'une sociabilité chaleureuse entre ses sympathisants, cultivant un entre-soi qui finit par primer sur l'agir. Il peut se « commercialiser », devenant avant tout un prestataire de services (combien d'adhérents savent qu'« assureur militant » n'est pas qu'un slogan publicitaire, mais la référence à la création de la MAIF par des syndicalistes enseignants contre les grandes compagnies privées ?). Il peut aussi s'institutionnaliser, devenant groupe de pression ou parti,

revenant éventuellement à la case mobilisation si l'opération échoue, comme le montrent les étonnantes métamorphoses du mouvement paysan Samobroona dans la Pologne postcommuniste [Pellen, 2013]. Il peut enfin se radicaliser, jouant son va-tout sur la seule confrontation.

Selon un scénario classique en sciences sociales, l'analyse des mouvements sociaux a eu besoin d'affirmer sa spécificité pour se constituer, en marquant sa distance à d'autres formes d'action collective, en faisant valoir les originalités des activités protestataires. Le flot des publications, la richesse des apports théoriques suggèrent la réussite de l'entreprise. Mais peut-être faut-il désormais se défaire de réflexes qui étaient pertinents dans les temps d'affirmation de cette sous-discipline. Faut-il aller, comme propose Siméant, jusqu'à « arrêter de faire de la sociologie des mouvements sociaux quand on étudie les mouvements sociaux » ? Non, s'il s'agissait de refouler un demi-siècle d'acquis, mais oui, s'il s'agit de ne pas s'enfermer dans les typologies qu'on a collectivement produites. Le syndicalisme n'est donc pas un objet distinct des mouvements sociaux [Graud, 2009]. Entre mouvements sociaux, expériences communautaires, partis, groupes de pression, *think tanks*, existent de vastes zones hybrides à analyser. Il faut aussi explorer des pratiques mixtes comme celle de mobilisations — la ZAD de Notre-Dame-des-Landes en est un exemple [Pruvost, 2017] — qui entendent à la fois changer la vie ici et maintenant, et agir sur des politiques publiques. Il faut cartographier les trajectoires, plus d'une fois surprenantes, d'organisations ou de militants. La compréhension des mouvements sociaux suppose de s'ouvrir aux recherches sur les aires culturelles, de sortir du biais ethnocentrique qui fait qu'environ 65 % des articles sur les mouvements sociaux analysent des mobilisations dans les pays développés. On peut ainsi comprendre comment on peut manifester à Bamako [Siméant, 2014] sans que cela ait le même sens conflictuel qu'à Paris, puisque financement par des ONG du « Nord », rapports clientélistes offrent d'autres débouchés que l'intervention publique. L'analyse des mouvements sociaux doit donc s'ouvrir à une géographie sociale et culturelle qui aide à comprendre comment les lieux modèlent les identités militantes [Brown-Saracino, 2015], affectent les potentiels de mobilisation [Combes *et al.*, 2015].

II / Les obstacles à l'analyse

En invitant à penser les relations entre ce que l'on pourrait désigner comme le mouvement social *stricto sensu* — les mobilisations — et la nébuleuse des organisations et institutions sociales qui constituent par réseau un mouvement social *lato sensu*, un micro-univers né de la protestation, Kriesi propose une démarche essentielle. Elle consiste, tout en maintenant une définition serrée du mouvement social, à en relier l'analyse à d'autres objets, à le penser *relationnellement*. Cette orientation se heurte en pratique à deux obstacles.

Le premier tient à l'hyperspécialisation qui gagne les sciences sociales, les fragmentant en microcommunautés de spécialistes peu curieuses de ce qu'explorent les tribus savantes voisines. Or l'analyse des mouvements sociaux ne peut se passer de connexions aux recherches sur les médias, les politiques publiques, les relations internationales. Elle ne saurait davantage faire l'économie d'un questionnement sur son possible ethnocentrisme occidental. Un second obstacle tient à ce que, du fait de leurs enjeux, les mouvements sociaux suscitent des discours hybrides entre science et prise de parti. Il peut donc être utile d'exercer une double vigilance critique : questionner la charge normative ou les engagements mal maîtrisés dans certains discours savants, mais savoir aussi identifier dans des approches explicitement militantes la présence d'intuitions fécondes, d'un sens pratique des activistes qui peut être riche d'intelligence du social.

Penser relationnellement les mouvements sociaux

Pour passer d'une consigne abstraite à une démarche pratique, l'appel à un élargissement de l'analyse peut débuter par des questions d'apparence simple. Les mouvements sociaux, tels que nous les avons définis, sont-ils la seule traduction possible de situations de mécontentement ? L'idée de protestation, comme opposition voulue à une situation jugée injuste, s'épuise-t-elle dans les expressions et répertoires nés en Occident ?

Exit, voice and loyalty

Albert Hirschman [1970] a proposé un modèle d'analyse qui, pour être construit au départ pour comprendre les réactions des consommateurs face aux dysfonctionnements des firmes, n'en fonctionne pas moins confronté à l'usager mécontent d'un service public, au partisan déçu d'une cause. Défection, prise de parole et loyauté : c'est à l'intérieur de ce triptyque que se situe l'espace des possibles face à un mécontentement. La défection (*exit*) est silencieuse. Elle se traduit en changement de fournisseur, non-renouvellement de carte, mise en retrait dans l'association. La loyauté à la marque ou au mouvement fait accepter ses défauts, la baisse de ses mérites. Les sentiments de fidélité, de devoir à l'égard de l'institution ou du mouvement, l'acceptation résignée de ses défauts sont assez puissants pour supporter le mécontentement. La prise de parole (*voice*) exprime une protestation contre les mauvaises performances de la firme, du service, du mouvement. Pareille typologie peut sembler simpliste. Hirschman en fait pourtant un outil fécond pour penser les conditions d'émergence et de non-émergence de l'action collective.

Donnons-en quelques exemples. Hirschman suggère que la concurrence peut être une arme anti-prise de parole très efficace. Si telle lessive n'élimine pas les taches, il est plus simple d'acheter un baril d'une marque concurrente que d'écrire au fabriquant ou de créer une association de clients. Et la dégradation d'un service public comme l'enseignement suscitera moins de prise de parole si les familles, et en particulier des milieux fortement diplômés qui sont souvent investis dans les associations de parents, trouvent une offre privée financièrement abordable qui se substitue à l'école publique défaillante. La liste des formes de l'*exit* peut s'élargir : traditions nationales d'émigration (Italie du Mezzogiorno), de mobilité spatiale (États-Unis), mobilité sociale ascendante, susceptible de soustraire aux rangs des groupes sociaux dominés des porte-parole (III^e République). Tous ces phénomènes ont des effets directs sur le potentiel des mouvements sociaux. À l'inverse, la fermeture des possibilités de défection rend plus pressant le recours à la prise de parole.

Le triptyque permet aussi de comprendre en quoi la focalisation des réactions de clients ou adhérents sur une seule des attitudes risque d'être catastrophique. Trop de loyauté empêche l'organisation ou la firme de se corriger, trop de défection la ruine ou la vide irrémédiablement de sa force. Trop de prise de parole déstabilise ou paralyse. Hirschman évoque la forte mobilisation des éléments conservateurs du Parti républicain, las de voir leur parti parrainer des candidats qu'ils jugeaient mous. Leur prise de parole massive aboutit en 1964 à l'investiture de Goldwater... et à une déroute électorale, le porte-parole

choisi par cet éclat de *voice* apparaissant à l'électorat comme extrémiste. Organisations ou entreprises ont donc tout intérêt à se doter de mécanismes qui évitent la polarisation sur une réaction. Susciter de la prise de parole peut prévenir la défection. À l'inverse, jouer volontairement de l'*exit* et de la loyauté peut aider à canaliser la prise de parole. L'*exit* forcé des déportations et des exils aux lendemains de la Commune de Paris provoqua une atonie durable du mouvement ouvrier français. Soumettre l'entrée dans une association à des parainages, à des actes initiatiques qui marquent et « mouillent » le postulant revient à conforter sa propension à la loyauté.

Les « entre-deux » de la protestation

Tirer profit du modèle de Hirschman, c'est oser le bricoler, le compliquer. N'y aurait-il pas ainsi une autre polarité, l'*« apathie »* [Bajoit, 1988], entre loyauté résignée ou déçue à la cause et défection secrète, présence passive et peu investie. Cette apathie elle-même n'est-elle pas à distinguer de positions où la loyauté apparente masque une dissidence qui n'attend que l'occasion de prendre le dessus, comme chez le fameux « Brave Soldat Chvěik » de Jaroslav Hašek, soldat tchèque de l'armée austro-hongroise dont le patriottisme impérial ostentatoire masque un refus déterminé de se battre. Le « chveikisme » connaît ses réincarnations modernes [Fleming et Sewell, 2002] qu'illustre un proverbe éthiopien : « Quand passe le puissant seigneur, le sage paysan s'incline profondément et pète silencieusement. »

Ces entre-deux sont aussi ceux des tactiques protestataires accessibles quand le rapport de force est extraordinairement déséquilibré, le recours à la *voice* suicidaire. Leur exploration est souvent venue des spécialistes des « aires culturelles ». Des africanistes comme Bayard, Mbembe et Toulabor [1992] ont invité à saisir, dans la mosaïque des expressions et usages minuscules de la dérision, de la soumission feinte et roublarde, de la prédatation du bien public, l'expression d'une « politique du ventre », d'une résistance « par le bas ». Des questionnements similaires sont venus des spécialistes des mondes arabes et musulmans [Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2003], mais aussi de ceux des sociétés de l'ex-bloc soviétique, invitant à repenser un ensemble de comportements (humour noir, coulage de la production, incivilités, activités culturelles subverties à des fins politiques, voire rapport autodestructeur au boire) comme le nuancier, allant du désespoir au rire, de formes contraintes de refus du projet totalitaire. On soulignera aussi combien ici la contribution d'écrivains, spécialement arabes et africains (A. Cossery, A. Kourouma, N. Nwankwo), a donné chair et expression aux modèles et questions des sciences sociales.

Entre *voice* et *loyalty* : les armes des faibles

Dans une belle étude sur un village malais, l'ethnologue James Scott [1985] pose la question des moyens de résistance des « faibles ». Les plus pauvres du hameau de Sedaka vivent une situation particulièrement difficile. L'édifice communautaire d'un village où les inégalités étaient en partie limitées par le poids des liens de famille, des solidarités, de l'embauche des pauvres par les propriétaires plus cossus se délite à grande vitesse. L'arrivée des moissonneuses-batteuses dans les rizières réduit les besoins de main-d'œuvre salariée. La monétarisation de l'économie se traduit par de nouveaux rapports contractuels qui excluent les plus pauvres des possibilités de location de terre. Les inégalités se creusent. Le groupe dominant du village détient aussi les puissantes ressources clientélistes qu'offre son contrôle de l'antenne locale du parti officiel. Dans le cadre d'une société non démocratique, dont les traditions euphémisent la conflictualité, les faibles sont-ils condamnés au silence par un rapport de forces qui rend « suicidaire » le conflit frontal et fait de la docilité le prix de la survie ?

Scott suggère que chercheurs et romanciers ont valorisé deux figures du paysan (ou de l'esclave), et seulement deux. D'un côté, les perdants magnifiques des grandes révoltes collectives, de l'autre le personnage pitoyable ou abject du paysan soumis. C'est méconnaître ce qui peut être vécu sous le masque de la

déférence, le tissu des actes de résistance minuscules qui font l'espace entre *voice* et *loyalty*. Scott relève ainsi derrière la façade harmonieuse du consensus villageois l'importance d'un commérage qui dévalue symboliquement les puissants. Il souligne l'habileté avec laquelle le gros des villageois jouent des valeurs, encore légitimes, de solidarité et d'assistance propres à un monde encore précapitaliste et aux préceptes de l'islam, pour arracher aux nouveaux riches assistance et aumônes. Ceux-ci hésitent à les refuser, appartenant encore culturellement au monde qu'ils contribuent à déliter, ayant parfois mauvaise conscience de passer désormais plus de temps à cultiver leur terre que les liens de voisinage. Il observe, jusque dans les moments qui semblent perpétuer un modèle communautaire, combien les comportements doivent être réinterprétés : l'assistance qui se presse en souriant à la fête de mariage d'un puissant vient d'abord s'empiffrer et part ostensiblement une fois les plats vidés. D'incessants larcins (riz, fruits dans les vergers, volailles) visent sélectivement les privilégiés. Les paysans pauvres manifestent un talent considérable à faire chuter le rendement lorsqu'ils sont embauchés par un riche. Ils battent les épis avec assez de maladresse pour faire le bonheur de leurs proches qui viennent ensuite glaner. Des pierres judicieusement placées dans les pièces mobiles font tomber en panne les moissonneuses. Il arrive même qu'un riche particulièrement honni ait quelque mal à trouver de la main-d'œuvre quand ses machines ne peuvent plus pénétrer dans la rizière détrempée.

Scott apparaît comme le théoricien le plus systématique, le plus catégorique et par là le plus discutable d'une spécificité fondamentale de la protestation des plus démunis. Au risque de l'appauvrir, on peut condenser son apport en trois points. Les pauvres — qu'ils soient paysans malais ou journaliers de la France du XVIII^e — ont rarement d'autre choix que de se courber et de ruser. La révolte ouverte suppose un stock de

ressources et un environnement de droits qui leur sont étrangers. Mais la soumission apparente et forcée leur fait rarement confondre le caractère contraignant des rapports sociaux avec le fait qu'ils soient justes. À travers tout un univers de récits cachés (*hidden transcripts*), commérage ou dérision, personnages symboles (Jacquou le croquant, le daim-souris des contes africains), propos séditieux, interprétation sélective des discours officiels, les dominés préservent un for intérieur de résistance. Loin d'être une simple soupape qui fasse supporter l'insupportable, ce « mauvais esprit » est à la fois le terreau culturel d'actes de résistance microscopiques, et le préalable indispensable à des mobilisations collectives quand les circonstances le permettent. Le paysan de Sedaka qui vole un sac de riz ne pense pas réforme agraire — pas plus que son homologue français qui braconne au mépris des priviléges nobles en 1780 n'en fait une étape vers la fin des droits féodaux. Leur sens commun résistant est cependant le socle sur lequel prendront appui des mouvements sociaux, quand la structure d'opportunités politiques et l'expression publique d'une radicalité politique le permettront [Scott, 2009].

Les plus démunis sont-ils à perpétuité prisonniers de l'alternative entre des mobilisations vouées à un écrasement sanglant et la petite monnaie des gains d'une résistance pour l'essentiel défensive ? Le risque paradoxal est encore de cotiser à une vision à la fois populiste (au sens de célébration naïve et exagérée du génie populaire) et misérabiliste (au sens de réduction du populaire à une posture éternellement souffrante et dominée). Une autre difficulté, plus imputable à des lectures discutables qu'à Scott lui-même, serait encore de penser que les armes des faibles ne peuvent être que de faibles armes. Étudiant les protestations non violentes sous le nazisme, Jacques Semelin [1989] a ainsi pu montrer que, même sous un régime étalonné comme la violence absolue, des tactiques évitant la montée vers la confrontation brutale pouvaient produire des effets.

La réflexion sur les actions qui viennent changer le social sans correspondre aux définitions usuelles des mobilisations ne peut désormais plus faire l'impasse sur la contribution d'Asef Bayat. Explorant la « politique de la rue » [1997] dans l'Iran du shah puis des mollahs, il part, comme Scott, de la manière dont les « pauvres gens » — ceux des bidonvilles et des petits métiers de rue — tentent d'améliorer leur vie dans un contexte de misère et de dictature. Il exprime une insatisfaction devant l'analyse de Scott qui préterait aux faibles une posture presque brechtienne de contestation distanciée, tout en les cantonnant à des actions purement défensives. Bayat théorise le « paisible empiétement du quotidien », multitude d'actions individuelles « silencieuses, patientes, prolongées et insinuantes » comme la construction de bidonvilles sur des terrains publics, les branchements illégaux au réseau d'eau, la transformation des trottoirs en marchés à la sauvette, qui aboutissent à des transformations effectives des rapports de forces. Bayat est aussi attentif

aux « réseaux passifs », formes molles mais non inefficaces de solidarité entre des protagonistes ni organisés ni même dotés d'un fort degré d'interconnaissance, mais liés par une solidarité au moins passive : s'avertir d'un coup de sifflet de l'arrivée de la police dans la rue où des étals colonisent le trottoir, faire masse — si besoin en brandissant des portraits du shah — quand ses fonctionnaires tentent de débrancher la pieuvre de fils illégalement connectée au réseau électrique. Dans un essai plus ambitieux [2010], Bayat propose la notion de *social non-movement*, « action collective d'acteurs non collectifs », sans organisation fédératrice ni discours public de justification. Les femmes iraniennes se voient-elles cantonnées hors de l'espace public, leur action collective promise à une répression féroce ? En entreprenant par milliers de se former, d'entrer dans des métiers jusque-là masculins, en participant à des courses automobiles ou en jouant de la musique, elles créent des espaces où elles se retrouvent sans leurs gardiens. Elles accèdent à des postes où elles commandent des hommes, modifient les rapports sociaux de genre comme les gouttes de pluie peuvent engendrer la crue.

Est-on encore ici dans le domaine des mouvements sociaux ? Strictement, non. L'oxymore « mouvement non social » dit assez la composante d'effets d'agrégation. Mais ceux que théorise Bayat n'invitent pas le chercheur à entrer dans une épistémologie où rien n'existerait qu'actions individuelles et calculatrices. Ils ne réduisent pas les postures des gens de la rue ou des diplômées iraniennes au calcul égoïste. Les ruses des habitants du bidonville pour bâtir, le défi des femmes qui se lancent dans des métiers masculins ne nuisent pas à d'autres pauvres, à d'autres femmes. Ils empiètent sur le territoire de ceux qui les dominent, consolident des ressources matérielles, une estime de soi qui remettront demain l'action collective dans l'espace des possibles. Ce qui émerge de ces actions, individuelles dans leur déploiement, n'est pas un effet imprévu, moins encore non désiré. Ces initiatives parallèles sont autant de minuscules « déclarations d'indépendance » qui altèrent le système social, contournent la répression et le blocage des actions collectives. Ces mises en cause modestes, prudentes et presque silencieuses du quotidien affectent à long terme les rapports de force, rendent pensables et possibles des mobilisations jadis imprudentes. Tugal [2009] l'illustre avec une municipalité islamiste proche d'Istanbul. Là, élus et militants réorganisent le temps quotidien sur le tempo des prières, réduisent la mixité des espaces publics, exploitent mille micro-occasions de poser l'islam comme identité partagée, principe ordonnateur du sens des existences. Ils dénaturalisent ainsi le sens commun laïc issu du kényalisme, œuvrent à une recomposition du consensus qui ne cherche pas l'affrontement avec le pouvoir. Elle n'en altère pas moins les équilibres politiques, comme le montrera bientôt le succès électoral des islamistes.

Les apports de Scott et Bayat ne sont pas toujours cumulables. Ils n'offrent pas moins un bon outillage pour défaire des perceptions ethnocentriques, discerner la protestation là où elle ne peut que murmurer, comprendre comment des stratégies individuelles, du « mauvais esprit » ou des actions minuscules sur la vie sociale peuvent, sans le viser explicitement, devenir les supports et appuis de mouvements aux conséquences majuscules. En greffant sur les trois axes de Hirschman une série de chemins de traverse, voire de passages secrets, ces approches enrichissent l'analyse des mouvements sociaux. Deux erreurs sont à éviter pour en tirer le meilleur profit. L'une consisterait à fusionner dans une grande catégorie molle de la protestation toutes les formes d'action évoquées ici. Mieux vaut les distinguer et explorer leurs relations, comme le familier d'une ville en connaît à la fois les rues et réseaux de transport, la vie secrète des cours intérieures, les passages qui permettent de passer à couvert d'une avenue à une autre. L'autre erreur, ethnocentrique, serait de chercher des couplages rigides aires culturelles/modes d'agir. Des sociétés du Sud (Argentine, Brésil, Corée) connaissent des mouvements sociaux largement comparables à ceux du Nord. Il arrive aux sans-papiers, prostituées ou précaires des démocraties du Nord de devoir louvoyer entre résistances et mouvements non sociaux.

Problèmes sociologiques et enjeux politiques

Les mouvements sociaux illustrent une difficulté constante des sciences sociales : prendre de la distance par rapport aux passions de la vie sociale, sans renoncer à traiter des objets « chauds ».

La psychologie des foules

Un premier exemple caricatural de liaisons dangereuses entre l'analyse scientifique et un climat idéologique peut s'observer à travers l'essor dans le dernier quart du XIX^e siècle d'un discours savant sur les foules. Gustave Le Bon lui donnera une expression condensée dans sa *Psychologie des foules* [1895]. La foule désigne ici « une réunion d'individus quelconques, quelle que soit leur nationalité, leur profession ou leur sexe, quels que soient aussi les hasards qui les rassemblent ». Si Le Bon tente d'introduire une typologie des foules, sa définition est extensive à l'extrême. Il adjoint aux foules au sens strict, les sectes liées par une croyance, les castes liées par une éducation et un métier, les assemblées parlementaires, etc. L'arbitraire de ce regroupement est justifié par des traits communs associés à la foule. L'individu y perd son autonomie, y subit des processus de contagion des croyances et comportement. Les traits de la foule sont la suggestibilité qui la livre au meneur, le faible contrôle des

affects qui la rend émotive, imprévisible, dangereuse. À travers des jeux d'association à la consommation d'alcool, à des métaphores féminines, la foule est aussi systématiquement identifiée à un potentiel de déferlement des instincts sexuels, de la violence. Si Le Bon est le plus resté à la postérité, ses thématiques se retrouvent chez Taine, chez Tarde, même si les travaux de ce dernier ne se réduisent pas tous à ces simplismes. La littérature en témoigne encore, comme le montrent les pages de Flaubert sur la révolution de 1848 dans *L'Éducation sentimentale*. La vacuité de ces analyses, même au regard des travaux savants d'alors, peut donner un aspect mystérieux à leur succès social. Suzanna Barrows [1981] a montré en quoi cette littérature répondait, aux lendemains de la Commune de Paris, à un contexte de « panique morale » des élites sociales. Le discours sur les foules fait système avec la dénonciation des « fléaux sociaux » liés aux « classes dangereuses » associées au crime, à l'alcoolisme, à la fréquentation des mauvais lieux. Il s'articule, à travers la dénonciation de la foule « femelle », à des angoisses sociales liées aux mouvements d'émancipation des femmes — les suffragettes, mais aussi la figure des « pétroleuses ». Les craintes nées des effets du suffrage universel, de l'essor des luttes sociales se condensent autour des « foules » comme symbole du populaire. Le Bon l'écrit clairement : « L'avènement des classes populaires à la vie politique, leur transformation progressive en classes dirigeantes est un des traits les plus saillants de notre époque de transition [...]. La connaissance de la psychologie des foules constitue la ressource de l'homme d'État qui veut, non pas les gouverner... mais tout au moins ne pas être complètement gouverné par elles. » En mobilisant le langage et certains acquis de sciences naissantes (criminologie, hygiénisme, psychologie), le discours des foules habille d'un vernis savant des préjugés sociaux, enrôle la science pour répondre à des inquiétudes politiques.

Le refoulement de l'héritage marxiste

À la fois analyse théorique des conditions historiques des mobilisations politiques et doctrine pratique destinée à faire aboutir l'action révolutionnaire, le legs de Marx et des marxistes illustre d'autres facettes des problèmes que pose l'imbrication entre discours savant et discours politique. Il n'existe pas à proprement parler de théorie des mouvements sociaux chez Marx. Ceux-ci sont intégrés dans une problématique générale des luttes des classes. La structuration des classes dans chaque société donne alors une grille de lecture des mobilisations, qu'il est abusif de réduire au schéma mécanique d'une détermination « en dernière instance » par l'économique. Dans une lettre à Joseph Bloch du 21 septembre 1890, Engels écrit : « C'est Marx et moi-même, partiellement, qui devons porter la responsabilité du fait que, parfois, les jeunes donnent plus de place qu'il ne lui est dû au côté économique. Face à nos

adversaires, il nous fallait souligner le principe essentiel nié par eux, et alors nous ne trouvions pas toujours le temps, le lieu, ni l'occasion de donner leur place aux autres facteurs qui participent à l'action réciproque. Mais dès qu'il s'agissait de présenter une tranche d'histoire, c'est-à-dire de passer à l'application pratique, la chose changeait et il n'y avait pas d'erreur possible. » Bien plus que les textes politiques ou polémiques, les œuvres historiques de Marx [1850 ; 1852] et Engels [1850] sur la France et l'Allemagne offrent une analyse fine du « groupe infini de parallélogrammes des forces » (Engels) qui engendre mobilisations et événements historiques. On peut insister sur la précision des pages qui étudient la stratification sociale, les conditions matérielles d'existence et leurs effets sur le potentiel et les formes de mobilisation. La prise en compte des cadres culturels ouvre également des perspectives fortes, lorsque Engels [1850] rend compte de la façon dont l'omniprésence de la religion chrétienne constraint les mobilisations paysannes du XVI^e siècle à emprunter au langage de l'hérésie religieuse pour exprimer leurs aspirations à des changements sociaux. Enfin Marx souligne, à travers la fameuse distinction entre « classe en soi » et « classe pour soi », l'importance de la construction d'une conscience collective, d'une identité de classe comme élément stratégique du succès des mobilisations, de la capacité à articuler un projet révolutionnaire.

La réflexion de Marx, infléchie par celle de Lénine [1902], insistera donc dans cette logique sur l'importance du facteur organisationnel, comme élément de coordination des forces, de construction d'une phalange de militants professionnels, aptes à apporter « de l'extérieur » de la classe ouvrière un cadre théorique qui transcende l'expérience de l'usine, donne une vision stratégique du changement révolutionnaire. Le patrimoine de réflexions marxistes autour de l'objet « mouvements sociaux » intègre aussi les apports de Gramsci sur la notion d'hégémonie. Le dirigeant communiste italien y développe une réflexion sur la fonction des intellectuels comme producteurs de représentations qui contribuent à fabriquer de la conscience collective, du consensus, à cimenter des alliances sociales ou à rendre au contraire leur « prise » impossible.

L'analyse marxiste des mouvements sociaux soulève des questions inconfortables. Ses apports manifestent qu'il n'existe pas une antinomie automatique entre la visée de l'action politique et celle de la connaissance des déterminismes sociaux. L'action politique peut être porteuse de connaissance. Elle peut incorporer à sa pratique les acquis de la science sociale de son temps. Dans le même temps, l'action militante ne peut jamais être une forme de travaux pratiques d'une théorie savante pure. Elle simplifie pour vulgariser et transforme l'analyse en slogan. Elle vise l'efficacité, la conquête du pouvoir avant celle du savoir, et comporte de ce fait des points aveugles. Le marxisme en donne l'illustration. En faisant des mouvements sociaux l'expression

Morphologie sociale et capacités de mobilisation chez Marx

« Les paysans parcellaires constituent une masse énorme dont les membres vivent tous dans la même situation, mais sans être unis les uns aux autres par des rapports variés. Leur mode de production les isole les uns des autres, au lieu de les amener à des relations réciproques. Cet isolement est encore aggravé par le mauvais état des moyens de communication en France et la pauvreté des paysans [...]. Chacune des familles paysannes se suffit presque complètement à elle-même, produit directement elle-même la plus grande partie de ce qu'elle consomme et se procure ainsi ses moyens de subsistance bien plus par un échange avec la nature que par un échange avec la société. La parcelle, le paysan et sa famille, à côté une autre parcelle, un autre paysan et une autre famille [...]. Ainsi la grande masse de la nation française est constituée par une simple addition de grandeurs de même nom, à peu près de la même façon qu'un sac rempli de pommes de terre forme un sac de pommes de terre. Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques qui les séparent les unes des autres et opposent leur genre de vie; leurs intérêts et leur culture à ceux des autres classes de la société, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale, ni organisation politique. C'est pourquoi ils sont incapables de défendre leurs intérêts de classe en leur propre nom [...]. Ils ne peuvent se représenter eux-mêmes. Ils doivent être représentés. »

Source : Marx [1852].

obligée de rapports de classes, définis par un mode de production, il peine à rendre compte de mobilisations structurées par d'autres références identitaires (nationalisme, mouvement des femmes). Des orientations conditionnées par des circonstances historiques — comme le parti à organisation militaire chez Lénine — deviennent des dogmes théoriques lourds de conséquences. Enfin, alors même qu'il constitue une des seules théories de la mobilisation politique qui ait réussi à changer la face du monde, le marxisme-léninisme n'a que peu développé la théorie de sa pratique, la réflexion sur les usages instrumentaux du « marxisme-léninisme » aux mains des groupes et institutions qu'il avait contribué à mobiliser et structurer [Pudal, 1989]. Les questions délicates que soulève l'héritage marxiste relatif aux mouvements sociaux tiennent aussi à son refoulement dans la sociologie contemporaine. Les marxistes y sont généralement à peine évoqués, alors même que certains éléments de l'approche « mobilisation des ressources » [Oberschall, 1973 ; Tilly, 1976] recoupent les plus durables des apports de Marx. Cette asymétrie signale aussi le malaise des intellectuels devant un héritage théorique désormais tenu pour politiquement peu fréquentable.

III / Les frustrations et les calculs

Les sciences sociales se sont souvent vu reprocher de n'être qu'un espace de points de vue où le dernier locuteur avait des chances de l'emporter, faute qu'existe un processus d'accumulation de savoirs. À travers les analyses de Marx, de Le Bon, celles de Tocqueville sur la vie associative aux États-Unis, l'héritage du xix^e siècle est déjà fort contrasté. Les approches qui se développent depuis un demi-siècle, et sur lesquelles les trois prochains chapitres vont maintenant se fixer, peuvent donner une pareille impression de disparité. Ces contradictions ne sont pourtant pas le reflet d'un kaléidoscope de spéculations abstraites. À travers la succession et la confrontation des théories, c'est bien un socle d'analyse ferme que va produire la recherche à la fin des années 1970.

Tout autant que l'instabilité des constructions théoriques, c'est la difficulté à saisir toutes les facettes des mouvements sociaux qui se révèle ainsi. En évoquant successivement ici l'école dite du « comportement collectif », puis celle de l'action rationnelle, c'est la tension dans laquelle s'inscrit le rapport de la sociologie à ces phénomènes qui ressort. Ces deux modèles théoriques n'ont *a priori* en commun que d'être chronologiquement les premiers apparus. Leur proximité ne va guère au-delà de ce repère temporel puisqu'ils reposent sur deux problématiques contradictoires. Les théories du « comportement collectif » (*collective behaviour*) éclairent les mobilisations par une *psychosociologie* de la frustration sociale, la prise en compte du pouvoir explosif des aspirations et désirs frustrés. Le modèle de l'action rationnelle tend au contraire à soumettre les mobilisations à une forme de lecture *économique* qui les banalise, en soulignant combien les individus qui participent à des mouvements sociaux demeurent attentifs à une logique du calcul coûts/avantages qui conditionne leur engagement à la probabilité d'un bénéfice matériel. Pour développer des points de vue opposés, ces deux approches ont pourtant un double point commun. Il est d'une part de nier la singularité des mouvements sociaux. Il faudrait, en logique économique, y voir un terrain comme tant d'autres où s'exprime la logique de l'*Homo economicus*. Mieux vaudrait, pour le

moins subtil du *Collective Behaviour*, ramener ces formes d'action à la psychologie, peut-être à la psychiatrisation de croyances irrationnelles. Dans les deux cas, c'est aussi l'épaisseur sociologique de la mobilisation, l'enracinement de ses acteurs et les cadres institutionnels qui sont escamotés.

Les théories du « comportement collectif »

Un label accueillant

La référence à une école *collective behaviour* est trompeuse. Elle suggère une cohérence intellectuelle là où existent davantage une attention partagée pour de mêmes objets, une forme de migration intellectuelle qui va aboutir, par des cheminements parfois divers, à redéfinir l'approche des mouvements sociaux. C'est l'école de Chicago, et particulièrement Park, puis Blumer qui, dans l'entre-deux-guerres, font entrer le comportement collectif au rang des objets légitimes de la recherche sociologique. Mais contribuent aussi à ce moment intellectuel des fonctionnalistes comme Smelser, des auteurs proches de la psychosociologie comme Gurr.

Un premier repère consiste à observer que la notion de comportement collectif « taille large ». Les mouvements sociaux n'en sont qu'une composante, aux côtés d'un ensemble de phénomènes englobant paniques, modes, mouvements religieux, sectes. Pour Blumer, l'élément fédérateur de ces comportements réside dans leur déficit d'institutionnalisation, la faiblesse des cadres normatifs qui y enserrent l'action sociale. Smelser [1962] insiste, lui, sur l'idée d'une « mobilisation sur la base d'une croyance, qui redéfinisse l'action sociale ». Les proportions de ces catégories fourre-tout ne facilitent pas toujours la perception des singularités des mouvements sociaux.

La cohérence qui lie ces approches tient à quatre séries de déplacements. Le premier réside dans la remise en cause, imparfaitement aboutie, d'une vision héritée de la psychologie des foules. L'accent est désormais mis sur le fait que les mobilisations ne sont pas des pathologies sociales, mais ont leur rationalité. Un second déplacement consiste à glisser d'une vision centrée sur le potentiel destructeur et menaçant des mouvements sociaux vers une prise en compte de leur capacité de créer de nouveaux modes de vie, des normes, des institutions, bref du changement social. Cette révision en commande une troisième. Le modèle épidémiologique présent chez Le Bon, mais aussi Blumer, qui mettait au principe des comportements de foule une logique de *contagion* et de panurgisme, est remplacé par une problématique de la *convergence*. Les comportements collectifs naissent de la

synchronisation entre des croyances, des frustrations déjà présentes chez les individus, non de phénomènes d'imitation. L'analyse s'ouvre alors à l'étude des idéologies, des croyances, à leur mode de diffusion. À travers la notion de « norme émergente » chez Turner et Killian [1957], de « croyance généralisée » chez Smelser, le rôle des représentations prend une place croissante. L'accent est mis sur le fait qu'une mobilisation ne naît pas de la seule existence d'un mécontentement. Celui-ci doit trouver un langage qui lui donne sens, désigne des adversaires, légitime la revendication par référence à des valeurs. Les théoriciens du comportement collectif retrouvent alors les plus fortes interrogations de Tarde sur les vecteurs de diffusion de ces croyances, leur réception par divers milieux sociaux que Smelser évoque à travers la notion de « conductivité structurelle ». Celle-ci désigne le potentiel inégal de diffusion des croyances, valeurs ou rumeurs selon les espaces sociaux que peut illustrer l'opposition entre la vitesse d'une panique boursière et la lente diffusion d'une rumeur dans une communauté dispersée, faiblement liée par des réseaux de communication. De façon plus ambiguë, ces évolutions désignent un dernier élément fédérateur. Le moment du comportement collectif s'inscrit dans une oscillation entre la volonté de sociologiser l'analyse, de prendre en compte les structures sociales qui suscitent la mobilisation, et la force d'un ancrage dans des problématiques empruntées à la psychologie, comme les notions de tension ou de *frustration*, placées au principe des dispositions individuelles à se mobiliser. L'œuvre de Gurr manifeste la richesse et la fragilité de ces orientations.

Pourquoi les hommes se révoltent-ils ?

Sous ce titre, Ted Gurr développe [1970] un cadre d'analyse qui sera à la fois un des manifestes les plus élaborés et le chant du cygne des travaux *collective behaviour*. L'approche retenue est psychosociologique. Gurr part de la notion de « frustration relative ». Elle désigne un état de tension, une satisfaction attendue et refusée, génératrice d'un potentiel de mécontentement et de violence. La frustration peut se définir comme un solde négatif entre les « valeurs » — ce terme peut désigner un niveau de revenus, une position hiérarchique, mais aussi des éléments immatériels comme la reconnaissance ou le prestige — qu'un individu détient à un moment donné, et celles qu'il se considère comme en droit d'attendre de sa condition et de sa société. Si elle se traduit par des affects de dépit, de colère, d'insatisfaction, la frustration est ici un fait social. Elle est *relative* parce que tributaire d'une logique de la comparaison. Elle naît de normes sociales, de systèmes d'attentes liés à ce que semble dans une société donnée la distribution légitime des ressources sociales à divers groupes de référence. En clair, les

membres d'un groupe social privilégié mais dont le statut ou les ressources déclinent (aristocrates hier, universitaires aujourd'hui), peuvent ressentir une frustration plus intense que les membres d'un groupe objectivement moins bien doté mais dont les ressources et le statut correspondent à ce que ses membres avaient pu prévoir et intérieuriser de leur rôle social. La souffrance sociale chez Gurr n'est donc pas corrélée à des normes absolues (seuil de pauvreté...), mais pensée comme misère de position, décalage entre des attentes socialement construites et la perception du présent. L'image du plan de carrière au regard duquel un salarié peut à divers moments de sa vie mesurer si sa réussite se situe ou non dans la norme, en tirer satisfaction ou frustration, peut aider à saisir le propos de Gurr. Mais le modèle prend aussi en compte la façon dont la cotation sociale des valeurs fluctue et modifie les horizons d'attente des divers groupes : posséder une voiture n'est pas une « valeur » identique en 1930 et en 2015, tout comme les « valeurs » que peut espérer un individu qui s'engage dans le métier d'instituteur ou de médecin diffèrent selon qu'il débute à l'une ou l'autre de ces dates. Gurr voit dans l'intensité des frustrations le carburant des mouvements sociaux. Le franchissement collectif de seuils de frustration est la clé de tout grand mouvement social. L'analyse développe une typologie des cas de frustration relative (*cf. encadré infra*). Elle explicite des variables qui permettent d'évaluer la probabilité d'un passage à des formes conflictuelles d'action : intensité de l'écart mesurable entre attentes et satisfactions, degré de saillance et de désirabilité de la ressource convoitée, existence d'une pluralité de voies pour accéder aux valeurs convoitées (on retrouve l'*exit* de Hirschman).

Le mérite de Gurr est aussi de chercher, après Smelser, à donner une vraie profondeur sociologique à son modèle. Si Gurr s'est trouvé réduit par une partie de ses usagers et commentateurs à un théoricien de la frustration comme explication de la mobilisation et de la violence, son livre est plus complexe et plus ambitieux. *Why Men Rebel ?* récuse la relation mécanique frustration-mobilisation et invite à chercher des médiations symboliques ou cognitives. Un mouvement social exige un travail de production de discours, d'imputation de responsabilité, d'injection de sens dans les rapports sociaux vécus. Ce travail n'est jamais le seul fait du groupe mobilisé. Le « contrôle social » que peut exercer l'État ne se limite jamais à l'usage des forces de police. Il passe aussi par une activité préventive de légitimation des institutions et du régime, de disqualification des formes les plus violentes de contestation. Il joue lui aussi du symbolique, de gestes qui, à défaut de toujours dissiper les tensions, marquent le souci d'y répondre. Gurr évoque par exemple le rôle de réquisitions de logements comme signal fort de ce que l'autorité s'occupe de ce problème. Rien de surprenant dès lors à ce qu'il soit l'un des premiers à introduire les médias au rang des objets

Trois modalités de la frustration relative

La frustration pourrait s'exprimer en un solde. Elle est l'enregistrement d'un écart négatif entre des attentes de « valeurs » et celles qui sont (objectivement et imaginairement) détenues.

Dans la « frustration progressive », les attentes en matière d'accès à la distribution des ressources sociales s'élèvent tandis que les valeurs disponibles baissent de façon sensible. Ce mouvement de ciseaux engendre aussi un grand potentiel de mobilisation. L'analyse des préludes à la Révolution française par Tocqueville en donne une illustration : une phase de prospérité et de relative ouverture sociale suscite des attentes croissantes de bien-être et de mobilité ascendante, d'allocation, donc de plus de « valeurs » que vient contrarier la conjonction d'une crise économique et de la réaction nobiliaire.

Dans le modèle de la frustration du « déclin » (*decremental*), l'horizon d'attente, les représentations du niveau normal de gratifications qu'il est légitime d'espérer dans une position sociale varient peu. La courbe d'attente des « valeurs » demeure donc horizontale.

Mais les représentations de l'avenir et du présent sont marquées, comme dans le cas précédent, par la perception (réelle ou imaginaire) d'un fort déclin des valeurs disponibles qui crée l'espace de la frustration. Gurr associe à ce cadre la description par Marx des premières mobilisations d'artisans contre la mécanisation, perçue comme menace sur le statut de travailleur libre, mais aussi la mobilisation de la petite bourgeoisie traditionnelle dans la genèse des fascismes européens.

Un troisième modèle — les « aspirations montantes » (*aspirational*) — naît du processus inverse du précédent. Ici, les valeurs disponibles pour le membre d'un groupe donné varient peu. Mais à cette courbe horizontale s'oppose la pente montante d'aspirations croissantes et insatisfaites. Une part des révoltes anticoloniales de l'après-1945 peut s'accorder à ce schéma. Des « colonisés » intégrés à l'armée Leclerc, y ayant gagné des galons, le sentiment de leur égalité à l'égard des « métropolitains » et de leur capacité à jouir de leurs droits civiques, se retrouvent, une fois démobilisés, replongés dans une situation coloniale qui en fait des non-citoyens. Ils constitueront une part importante des cadres des mobilisations indépendantistes, en Algérie par exemple.

d'une sociologie de la mobilisation, accorde beaucoup d'attention aux données culturelles et à la mémoire collective. Existe-t-il dans le groupe ou le pays concerné une tradition de mobilisation, une culture du conflit, une mémoire d'épisodes mythifiés ?

Pour être réductrice et non dépourvue d'ambiguïté, l'association que fait Gurr entre protestation et violence apparaît aussi rétrospectivement comme ayant le mérite d'obliger à penser sociologiquement les conditions d'émergence de la violence. Il faudra ensuite attendre la décomposition des gauchismes et les « années de plomb » pour voir ces questions retraitées avec sérieux par la littérature sur l'action collective [Della Porta, 1990 ; Sommier, 1998].

En dépit de sa densité, le travail de Gurr n'est pas sans ressembler à un brillant *post-scriptum* au corpus des « comportements collectifs », bientôt cantonnés dans un purgatoire savant. Les raisons de cette

marginalisation tiennent aux failles de la problématique. Rares sont les chercheurs qui, comme Nathalie Duclos [1998] pour les violences paysannes en Bretagne, font l'effort de chercher à objectiver la notion de frustration, difficile à mesurer puisque relevant des croyances et des perceptions, en partie de données immatérielles comme le prestige. Trop d'usages flirtent avec un exercice tautologique qui prouve la frustration par le surgissement de la mobilisation, elle-même expliquée par l'existence d'une puissante frustration [Dobry, 1986, p. 53-56]. Si Gurr se déifie du mécanisme et cherche à penser les cas où la frustration ne crée ni mobilisation ni violence, ses suggestions, souvent stimulantes, demeurent à l'état d'un complexe système d'hypothèses, sans vérification empirique systématisée sur des cas précis. Mais c'est plus encore l'arrivée sur le marché des théories d'Olson qui va durablement déplacer les grilles d'analyse vers un cadre tiré de l'économie. Celui-ci fera oublier les mérites des apports de Smelser ou Gurr. Comme le montre une mise au point érudite de Daniel Cefaï [2007], cet oubli, parfois la disqualification du courant du « comportement collectif » se sont aussi payés d'un prix fort. Il faudra attendre les années 1990 pour voir réémerger des questions (sur le rôle des émotions, des croyances et idéologies, le rapport vécu à la protestation) que ces travaux étudiaient, sous des formes discutables mais novatrices, dès les années 1960.

Quand *Homo oeconomicus* entre en action

L'économiste Mancur Olson publie *The Logic Of Collective Action* [1966]. S'inscrivant dans une lecture « économique » de l'ensemble des comportements sociaux, il contribuera à l'émergence d'une véritable orthodoxie de l'action rationnelle qui va peser puissamment sur les sciences sociales nord-américaines, puis européennes.

Le paradoxe d'Olson

Le point de départ de l'analyse d'Olson repose sur un paradoxe fécond. Le sens commun suggère que dès lors qu'un ensemble d'individus peut trouver avantage à se mobiliser et en a conscience, le déclenchement de l'action collective va de soi. Or l'objection d'Olson consiste à démontrer qu'un groupe ayant ces caractéristiques peut parfaitement ne rien faire. C'est en effet à tort que l'on imagine qu'un groupe *latent* — des individus ayant des intérêts matériels communs — est une sorte d'entité douée d'une volonté collective, là où l'analyse doit aussi prendre en compte la logique des stratégies individuelles. Et si l'action collective va de soi si l'on considère le groupe comme titulaire d'une volonté unique, les rationalités individuelles l'enrayent. L'exemple du mouvement antifiscal

Les rendements de la mobilisation et de l'abstention

Une ville décide de créer un péage urbain qui demanderait aux automobilistes non résidents un abonnement mensuel de 30 euros, soit 360 euros par an. Des habitants des communes autour de la ville décident d'agir ensemble pour s'opposer. L'hypothèse est que plus la mobilisation sera forte, plus le tarif du péage projeté sera au moins réduit. Rien si la mobilisation est de moins de 5 000 personnes, 5 000 participants aux actions ramènent le péage à 300 euros par an, 10 000 à 250, 20 000 à 200, plus de 30 000 à 120. On fixe, tout aussi arbitrairement que les chiffres précédents, les coûts de l'action (cotisation à l'association anti-péage, amendes pour avoir bloqué le péage) à 60 euros.

	Nombre de participants				
	Moins de 5 000	5 000	10 000	20 000	Plus de 30 000
Gain théorique par participant	0	60	110	160	240
Gain réel avec les « coûts »	— 60 (zone sans profit)	0	50	100	180
Gain d'un passager clandestin	0	60	110	160	240

proposé en encadré l'illustre. La mobilisation est rentable, d'autant plus qu'elle sera massive. Mais c'est oublier le scénario du passager clandestin (*free-rider*). Il existe une stratégie plus rentable encore que la mobilisation : regarder les autres se mobiliser. Le cas classique du non-gréviste qui bénéficie de la hausse de rémunération conquise par la grève sans avoir subi les retenues de salaires consécutives en témoigne. Poussée à son terme, cette logique rend aussi impossible toute mobilisation. Les rationalités individuelles conjuguées des automobilistes banlieusards inactifs qui attendent la mobilisation des autres pour en profiter aboutissent à l'inaction et au maximum de pression fiscale.

Le paradoxe semble déboucher sur une impasse. L'accent mis sur les effets des rationalités individuelles suggère l'improbabilité de l'action collective. Mais l'expérience manifeste son existence. Le modèle d'Olson s'enrichit alors de la notion d'*incitation sélective*. Il existe des techniques qui permettent de rapprocher les comportements individuels de ce que serait dans l'abstrait la rationalité d'un groupe doté d'une volonté collective. Il suffit pour cela d'abaisser les coûts de la participation à l'action ou d'augmenter ceux de la non-participation. Les incitations sélectives peuvent être des prestations et avantages accordés aux membres

de l'organisation qui mobilise. L'American Medical Association offre à ses adhérents médecins de la formation continue, une assurance, un service juridique, une revue professionnelle appréciée qui rentabilisent la cotisation. À l'inverse, un médecin non adhérent doit recourir à des assurances privées coûteuses, risque l'ostracisme de ses collègues. Les incitations sélectives peuvent aussi prendre la forme de la contrainte. Le cas le plus clair est le système dit du *closed-shop*, longtemps pratiqué en France par le syndicat du livre CGT ou celui des dockers : l'embauche est conditionnée par l'adhésion à l'organisation, ce qui élimine tout passager clandestin. Ce système avait été généralisé par le *Wagner Act* aux États-Unis entre 1936 et 1947. Une réflexion sur ces pratiques doit à la fois s'interroger sur l'entrave à la liberté individuelle qu'il comporte... et sur ses effets dans la construction de « partenaires sociaux » puissants et fiables dans les relations de travail.

Un ensemble de travaux empiriques est venu conforter les analyses d'Olson sur le rôle de ces incitations sélectives. Gamson [1975] a pu montrer à partir d'un vaste échantillon aux États-Unis qu'une organisation qui fournit des incitations sélectives se fait reconnaître de ses interlocuteurs dans 91 % des cas et obtient des succès dans 82 % des cas, contre 36 % et 40 % pour les organisations dépourvues de cette ressource. Une étude de David Knokke [1988] sur le monde associatif de l'agglomération de Minneapolis va dans le même sens. Les adhérents aux associations « les moins politiques » (associations sportives, clubs de collectionneurs, etc.) ne sont que 2 % à se déclarer prêts à rester membres si leur association ne faisait plus qu'un travail de groupe de pression, 70 % déclarent pouvoir se contenter d'une association pure prestataire de services tandis que 23 % conditionnent leur adhésion à la prise en charge de ces deux fonctions.

La « RAT » et le durcissement du modèle

Le modèle construit par Olson reçoit aussi de son auteur des limitations explicites. Il s'applique aux mobilisations visant des « biens collectifs », c'est-à-dire des biens qui profitent à l'ensemble des membres de la collectivité concernée : un recul de la pollution de l'air bénéficie par définition à toute la population. Mais surtout, Olson souligne le particularisme des petits groupes. Certains d'entre eux peuvent correspondre à des situations où un membre peut à lui seul prendre en charge tous les coûts de l'action et y trouver cependant son compte. Plus encore dans les petits groupes, le sentiment de peser sur la décision est plus fort, plus mobilisateur. Les pressions sociales et morales entre membres du groupe y sont aussi plus présentes, plus efficaces. Enfin, l'auteur souligne que sa grille d'analyse risque de ne « pas apporter grand-chose » à l'étude des groupes « philanthropiques ou religieux

Comment se débarrasser des passagers clandestins ?

Dans un travail sur les mobilisations paysannes en Bretagne dans les années 1960, Fanch Elegoët a pu montrer en quoi les stratégies syndicales des producteurs de légumes pouvaient largement se lire comme un système de fermeture des possibilités d'agir en *free-rider*. L'organisation de base du syndicat au niveau du « quartier » (hameau) permet le contrôle mutuel et l'identification des exploitants qui rompent la solidarité face aux négociants. Le rachat centralisé des « drageons » (plants d'artichaut) en surabondance suivi de leur destruction met fin à la fourniture de plants à des zones de production concurrentes tout en réduisant à très peu le coût de la participation individuelle à ce blocus. Une circulaire du leader syndical Gourvennec indique à propos des récalcitrants qu'ils encourrent « la radiation des organismes

mutuels et coopératifs et l'exclusion des réseaux d'entraide, la mise à l'index dans le quartier, y compris en cas de pépin sur sa ferme [...], la désignation du vendeur, sans le publier ni l'afficher, homme que l'on montre du doigt dans les rues avec parfois des écrits à sa charge de légumes », sans oublier « les tracasseries de toutes natures : dégonflage des pneus (par la valve), sucer l'essence, mouiller le delco, etc. » (p. 153).

C'est jusqu'à la construction des institutions et dispositifs techniques du marché au cadran obligatoire qui — par la dépersonnalisation des transactions — peut se lire comme machinerie antipassager clandestin, en suscitant une transparence et une publicité de toute vente qui ferme l'espace du marché, rend impossible négociations secrètes ou traitements de faveur par lesquels les expéditeurs et grossistes désolidariseraient les paysans.

Source : Elegoët [1984].

qui défendent des intérêts de ceux qui ne sont pas leurs membres » (p. 183-184). On peut se demander si l'attention qu'Olson porte ainsi aux effets des relations sociales ou affectives dans la dynamique de mobilisation propre aux petits groupes ne mine pas la cohérence de son modèle. Le traitement assez embarrassé réservé par Olson à la sociabilité, aux relations affectives, aux croyances est d'ailleurs significatif. Tantôt les éléments « affectifs ou idéologiques » sont évacués comme peu importants car peu efficaces (p. 34-35). En d'autres cas, ils sont considérés comme des incitations sélectives secondaires (p. 84), la fidélité au groupe jouant par exemple en faveur de la solidarité. Enfin, lorsque le poids empirique de ces données affectives et idéologiques crée des faits que la théorie ne peut digérer, une catégorie-balai des actions collectives non rationnelles est associée aux « franges lunaires » (*sic*) du monde social et sous-traitée aux bons soins des psychologues (p. 185).

Les prudences initiales d'Olson vont se trouver rognées au seuil des années 1980 par l'essor d'une *Rational Action Theory* dont les adeptes — les RATs — prétendent appliquer le modèle de l'*homo oeconomicus* à tous les faits sociaux, avec l'agilité d'un pachyderme. Les économistes James Buchanan et Gary Becker illustrent cette démarche qui repose le postulat économique — au double sens — d'une possible

interprétation de tous les phénomènes par la référence à des acteurs rationnels pour lesquels la participation à l'action collective est une pure démarche de calcul du rendement des énergies et ressources investies. Sans développer pour l'instant une critique des *fondements* mêmes de ce modèle d'analyse, on peut en montrer quelques insuffisances *internes*. Si les participants potentiels à l'action collective sont des calculateurs rationnels tentés par la position de passager clandestin, pourquoi leur sens de l'anticipation rationnelle n'irait-il pas jusqu'à anticiper les anticipations similaires d'autrui ? Est-il déraisonnable de postuler qu'un individu en situation de participer à une mobilisation peut faire comme un joueur de cartes ou d'échecs et se demander ce que va jouer le partenaire ? Cette modeste sophistication du calcul — que n'ignore pas la micro-économie moderne — pourrait alors pousser vers la mobilisation, voire la surmobilisation, compte tenu du rendement désastreux d'une abstention généralisée. Comment ne pas remarquer que les exemples chiffrés des RAT's et de l'« individualisme méthodologique » — dont s'inspire le tableau de résistance au péage — sont souvent d'un simplisme plus digne du statut de comptines que de démonstrations sociologiques ? Au prix d'hypothèses ni plus ni moins réalistes, prenant en compte les économies d'échelle d'une mobilisation importante, les effets de seuil, Pierre Favre [1977] a proposé en ce domaine des tableaux de rendement nettement distincts de ceux imaginés par Boudon dans sa préface à l'édition française d'Olson. Il fait alors apparaître des situations dans lesquelles la participation à l'action s'avère plus rentable que la stratégie du passager clandestin. Ce contre-exemple n' invalide pas la thèse d'Olson : il suggère que l'attitude du *free-rider* n'est en aucun cas universellement la plus rentable. Comment interpréter en termes d'action rationnelle une partie des résultats, empiriques cette fois, de l'enquête précitée de Knokke, qui pour la catégorie des associations « hautement politiques » (écologisme, antiracisme, etc.) constate que seuls 34 % des membres font de la fourniture de services aux adhérents la condition de leur maintien, tandis que 35 % resteraient affiliés même sans services et sans travail de groupe de pression efficace ? La liste des points aveugles du modèle olsonian peut s'élargir. Le postulat de l'action rationnelle repose sur l'idée d'actions orientées vers la satisfaction de préférences qui fonctionnent comme des « boîtes noires » dont le modèle théorique n'explique ni la genèse, ni la nature. À cet égard, l'un des mérites des travaux historiques de Tilly tient dans le fait qu'il montre comment les effets conjugués du capitalisme, de la division du travail, de l'emprise des logiques bureaucratiques sur l'univers professionnel peuvent effectivement créer des attitudes et des conditions à travers lesquelles *l'homo oeconomicus* devient empiriquement observable.

Du bon usage du calcul rationnel

Une critique raisonnée ne consiste donc pas à nier que le modèle du calcul coûts/avantages puisse éclairer les comportements lors de certaines mobilisations, et d'abord celles qui portent sur des revendications économiques. Et c'est jusqu'à la connotation cynique que l'on peut associer à l'image de l'*homo oeconomicus* qui comporte sa fécondité, en opposant un fort antidote aux représentations enchantées de tout militantisme comme pur désintéressement. Olson lance un défi salubre à l'analyse sociologique ; il pose au centre du débat une vérité déplaisante pour les analyses en quête de simplicité : la mobilisation collective ne va jamais de soi. Ce constat obligera une génération de chercheurs à relever le gant pour rendre compte des conditions de développement des mouvements sociaux. Rendre à Olson l'hommage qui lui est dû n'interdit nullement d'exiger plus de précisions sur la « rationalité » qu'il met au centre des comportements, sur ses conditions d'existence, d'interroger les limites d'application de ce schéma. Lors d'un congrès de sociologues en 1983, Joseph Gusfield avait ironiquement observé que si le modèle d'Olson semblait parfois manquer de prise sur le réel, la faute en incombaît aux individus mobilisés qui n'avaient pas tous lu *La Logique de l'action collective*. Formule provocatrice ? Non, si elle vise à suggérer la très inégale intériorisation d'une disposition au calcul économique selon les milieux et les époques. Non, si elle vient rappeler que la probabilité de traiter les problèmes en termes de calcul rationnel ne se déploie pas à l'identique selon qu'un individu fait ses courses ou assiste à une réunion du Secours catholique ou de Handicap international. Non, si elle aide à conjurer un risque de toute analyse savante : l'objectivisme, soit en l'espèce la confusion entre des modèles théoriques d'explication — mêmes féconds — que le savant élaboré pour rendre compte de régularités objectives dans les comportements, et les motivations subjectivement vécues des agents sociaux en action dans la grève ou la manifestation. Une telle démarche suppose de penser le militant, l'individu mobilisé en lui donnant une autre consistance sociale que celle d'une machine à calculer (*cf.* chapitre vi).

IV / La mobilisation des ressources

Les années 1970 vont donner lieu aux États-Unis à l'émergence d'un nouveau cadre d'analyse des mouvements sociaux : la théorie de la mobilisation des ressources. Le contexte politique n'est pas indifférent. La période est celle du *Movement* : agitation des campus, mouvement noir, mobilisations féministes et écologistes. Comme le note Gamson [1975], l'irruption de l'histoire imposait aux chercheurs un objet de recherche, et ceux d'entre eux qui participaient à ces luttes pouvaient malaisément se retrouver dans une part du legs *collective behaviour*, avec son insistance sur le poids des frustrations, parfois sur la dimension pathologique des mobilisations les plus conflictuelles. Un renouvellement des interrogations et des concepts va donc progresser à travers les apports fondateurs d'Oberschall [1973], Gamson [1975], Tilly [1976], McCarthy et Zald [1977]. Dès les années 1980, la « mobilisation de ressources » aura conquis le statut de cadre théorique de référence.

Les dénominateurs communs

Il serait imprudent de surestimer la cohérence d'un « paradigme » de la mobilisation des ressources. Les travaux associés à ce label fonctionnent en fait comme un *continuum* allant d'un pôle encore très économiste, très tributaire d'Olson, à des analyses plus soucieuses d'une prise en compte de variables historiques et sociologiques. D'autre part, le mouvement de la recherche suscite des déplacements de problématiques et d'objets. On observera, après les années 1970, un processus lent mais régulier d'émancipation à l'égard des approches économiques, d'attention croissante accordée à la dimension politique, aux significations vécues par les agents mobilisés. Quatre séries de repères peuvent aider à cerner les grands traits de cette approche.

Comme le *collective behaviour*, la « mobilisation des ressources » cadre large l'action collective, mais différemment. Elle rompt tant avec la fascination pour les situations de foule et de mobilisation violente propre au *collective behaviour*, qu'avec la priorité donnée par Olson aux mobilisations à enjeux directement matériels. Toutes les formes

de mouvements sociaux sont prises en compte, et donc ceux dont les dimensions idéologiques et politiques sont plus explicites, mais aussi les phénomènes de sectes, les croisades morales.

La mobilisation des ressources déplace définitivement la question fondatrice de l'analyse des mouvements sociaux. Il ne s'agit plus, comme dans le modèle *collective behaviour* de se demander *pourquoi* des groupes se mobilisent, mais *comment* se déclenche, se développe, réussit ou échoue la mobilisation. La position de McCarthy et Zald [1977] présente par son radicalisme même le mérite de la clarté : il y a toujours, dans n'importe quelle société, assez de mécontentements pour engendrer des mobilisations, ils peuvent même être « définis, créés et manipulés par des entrepreneurs de "causes" et des organisations ». La bonne question est donc de saisir les déterminants de leur essor, ou de leur refoulement.

De ce parti pris découle une approche dynamique des mouvements sociaux, pensés comme un processus de construction d'un rapport de forces et de sens. Dans ce modèle, les groupes — classe ouvrière, militants des droits civiques — n'apparaissent jamais comme des donnés, des objets trouvés, mais comme des construits sociaux. Une question centrale est donc de comprendre ce qui fait qu'un groupe « prend », tandis que d'autres tout aussi plausibles — les vieux, les téléspectateurs par exemple — n'accèdent pas à une existence mobilisée. « La mobilisation fait référence au processus de formation des foules, des groupes, des associations et des organisations pour la satisfaction d'objectifs communs. Souvent des unités sociales durables sont ainsi formées, avec des dirigeants, des loyalismes, des identités et des buts communs » [Oberschall, 1973, p. 102]. De cette problématique découle une attention centrale donnée à l'organisation comme élément qui structure le groupe, rassemble les ressources pour la mobilisation.

La théorie de la mobilisation des ressources se construit aussi à l'ombre de la statue du commandeur Olson. Tous les travaux initiaux se posent comme des tentatives visant à répondre au fameux paradoxe et à « sociologiser » l'*homo oeconomicus* en introduisant dans la problématique de la chair sociale, la diversité des situations concrètes de mobilisation. La notion centrale de *ressource* dit assez cette référence aux concepts économiques. La place donnée à l'organisation en fait l'outil central d'une *entreprise* de protestation qui rassemble des moyens — militants, argent, experts, accès aux médias — pour les investir de façon rationnelle en vue de faire aboutir des revendications. Les progrès scientifiques que vont accumuler les chercheurs de ce courant leur permettront graduellement de se libérer de cette tutelle initiale, non en oubliant le défi d'Olson, mais en le prenant au sérieux pour le dépasser.

La filiation olsonienne

La théorie de la mobilisation des ressources peut être introduite à partir d'un de ses classiques tardifs. McCarthy et Zald [1977] donnent une éclatante visibilité à la filiation olsonienne, en rendant intellegible le processus de dépassement.

Les mouvements sociaux comme économie et « industrie »

Au premier abord, le modèle de McCarthy et Zald peut sembler durcir la lecture d'Olson. Le lexique du marché y colonise toutes les dimensions du mouvement social. Celui-ci est défini comme « un ensemble d'opinions et de croyances dans une population, qui représente des préférences pour changer des composantes de la structure sociale ». Cette notion économique de *préférence* renvoie à l'image d'une structure floue de demandes, d'attentes de changement social qui requièrent leur entrepreneur pour se cristalliser en mobilisation. Et c'est bien en termes de structure d'offre répondant à ces préférences diffuses que le modèle décrit les *social movements organisations* (SMO). Équivalent fonctionnel de la firme sur un marché, le SMO « est une organisation qui identifie ses objectifs aux buts du mouvement social ou d'un contre-mouvement et tente de satisfaire ses objectifs ». L'ensemble des SMO orientés vers une cause (par exemple, toutes les organisations humanitaires) constitue une branche cohérente, une *social movement industry* (SMI). Enfin, l'ensemble des SMI constitue le *social movement sector*, dont on pourrait, comme l'industrie chimique, déterminer le poids dans la richesse nationale. L'essor du poids du SMS est analysé comme une caractéristique des sociétés où les besoins matériels primaires (nourriture, logement) de l'essentiel de la population sont assurés et où l'accumulation de richesses permet de répondre à des demandes plus qualitatives.

Le point clé de ce cadre consiste à souligner que le « mouvement social », comme attente plus ou moins formalisée sur un type de changement, n'est jamais pleinement mobilisé, qu'il est un potentiel d'action. La mise en branle des énergies protestataires est donc tributaire des organisations (SMO), à la fois structures d'offre et moteurs de la mobilisation. Les organisations qui prennent en charge un mouvement social sont les instances stratégiques où des attentes diffuses se fixent sur des revendications formalisées, où des ressources d'action sont centralisées. En se référant aux travaux des économistes du « choix rationnel », McCarthy et Zald développent alors une forme de théorie économique de la firme et du marché appliquée aux SMO. Ils soulignent l'importance de stratégies publicitaires dans la collecte des fonds, le rôle de véritables « images de marque » par lesquelles ces organisations assoient leur crédibilité ou la perdent, comme l'a montré dans les années 1990 la crise financière de la Croix-Rouge française à la suite de mises en cause de sa gestion. Le

modèle proposé insiste aussi sur les effets de la concurrence qui, dans un secteur porteur, aboutit à une multiplication des organisations sur des créneaux de plus en plus précis, comme semble l'illustrer actuellement la fragmentation des organisations médicales humanitaires (Médecins sans frontières, Médecins du monde, Pharmaciens sans frontières, CARE, etc.). Les phénomènes de professionnalisation des SMO sont également mis en lumière. L'évolution de Greenpeace en est une illustration. Souvent « externalisé » vers des entreprises de communication, le recrutement de membres y devient une activité rémunérée, parfois au pourcentage. Elle aboutit au résultat paradoxal, mais pas forcément indésirable, de faire exploser les adhésions (de 18 000 à 58 000 en France entre 1997 et 2002) tout en les réduisant en général à un rôle passif de contributeur financier d'une organisation hyperprofessionnalisée [Lefèvre, 2011].

Entrepreneurs et « militants moraux »

Ainsi présentée, la mobilisation des ressources semblera une simple surenchère sur le modèle olsonien. Ce serait perdre de vue une réponse inédite apportée au paradoxe d'Olson, à travers une typologie des soutiens. La notion d'adhérents prend ici un sens particulier pour désigner les personnes et organisations qui « adhèrent » aux revendications d'une cause, sympathisent par exemple à la protection des animaux. Ils se distinguent des « membres actifs » (*constituents*) qui, eux, apportent aux SMO temps, argent, soutiens concrets. De façon plus originale intervient une distinction entre ces membres actifs. Les uns, désignés comme « bénéficiaires potentiels », tireront un profit personnel du succès de l'organisation. Tel serait le cas d'Américains noirs engagés dans le mouvement des droits civiques. D'autres membres actifs, les « militants moraux » (*conscience constituents*) soutiennent l'organisation sans en tirer un bénéfice matériel, comme par exemple les étudiants blancs, étudiés par Doug McAdam [1988], qui viendront durant l'été 1964 dans le Mississippi contribuer à la campagne d'enregistrement des Noirs sur les listes électorales. L'injection de ressources militantes ou financières au profit d'une cause que permettent ces militants moraux apporte une réponse empirique inédite au paradoxe d'Olson. Ces ressources extérieures font chuter les coûts de l'action collective pour les groupes directement concernés et modifient dans un sens favorable le rendement de la participation. L'histoire du mouvement noir américain donne de forts éléments d'illustration de cette thèse. Sa radicalisation à la fin des années 1960, l'apparition de groupes tels les *Blacks Panthers* qui passent d'un discours des « droits civiques » à un discours mêlant lutte des classes et lutte des races vont susciter un retrait sensible des soutiens financiers des milieux libéraux blancs qui déstabilisera jusqu'aux organisations noires modérées comme la NAACP [McAdam, 1982].

Le militant moral peut s'incarner dans la figure spécifique de l'entrepreneur de protestation, véritable schumpétérien du mouvement social. Celui-ci joue, sans qu'on puisse trouver un intérêt matériel immédiat à son engagement, le rôle de porte-parole et d'organisateur d'un SMO, apportant de l'extérieur un savoir-faire, des réseaux, une logistique que tel groupe latent — parce que trop atomisé, désarmé culturellement, stigmatisé — ne parvient pas à construire à partir de ses ressources propres. La figure de l'abbé Pierre pour les mallogés peut suggérer en quoi ce personnage peut être autre chose qu'une invention de sociologue : un acteur empiriquement identifiable dans des mobilisations récentes chez les sans-papiers [Siméant, 1998]. Comment ne pas relever au passage le rapport de cousinage qu'entretien ce modèle sociologique avec le personnage du militant révolutionnaire apportant de l'extérieur la conscience critique à la classe ouvrière dans le modèle leniniste... et par là la force de sensibilités sociologiques chez des responsables politiques ?

La construction théorique de McCarthy et Zald donne plus de systématisation et de sophistication au modèle olsonien. Elle trouve un complément à l'explication de l'action par les seules incitations sélectives. Elle se heurte aux doutes suscités par le modèle RAT. Militants moraux et entrepreneurs de protestation éclairent la résolution du paradoxe pour en susciter un nouveau. Car la théorie ne nous dit pas ce qui les fait courir et militer. Un modèle d'analyse économique doit ici faire appel à un *deus ex machina*, libéré, lui, des trivialités du calcul des rendements, véritable antithèse de *l'homo oeconomicus*, pour résoudre les paradoxes issus de la logique économique. Il est bien sûr possible de considérer que les militants moraux trouvent des « profits » dans le sentiment de se consacrer à une juste cause, que certains y gagnent la célébrité, deviennent des salariés du mouvement. Mais les ligoter ainsi à une explication économique soulève, on le verra, autant de problèmes que cela en résout.

Sociologiser le cadre théorique

Le dépassement sociologique du paradoxe olsonian sera véritablement amorcé par les travaux d'Oberschall [1973]. Dans une formule heureusement ambiguë, celui-ci définit son dessein comme celui d'« élargir » le modèle d'Olson. Rien n'interdit de rappeler qu'en français, ce verbe désigne aussi l'action de libérer un prisonnier...

Partir de la structuration sociale

En partant de l'analyse des formes de sociabilité, de l'intensité et de la nature des liens qui associent les membres d'un groupe ou d'une communauté entre eux et de ceux qui les relient aux diverses autorités sociales,

Oberschall introduit une densité sociale dans des modèles d'analyse trop souvent plus abstraits que théoriques. Son apport se construit au départ dans la critique des thèses relatives à la « société de masse ». L'analyse des régimes totalitaires a suscité un ensemble de réflexions centrées sur l'image d'une désorganisation sociale, d'une atomisation des individus qui aurait été le terreau des mouvements totalitaires. Dans son *Système totalitaire*, Hannah Arendt [1972] — qui sollicite au passage Le Bon — décrit ainsi les masses : « Des gens qui, soit à cause de leur simple nombre, soit par indifférence, soit pour ces deux raisons ne peuvent s'intégrer dans aucune organisation fondée sur intérêt commun [...]. Elles sont étrangères à toutes les ramifications sociales et à toute représentation politique normale [...]. La principale caractéristique de l'homme de masse est... l'isolement et le manque de rapports sociaux normaux. » Contre ces explications, qu'on trouve aussi chez Kornhauser ou Hoffer dans les années 1950, Oberschall souligne que l'Allemagne de Weimar ne peut être réduite à une société atomisée par la crise de 1929. Le pays conserve au contraire un dense maillage de liens associatifs, de sociabilités religieuses ou professionnelles. En s'appuyant sur les travaux d'historiens, Oberschall montre que les succès politiques des nazis reposent sur la captation d'une part de ces réseaux, sur une mobilisation relayée et structurée par des liens d'interconnaissance, de solidarité préexistants. Le sens de ce détour est clair. Puisque même un type de mobilisation présenté comme typique d'une société désagrégée révèle le poids des structures sociales de solidarité, tout travail sur les mouvements sociaux implique de partir de la structure sociale, des réseaux préexistants de solidarité.

Oberschall développe alors une cartographie sociale originale. Une première variable (verticale dans le tableau) concerne les liens entre le groupe étudié et les autres éléments de la société concernée, spécialement les groupes et institutions titulaires de position d'influence ou de pouvoir. Un groupe est intégré quand il dispose de connexions stables lui donnant des chances d'être entendu des autorités supérieures (mécanismes de représentation, clientélisme, etc.). Un groupe est en situation segmentée quand il ne dispose pas de tels relais, se trouve isolé par rapport aux autres groupes, aux centres de pouvoir. Les sentiments d'oppression, de contrôle extérieur sur la communauté ont ainsi des chances d'être plus fortement ressentis. Une seconde série de variables (axe horizontal) concerne la nature des liens au sein du groupe analysé. Le modèle reprend alors pour l'essentiel le couple communauté/société. Dans le premier cas une organisation traditionnelle structure fortement la vie commune, y ordonne toutes les dimensions de la vie sociale (tribu, communauté villageoise traditionnelle). Dans l'autre, une stratification sociale plus complexe s'accompagne de l'existence d'un réseau de groupes et associations de toutes natures — religieuses, sportives, culturelles, politiques. Une troisième situation désigne les groupes

faiblement organisés qui ne peuvent disposer d'aucun de ces principes fédérateurs ; on peut songer ici au cas extrême des groupes très dominés ou stigmatisés (vagabonds, prostituées), à l'ensemble des situations où le communautaire se délite sans que n'aient encore cristallisé des structures associatives volontaires. Le jeu des deux variables donne une typologie à six situations.

La typologie d'Oberschall

Liens aux groupes supérieurs et pouvoirs	Liens au sein du groupe		
	Modèle communautaire	Peu d'organisation	Modèle associatif
Intégré	A	B	C
Segmenté	D	E	F

Structure sociale et mouvements sociaux

Le modèle débouche sur une lecture des formes et potentiels des mouvements sociaux. Dans la première ligne horizontale, l'existence de connexions aux groupes supérieurs et pouvoirs garantit une forme de relais aux revendications, soit que le groupe dispose de porte-parole « naturels » dans le cas A (chef de village, membre de la *gentry* dans l'Angleterre villageoise du XVIII^e siècle), soit que les organisations existantes (syndicats, chambre de commerce) donnent un potentiel de mobilisation — mais aussi de blocage si elles ne relayent pas le mécontentement — dans le cas C. Le cas B, marqué par la faiblesse des liens internes au groupe et la lutte individuelle pour la promotion, donne le terrain d'élection du clientélisme, voire du banditisme au service d'un patron (modèles maffieux des sociétés rurales d'Italie du Sud). Dans la ligne horizontale inférieure, l'absence de relais institutionnalisés exige de plus fortes mobilisations pour se faire entendre des autorités. La dimension communautaire rend possible dans le cas D des mobilisations rapides et énergiques lorsque le groupe se sent menacé. Oberschall cite ici le mouvement Mau-Mau dans le Kenya colonisé. La case E donne les situations les plus éruptives. La faible intégration du groupe jointe à sa faible organisation cumule les obstacles à la mobilisation. Mais si celle-ci survient, elle sera souvent brève et violente, faiblement organisée faute de dirigeants : émeutes frumentaires du XVIII^e siècle en Europe, insurrections des ghettos américains dans les années 1960. On suggérera aussi que ces situations sont de celles qui offrent un espace à des entrepreneurs de protestation extérieurs au groupe. Le modèle F se rapproche du précédent, mais les formes des mouvements sociaux varient ici beaucoup (des mouvements de libération nationale aux millénarismes) selon le degré de cristallisation des réseaux associatifs, l'émergence de dirigeants et d'organisations aptes à formuler des programmes.

L'acquis le plus net des analyses d'Oberschall est bien de souligner le poids des données de structuration sociale, des réseaux de solidarité. Il aide par là à expliciter la notion de mobilisation des ressources. Le poids d'un groupe dans un mouvement social dépend d'un capital de moyens, de *ressources*. Celles-ci peuvent tenir à la « masse » du groupe (nombre, puissance économique, intensité des liens objectifs), à la force de son sentiment identitaire (on retrouve ici la question de la conscience de constituer un « nous », une « classe pour soi »). Les ressources peuvent encore désigner une capacité d'action stratégique (pouvoir de nuisance du groupe, capacité à produire un discours de légitimation socialement recevable, flair tactique des dirigeants). Elles renvoient enfin à l'intensité et à la variété des connexions aux centres sociaux de décision. Il est à vrai dire vain de chercher à fermer la liste infinie des ressources : elles n'existent que relationnellement, dans un contexte concret d'interdépendances. Leur cotation varie selon les configurations de conflit. Un savoir-faire en matière de relation aux médias est pour un état-major syndical secondaire en 1950, stratégique en 2000. Des ressources ne sont qu'un potentiel qu'il importe d'activer, de mobiliser — au sens militaire — dans une visée d'action stratégique, autour d'organisations ou de dirigeants. Oberschall souligne combien ces derniers manifestent souvent des propriétés sociales atypiques au sein de leur milieu, en particulier en termes de niveau d'instruction. La dynamique des mobilisations a aussi pour effet de créer de véritables carrières de dirigeant, par professionnalisation, par fascination pour les satisfactions du pouvoir, mais aussi de façon plus contrainte, lorsque les engagements militants sont l'une des seules promotions ouvertes aux dominés, lorsque le militantisme fait franchir des points de non-retour en interdisant l'accès à certaines professions, en solidifiant une identité de porte-parole qui ne peut être abandonnée sous peine de renier toute une existence.

L'apport d'une sociologie historique

L'œuvre la plus aboutie de la première génération des travaux de la « mobilisation des ressources » est fournie par Tilly [1976]. Les grands cadres analytiques qu'il déploie ne rompent pas fondamentalement avec les modèles d'Oberschall. D'une façon déjà classique, Tilly analyse les conditions sociales de mobilisation. Quelle conscience a un groupe de ses intérêts ? Quelles formes de solidarité le font tenir ? Quelles stratégies déploie-t-il ? En quoi le contexte macrosocial peut-il favoriser ou inhiber la protestation ? Mais si la plupart des questions sont classiques, plusieurs des réponses innovent parce qu'elles affinent la réflexion sur la sociabilité, les stratégies, le politique, prennent en compte le temps long.

La variable organisation : de la logistique à la sociabilité

La première rupture chez Tilly porte sur la notion d'organisation. Que signifie le fait qu'une cause, qu'un groupe soit « organisé » ? McCarthy et Zald proposent avant tout une conception que l'on pourrait nommer logistique. Être organisé revient à disposer d'entrepreneurs de protestation, d'une structure (association, syndicat) qui regroupe des ressources, définit objectifs et stratégie. L'approche d'Oberschall combinait à cette approche une prise en compte des liens internes au groupe. Tilly place la sociabilité au cœur de la définition du groupe organisé. Deux variables vont définir l'organisation. La *netness* ou *résiliarité* (de *net* : réseau) renvoie au tissu des sociabilités volontaires. Les agents sociaux en sont les architectes ; elles fonctionnent sur une logique élective. La foule d'un stade incarne un degré zéro de résiliarité, l'association une forme élevée puisque volontaire, d'autant plus élevée que cette coopération imprime sa marque à des pans importants de la vie quotidienne. La *catness* (terme forgé à partir de *category*) désigne par opposition des *identités catégorielles*, auxquelles les individus sont assignés par des propriétés objectives. Être femme, Français, noir constitue des identités non choisies. L'observation vaut largement pour les situations professionnelles... une identité ouvrière, un statut de polytechnicien ne se modifie pas aussi facilement que l'appartenance à un club d'oenologie. Ces deux domaines de sociabilité se combinent en *catnet* (*catness* + *netness*). Celle-ci sera très forte quand les deux variables convergent, là où par exemple, autour du SPD allemand de Kautsky ou du PCF de Thorez, une identité ouvrière forte s'associe à une sociabilité volontaire autour de syndicats, associations, clubs de jeunes. La *catnet* peut être faible lorsque la sociabilité amicale, associative, ludique est largement dissociée de l'univers du groupe catégoriel. L'hypothèse générale de Tilly consiste à suggérer qu'un groupe est d'autant mieux « organisé » pour défendre ce qu'il perçoit comme ses intérêts qu'il se caractérise par une forte *catnet*.

Stratégies

Un autre apport important de Tilly tient aux éclairages qu'il fournit sur la dynamique des affrontements dans les mouvements sociaux. Trois de ces apports justifient une halte. Tilly souligne d'abord le fait que la façon dont des agents sociaux déterminent une stratégie n'est pas l'effet d'une disposition héréditaire au calcul rationnel. Il reconstitue la genèse de ces attitudes à travers les progrès des logiques du marché, de la bureaucratie, du contrat, et leurs effets sur les cultures et mentalités, aide à saisir comment ont pu se développer concrètement des dispositions identifiables à celles de l'*homo oeconomicus*. Tilly

Catnet et résistance aux expropriations en Chine

Les expropriations de terre pour des projets de développement urbain ou de grands équipements sont une menace expérimentée par beaucoup de paysans en Chine, cela d'autant plus que ces procédures se déroulent souvent dans un cadre juridique pour le moins flou, des cadres du Parti corrompus pouvant laisser payer la terre à vil prix, empochant un pot-de-vin du promoteur. Entre 1993 et 2005, le nombre des micromobilisations locales recensées est passé de 8 700 à 87 000, ce qui objective l'importance du phénomène. Étudiant sur cinq provinces les formes de mobilisation (ou leur absence) dans 200 villages, Yao Lu et Ran Tao [2017] mettent en évidence deux points importants. Plus un village est marqué par des liens de « lignage » dense, un nombre réduit de familles composant l'essentiel de la population, plus la probabilité de pétition ou de formes diverses de mobilisation est grande. La concentration de la population autour de deux ou trois

« catégories » familiales crée un fort potentiel de mobilisation. Mais ce lien de solidarité (*bonding*) ne préjuge pas de l'efficacité de mobilisations ne concernant souvent que quelques dizaines de personnes et où les proximités familiales ne valent pas organisation adaptée à la revendication. C'est là qu'interviennent d'autres structures, plus formelles, et même semi-officielles celles-là : les associations d'anciens. Elles regroupent les aînés, dont certains ont fait carrière en ville, parfois exercé des responsabilités. Ils peuvent donc aussi avoir des savoir-faire en matière de montage de dossiers, de recours juridiques. Ces anciens participent d'une « catégorie » (la communauté villageoise) mais ils peuvent aussi détenir un pouvoir de connexion (*bridging*) qui relève plus du réseau, facilite la négociation avec les autorités.

Le bilan de l'étude montre que, dans les 30 % de cas où les communautés paysannes obtiennent une satisfaction au moins partielle à leurs demandes d'indemnisation, les dimensions de *Catnet* qu'on peut associer à la densité familiale et au pouvoir connecteur des associations d'anciens sont décisives.

souligne aussi que les agents mobilisés ne sont jamais assujettis à un seul type de rationalité. Le modèle olsonian où les agents n'entendent pas dépenser plus de ressources qu'ils n'attendent de gains n'est pour lui qu'un cas de figure. Il existe en fait une palette de stratégies, tributaires de modèles culturels qui pèsent sur ce que les joueurs mobilisés acceptent de miser, de la nature des biens collectifs qu'ils convoitent. Certains biens, comme l'indépendance nationale, la reconnaissance d'une dignité peuvent susciter des comportements de kamikazes (*zealots*), prêts à supporter des coûts d'action collective apparemment prohibitifs au regard d'une évaluation matérielle du bien visé.

Les modèles théoriques développés insistent aussi fortement sur la prise en compte du particularisme de chaque mobilisation. Il n'existe pas de « mouvement social » abstrait, mais des manifestations datées de paysans, des grèves d'agents des impôts. Une même intensité de mobilisation engendre des effets distincts en période pré- ou post-électorale. Groupes et formes d'action sont inégalement « acceptables » pour les pouvoirs publics. Les violences paysannes sont moins

réprimées que celles des étudiants ; il est moins facile de dénigrer auprès de l'opinion des infirmières que de jeunes chômeurs issus de l'immigration. La dimension des représentations et perceptions constitue aussi un élément fort, et non économique, des stratégies.

Enfin, Tilly insiste sur la composante politique des mouvements sociaux. Il souligne la division fondamentale entre groupes *participants*, disposant d'un accès routinisé aux foyers de décision politique, et *challengers*, proches des « segmentés » chez Oberschall. Mais un élément de dynamique s'ajoute ici. Tilly souligne que la société organisée politiquement, la *polity*, n'est jamais étanche. Les *challengers* peuvent se regrouper, nouer des alliances avec des « participants » en position de faiblesse et accéder ainsi aux centres de décision. En institutionnalisant au sein de l'Union européenne la lutte contre les discriminations selon l'orientation sexuelle, le traité d'Amsterdam (1997) a ainsi donné aux associations LGBT des ressources inédites. Celles et ceux qui étaient infréquentables ou indésirables dans les années 1960-1970 sont ainsi devenus des interlocuteurs reconnus, parfois même subventionnés.

La dimension du temps long

Historien, Tilly réintègre enfin le temps long dans l'analyse des mouvements sociaux. Son parti pris de comparaisons systématiques étalées sur plusieurs siècles [1986] lui permet de saisir des évolutions lentes, des ruptures que masque la seule attention au présent. La notion de *répertoire* a déjà permis de saisir cet aspect. Si les répertoires changent au fil des siècles, une observation similaire vaut pour la nature même des interactions conflictuelles, ce que Tilly nomme leurs *registres*. Jusqu'au début du xvii^e siècle domine un registre *compétitif*. Il s'agit au sein de la communauté, ou à l'égard d'une communauté voisine (village) de revendiquer ou de défendre des ressources concurrencées par d'autres. Dans cette « économie morale », la communauté considère qu'elle a des droits sur sa production et ses richesses. Une illustration en est donnée par le charivari, le plus souvent occasionné par une mobilisation des jeunes gens qui viennent brocarder ou mettre à l'amende un veuf ou un ressortissant du village voisin qui épouse une jeunesse du village, soustrayant un « parti » possible à la jeune génération locale [Thompson, 1993]. Le xvii^e siècle, avec les progrès de la centralisation étatique, le xviii^e avec les prémisses de la révolution industrielle, vont déplacer le registre dominant des mouvements sociaux vers le *réactif*. Il s'agit cette fois d'une lutte défensive contre l'intrusion de forces sociales plus lointaines, extérieures à la communauté : agents de l'État, grands propriétaires, négociants. On peut intégrer à ce registre les résistances à la conscription, les luttes contre la remise en cause des droits de pâture sur des terres communales, le

refus de voir des récoltes locales (grains) acheminées vers des marchés urbains. Le XIX^e siècle voit enfin émerger, puis l'emporter le registre *proactif*. Il s'agit cette fois de réclamer des droits qui n'avaient jamais existé, jamais été reconnus. Le mouvement ouvrier et la conquête des droits sociaux en donnent l'exemple. Ce dernier registre peut en large part s'expliquer par la force acquise par une classe ouvrière spatialement concentrée, par les facilités de coordination apportées par médias et moyens de communication, par le rôle des élections comme école d'élaboration de programmes revendicatifs.

La mobilisation des ressources s'installe à la fin des années 1970 comme le cadre théorique de référence. Elle le restera durablement. Les justifications de ce succès sont nombreuses. La nouvelle approche dépasse les ambiguïtés de la notion de frustration, sort de ce qui a pu être critiqué comme l'*« atomisme psychologique »* du *collective behaviour*. Elle intègre les mises en garde salubres d'Olson, dans une approche des mouvements sociaux qui les prenne sociologiquement au sérieux, cessant de les sous-traiter aux psychosociologues et économistes. Les gains sont spécialement nets dans la compréhension de l'inégale capacité de mobilisation des groupes, à partir de l'attention accordée aux faits de structuration sociale, aux sociabilités. Ils le sont aussi dans l'attention croissante apportée aux mouvements sociaux comme processus, aux interactions stratégiques, avec le rôle clé des organisations. Mais une esquisse de bilan doit aussi prendre acte de faiblesses. Nombre de textes offrent d'ambitieuses constructions théoriques. Mais, hormis chez Tilly et McAdam, où sont les mises à l'épreuve systématiques de ces modèles sur un terrain précis ? Suffit-il de distinguer intégrés et challengers pour avoir pris en compte la dimension politique ? L'invention des « militants moraux » est-elle une façon satisfaisante de traiter les problèmes soulevés par la contribution des économistes ? Comment ne pas remarquer le peu d'intérêt accordé par ces travaux aux idéologies, au vécu des personnes mobilisées ?

V / De « nouveaux » mouvements sociaux ?

La notion de « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) emboîte trois significations. Elle souligne d'abord l'originalité des mobilisations qui émergent dans les années 1960-1970. Elle désigne à partir de là un paradigme interprétatif qui, analysant ces formes inédites de mobilisation, veut repenser les mouvements sociaux d'une société postindustrielle, d'un « après » du mouvement ouvrier. Mais cette théorie des NMS est quasi exclusivement européenne. Son contributeur le plus ambitieux et le plus stimulant est l'Italien Melucci [1982]. Les enquêtes et analyses de l'équipe conduite par Alain Touraine [1978 ; Touraine *et al.*, 1980] y sont aussi centrales. S'inscrivent encore dans ce courant Kriesi [Kriesi *et al.*, 1995] en Suisse, Offe en Allemagne, Klandermans et Koopmans aux Pays-Bas [*in Dalton et Kuechler, 1990*]. Plus tardivement, Riechman et Fernández-Buey [1994] apportent une contribution espagnole qui est l'une des dernières expressions d'un courant dont la singularité est aussi son cantonnement dans une séquence de vingt ans. Si les travaux de Manuel Castells s'inscrivent dans une proximité intellectuelle, ils offrent peu d'outils analytiques très opérationnels et ne suscitent qu'une attention réduite chez les spécialistes des mobilisations, même si Pleyers [2011] les sollicite avec ceux de Touraine dans son exploration de l'« alterglobalisation ».

La texture du « nouveau »

La thématique des nouveaux mouvements sociaux (NMS) est inséparable des mobilisations contestataires qui naissent à la fin des années 1960. Dans un inventaire qui ne comporte pas moins de treize rubriques, Melucci identifie ces nouvelles formes de mobilisation dans le féminisme, l'écologisme, le consumérisme, les mouvements régionalistes et étudiants, ceux de la contre-culture jeune, les mouvements anti-institutionnels, les luttes ouvrières qui mettent en action immigrés et jeunes ouvriers. La liste ressemble fort à la table des matières d'une histoire

épique des années « 1968 ». La plupart des analystes des NMS s'accorde pour identifier quatre dimensions d'une rupture avec les mouvements « anciens », symbolisés par le syndicalisme, le mouvement ouvrier.

Les *formes d'organisation* et *répertoires d'action* matérialisent une première singularité. En rupture avec le fonctionnement des structures syndicales et partisanes, les nouveaux mouvements sociaux manifestent une défiance explicite devant les phénomènes de centralisation, de délégation d'autorité à des états-majors lointains, au profit de l'assemblée générale, du contrôle des dirigeants. Leurs structures sont plus décentralisées, laissent une large autonomie aux composantes de base. Leur démarche consiste aussi davantage à prendre en main un seul dossier (*single-issue organization*), une seule revendication concrète dont la réalisation fait disparaître une organisation « biodégradable ». Les NMS se singularisent aussi par une inventivité dans la mise en œuvre de formes peu institutionnalisées de protestation (*sit-in*, occupations de locaux, grèves de la faim), leur adjoignant souvent une dimension ludique, une anticipation sur les attentes des médias.

Une deuxième ligne de clivage réside dans les *valeurs* et *revendications* qui accompagnent la mobilisation. Les mouvements sociaux classiques portaient avant tout sur la redistribution des richesses, l'accès aux sites de décision. Les NMS mettent l'accent sur la résistance au contrôle social, l'autonomie. Plus qualitatives, leurs revendications sont souvent non négociables : une demande de fermeture de centrale nucléaire ou d'abrogation de lois contre les homosexuels se prête moins à compromis qu'une revendication salariale. Ces revendications comportent une forte dimension expressive, d'affirmation de styles de vie ou d'identités, comme le suggère un terme comme *gay pride*. Melucci souligne à ce propos la place prise par le corps dans ces mobilisations (lutte de femmes, minorités sexuelles, santé publique). Il discerne dans cette valorisation du corps, du désir et de la nature la revendication de relations échappant à la rationalité calculatrice, quantitative du capitalisme moderne.

C'est par ricochet le *rapport au politique* qui contient une troisième différence. Dans les mouvements sociaux de la période 1930-1960, fonctionne régulièrement un binôme syndicat-parti. La conquête du pouvoir d'État, l'accès à ce que Tilly nomme *polity* constituent un enjeu central. La valorisation de l'autonomie modifie radicalement les objectifs. Il s'agit désormais moins de défier l'État ou de s'en emparer que de construire contre lui des espaces d'autonomie, de réaffirmer l'indépendance de formes de sociabilité privées contre son emprise.

La nouveauté de ces mouvements sociaux serait enfin liée à l'*identité* de leurs acteurs. Les mouvements de la société industrielle se revendaquaient d'identités de classe. Ne parlait-on pas de mouvement ouvrier, de front populaire, de syndicat paysan ? Les nouvelles mobilisations

L'analyse d'Alain Touraine

Touraine se démarque du courant de « mobilisation des ressources » dont il critique la vision « pauvre et superficielle » des mouvements sociaux comme simples supports de revendications matérielles. Celle-ci réduirait les mobilisations à des groupes de pression, en négligeant les contenus idéologiques, les dimensions de solidarité, d'hostilité à l'adversaire. Mais la définition du mouvement social par Touraine est aussi très particulière, au sein de l'approche NMS. Pour lui, il y a dans chaque société un mouvement social et *un seul* qui soit placé au cœur des contradictions sociales, qui incarne non une simple mobilisation, mais un projet de changement social, de « direction de l'historicité, c'est-à-dire des modèles à partir desquels une société produit ses pratiques ». Pour parvenir à ce statut de mouvement social, une mobilisation doit à la fois être capable de définir clairement un adversaire social, de se donner une identité sous la forme d'un projet qui porte la vision d'une autre organisation sociale et non d'une simple revendication ponctuelle. Le travail de Touraine et de ses collègues (F. Dubet, M. Wieviorka) autour des mobilisations étudiantes, régionalistes, antinucléaires prend alors la connotation d'une quête du mouvement social apte à prendre la relève du mouvement ouvrier. « On comprend mieux maintenant, dans ce

contexte historique, l'objectif central de notre recherche, découvrir le mouvement social qui occupera, dans la société programmée, la place centrale qui fut celle du mouvement ouvrier dans la société industrielle et du mouvement pour les libertés civiques dans la société marchande » [1978, p. 40]. Beaucoup des « tourainiens » courront, vingt ans durant, après le Mouvement social. Espéré dans l'écologisme [Touraine, Hegedus et Wieviorka, 1980], entrevu dans les mouvements antiracistes, réaperçu dans l'auto-organisation des malades du sida mobilisés, il ne cesse jamais de décevoir et de se dérober, faisant d'une sociologie prophétique un long travail de deuil.

L'approche tourainienne s'identifie aussi à une méthode : *l'intervention sociologique*, largement théorisée par Touraine [1978 ; Touraine *et al.*, 1980]. Les sociologues doivent entrer en contact direct avec le mouvement social, échanger avec ses acteurs. Ils doivent obliger le groupe mobilisé à expliciter le sens de son action par un double processus de confrontation intellectuelle entre le groupe mobilisé et ses adversaires (invitation d'un responsable d'EDF chez des antinucléaires, par exemple), entre le groupe et l'analyse des sociologues sur son action. Ce processus stimule une autoanalyse par le groupe mobilisé, provoque une maïeutique qui permet à la fois aux acteurs d'expliquer le sens de leur lutte et aux sociologues de construire leur analyse.

ne s'autodéfinissent plus comme expression de classes, de catégories socioprofessionnelles. Se définir comme musulman, hispanophone, homosexuel ou antillais, appartenir aux « Amis de la Terre », tout cela renvoie à d'autres principes identitaires. Touraine invite cependant à rester attentif aux formes nouvelles du conflit de classe. Les représentations des agents mobilisés sont importantes. Le poids constant des classes moyennes salariées fortement diplômées dans les NMS, la persistance de clivages sociaux traditionnels au sein de formes inédites de mobilisations constituent aussi des faits têtus.

Les luttes de l'après-société industrielle

L'enjeu du débat sur les nouveaux mouvements sociaux ne se restreint pas à identifier un renouvellement des formes de la mobilisation. C'est tout un diagnostic de changement social qui se joue, le possible passage dans un nouveau « registre » — pour emprunter à Tilly — postmatérialiste de l'action collective.

La « révolution silencieuse » du postmatérialisme

Les travaux américains de Ronald Inglehart [1977] apportent un important arrière-plan à l'analyse des NMS. Sa thèse centrale souligne que, dans les sociétés occidentales, la satisfaction des besoins matériels de base pour l'essentiel de la population déplace les demandes vers des revendications plus qualitatives de participation, de préservation de l'autonomie, de qualité de vie, de contrôle des processus de travail. Inglehart associe aussi ce glissement « post-matérialiste » des attentes à la valorisation des questions identitaires, de la quête d'une estime de soi. Il souligne également les effets du processus de scolarisation comme élément explicatif d'une moindre disposition des générations nouvelles aux pratiques de délégation et de soumission à un ordre organisationnel fortement hiérarchique. Ces données participent d'un ensemble de travaux sociologiques plus anciens dont l'hypothèse centrale tourne autour d'une forme de dépassement du modèle de la société industrielle et de ses conflits. Daniel Bell avait labellisé l'idée d'une société « post-industrielle », Inglehart identifie un « postmatérialisme », mais s'emploie aussi, à travers la mobilisation d'enquêtes et la construction d'indicateurs, à apporter des éléments d'objectivation de cette tendance. En comparant sur six pays d'Europe occidentale les systèmes d'attitudes et de hiérarchies de valeur, il met ainsi fortement en évidence la montée constante d'un univers de valeurs « postmatérialistes » à peine perceptibles dans les générations âgées, mais déjà dominantes dans les premières générations des *baby-boomers*. S'intéressant aux Verts allemands (*in Dalton et Kuechler [1990]*), il rejoint les analyses des théoriciens des NMS pour voir, tant dans les revendications du mouvement que dans son organisation pensée comme anti-oligarchique, une mobilisation caractéristique des nouvelles tendances culturelles, le signe d'une ère sociale nouvelle.

Vers un nouvel ordre social

Toute l'originalité et même le bien-fondé de la littérature sur les nouveaux mouvements sociaux se jouent ici. Pour les auteurs de ce courant, l'intérêt de l'objet ne tient pas seulement à ce qu'il manifeste un renouvellement des mobilisations, mais à ce qu'il fonctionne comme

révélateur d'un « après » du mouvement ouvrier, de la société industrielle, des luttes centrées sur l'usine. La mutation des mouvements sociaux devient un prisme pour penser les mutations d'un capitalisme qui repose de plus en plus sur la technique, les compétences gestionnaires, un pouvoir technocratique qui envahit les moindres recoins du quotidien, vient normer et contrôler styles de vie et identités.

Dans ce système de plus en plus mondialisé, de plus en plus complexe, de plus en plus apte aussi à centraliser ce qu'on nommera plus tard *big data*, ce sont les possibilités de maîtrise et de contrôle du développement social, de l'« historicité » qui s'accroissent, pour le meilleur ou le pire. La « société programmée » qu'évoque Touraine est aussi parente de cette « société du risque » que mettront à l'ordre du jour les années 1990. La place prise par la dimension gestionnaire, la collecte de l'information, la connaissance des comportements sociaux porte aussi une dimension de l'information et de la communication au cœur du nouvel ordre social. Melucci utilise l'image des expropriations de paysans au moment de la révolution industrielle pour proposer la métaphore d'une seconde expropriation, culturelle et symbolique celle-là, par le capitalisme moderne.

Cette idée d'expropriation pouvait s'expliciter dès les années 1970-1980 par l'essor de campagnes de « communication publique » ciblant un certain nombre de comportements définis comme à risques en matière de sexualité, de consommation d'alcool et de tabac, d'insuffisance de soin à sa santé. Les bonnes intentions sanitaires de ces politiques se sont souvent doublées de la stigmatisation de comportements, de styles de vie, par ricochet d'identités sociales. Les groupes ciblés et leurs comportements se trouvent alors devant le choix de persister dans ce qui devenait déviance, ou d'accepter de réformer (de se laisser « exproprier de ») leurs mauvaises moeurs. Faut-il souligner combien, trente ans plus tard, la collecte généralisée de données, leur traitement décuplent ces possibilités. Un téléphone portable, une montre connectée peuvent objectiver des habitudes de sédentarité, d'hygiène de vie dont il faut se défaire, pour se mettre à la bonne norme, avec l'amicale pression de son assureur et les suggestions de la presse de santé et de développement personnel.

Un bilan contrasté

Un effet « trente glorieuses » ?

La sociologie des nouveaux mouvements sociaux s'est plongée avec passion dans l'analyse des formes nouvelles de mobilisation qui ont accompagné l'apogée des années prospères de l'après-guerre. On hésitera pourtant à écrire que ce corpus de recherche ait laissé une boîte à outils conceptuelle encore très féconde. La littérature sur les

nouveaux mouvements sociaux a souvent mal vieilli, en partie parce que prisonnière du moment de son élaboration.

Un premier travers réside dans une fascination pour l'objet, une impatience à théoriser l'immédiat, qui débouche parfois sur une célébration complice de la nouveauté. Or, nombre des traits associés au « nouveau » se retrouvent sans peine dans diverses séquences de mobilisations « anciennes ». La revendication de la journée de travail de huit heures par le mouvement ouvrier du début du xx^e siècle n'était-elle pas qualitative ? Les occupations d'usine, les marches de chômeurs qui ont marqué les années 1930 n'incarnaient-elles pas des innovations tactiques comparables à celles des « nouvelles » mobilisations récentes ? À l'inverse, on peut observer qu'une part des « nouveaux » mouvements qui avaient suscité un travail de théorisation ont subi, comme l'écologisme en Allemagne ou en France, des processus d'institutionnalisation avancés. Sans postuler une sorte d'*« histoire naturelle »* des mouvements sociaux qui les refroidirait inexorablement vers le statut de groupe de pression, des travaux comme ceux de Tarrow [1989] sur le « Mai rampant » italien des années 1967-1973 ou de Klandermans [*in* Dalton et Kuechler, 1990] sur le pacifisme aux Pays-Bas montrent que les leaders des « nouveaux » mouvements peuvent être d'ex-cadres d'organisations « anciennes », que les moments de dissolution organisationnelle rapprochent souvent de façon surprenante structures et acteurs de l'ancien et du nouveau. Bref, penser le nouveau comme étant aussi, en partie, lisible en termes de moment dans une trajectoire d'institutionnalisation peut éviter d'annoncer d'abusives épiphanies.

Un second travers de l'analyse des NMS a trait à la surestimation possible de l'importance, de la durabilité de certaines formes de mobilisation. Il serait parfois cruel de demander : « Qu'est le nouveau devenu ? » Où sont passés en France les mouvements régionalistes ? Les mobilisations anti-institutionnelles sur les prisons ou l'hôpital psychiatrique ? Le creusement des inégalités, l'essor du précarariat, l'installation du chômage de masse depuis les « trente piteuses » post-1975 sont venus, plus encore, brutalement rappeler la centralité durable de demandes « matérialistes » congédierées avec quelque désinvolture. Le travail de Fillieule [1996] sur l'activité manifestante dans la France des années 1980 l'établit, données à l'appui : on défile d'abord pour l'emploi, les rémunérations, les droits sociaux.

Les limites des théories des NMS tiennent aussi aux rapports complexes noués par les chercheurs avec leur objet. Anthony Giddens a pu décrire les sciences sociales comme prises dans une « double herméneutique » où les chercheurs se saisissent des discours des acteurs pour les interpréter, tandis que les acteurs s'emparent eux-mêmes des travaux savants à des fins de compréhension et/ou de légitimation. La démarche tourainienne d'intervention sociologique, proposant une sorte de diagnostic critique à chaud du sens de la mobilisation, était

L'institutionnalisation des « nouveaux mouvements sociaux »

Parce que présentés comme typiques de l'opposition à l'État et aux mécanismes d'institutionnalisation, les nouveaux mouvements sociaux constituent un excellent terrain pour relativiser la pertinence de l'opposition société civile/État.

Le développement de certains de ces mouvements s'est trouvé stimulé par les pouvoirs publics. Ce sont eux qui regroupent dès 1951 diverses structures liées au dossier de la consommation dans l'Union fédérale des consommateurs qui se voit reconnaître un statut d'interlocuteur officiel et exclusif sur ces dossiers. Le rapport Rueff-Armand de 1959 soulignera la contribution que peuvent apporter les consommateurs mobilisés à la modernisation économique. Il s'ensuivra la création de nouvelles structures (CNC) au sein du ministère de l'Économie. Créé en 1967 avec le statut juridique d'établissement public, l'Institut national de la consommation sera, sous l'impulsion d'Henri Estingoy, l'un des catalyseurs du mouvement consumériste, à travers sa revue *Cinquante Millions de consommateurs* qui tire à 280 000 exemplaires au début des années 1970.

La collaboration conflictuelle entre administrations et mouvements sociaux s'observe dans les rapports que nouent les ministères « nouveaux » (Environnement, Consommation, Condition féminine) avec les groupes mobilisés. Parce que souvent en position dominée dans les structures politico-administratives, ne disposant ni du relais des « grands corps » ni de budgets et services extérieurs très étroffés, ces administrations cherchent le soutien des associations qui interviennent sur leur secteur. Le ministère de l'Environnement a joué en 1983 la mobilisation des associations de pêcheurs contre le travail de lobbying parlementaire de l'EDF pour faire passer une loi qui imposait des

contraintes fortes en matière de protection du poisson sur les cours d'eau.

Ces rapports aboutissent à des situations où s'imbriquent des « administrations militantes », dont les responsables sympathisent souvent avec les causes qu'ils ont à gérer, et des mouvements sociaux partiellement phagocytés par une collaboration institutionnalisée à la définition et à la mise en œuvre des politiques publiques. Les associations écologistes participent ainsi à une foule de commissions, comités et conseils, qui sont chronophages et exigent un fort niveau d'expertise. Combinées à l'ouverture des possibilités d'agir en justice, ces formes de reconnaissance n'ont pas été sans faire glisser les répertoires d'action écologistes vers l'expertise et les prétoires. Une forme récente de ce façonnage institutionnel de l'action protestataire s'exprime dans la tendance croissante à associer des organisations de mouvement social à des politiques de « responsabilisation », ou à des tours de table dans lesquels ils sont associés à des politiques de certification (café « solidaire », poisson issu de pêche durable). Le terminus d'une telle tendance est d'en faire les auxiliaires des pouvoirs publics dans une entreprise qui, invitant le citoyen, consommateur ou habitant, à résoudre les problèmes par de bonnes pratiques individuelles, fait comme si les malheurs écologiques et sociaux du monde étaient indistinctement imputables à tous ses habitants.

Bien entendu la dimension conflictuelle de ces interdépendances disparaît rarement, beaucoup de mouvements se défiant de leur domestication, gardant des enjeux non négociables, tandis que le degré de collusion possible des « ministères militants » trouve sa limite dans les contraintes de la solidarité gouvernementale, spécialement en temps de crise.

Sources : Ollitrault [2008]; Spanou [1991].

sur ce plan à la fois stimulante et périlleuse. Si elle a favorisé une connaissance intime et riche du terrain, elle a aussi porté au paroxysme cette dynamique circulaire [Ollitrault, 2008], imbriquant empathie mutuelle et désir d'avoir le dernier mot, entre analyses sociologiques et discours d'acteurs, d'autant que beaucoup de ces derniers — écolo-gistes, féministes — pouvaient avoir un capital culturel important. La réflexion critique sur les NMS a été actualisée de façon vivifiante par Christina Flesher Fominaya et Laurence Cox [2013] qui reviennent sur ce moment pour montrer comment il se lit aujourd'hui dans les manuels sous la forme d'une vulgate simplette (Habermas devenant un apôtre des NMS), plus encore en quoi il s'offre aux chercheurs européens comme un mythe des origines dont les effets sont de produire une double occultation. L'une tient au refoulement sans bénéfice d'inventaire des analyses issues du marxisme, à l'inhumation du mouvement ouvrier dans le linceul d'un matérialisme et d'une sclérose en partie imaginés. L'autre tient au durcissement d'une vision des mouvements sociaux contre/hors des partis, à une disjonction de la politique institutionnelle et mouvementiste qui est paradoxalement bien plus propre à un exceptionnalisme américain que fruit d'une attention à l'histoire de l'Europe et de ses gauches.

Les dividendes de l'innovation

Les critiques vigoureuses dont est justiciable cette brève tradition de recherche ne doivent pas faire oublier ses apports. Le savoir-faire des plus rigoureux des tourainiens a permis d'explorer les modalités du vacillement d'identités populaires [Dubet, 1987], de la crise d'institutions de socialisation, et d'aider par ricochet à comprendre les conditions des mobilisations ou de leur absence. Même s'ils n'ont eu qu'un impact modeste dans le monde académique anglophone — mais une forte diffusion en Amérique latine —, ces travaux ont plus encore joué un rôle précieux pour conjurer l'engourdissement du paradigme de la mobilisation des ressources dans une orthodoxie ronronnante. La problématique des NMS aura aussi contribué à la remise en cause du stratégisme présent dans la mobilisation des ressources, même dans une vision des ressources, calculs et tactiques plus sociologisée que chez Olson. Le déblocage tient ici à une prise en compte nouvelle des dimensions culturelles et idéologiques des mobilisations, de leurs contextes politiques aussi (même si la notion de *political process* chez McAdam y était déjà attentive). Si les protestataires peuvent être (ou non) d'habiles stratèges, ils et elles sont aussi des êtres de chair et de conviction, habités de croyances, du sentiment de l'injustice, de la conviction et des émotions du bien-fondé de l'action.

Ces critiques salutaires ont remises en cause l'*objectivisme* fréquent des approches « mobilisation des ressources ». Tout se passe comme si les gains

de connaissance quant aux conditions structurelles de développement et de succès des mouvements sociaux s'étaient payés d'une marginalisation de leurs protagonistes, prisonniers des mécanismes « objectifs » mis en évidence par l'analyse. Melucci [1982] parle d'« actions sans acteurs », McAdam [1982] considère que certaines versions du modèle ne valent guère plus qu'un « manuel d'organisateur de collectes de fond ». Toute l'expérience *vécue* des agents mobilisés, leurs émotions, leurs motivations fonctionnent alors comme une vaste boîte noire que l'analyste se refuse à ouvrir.

Le poids persistant du legs économiste issu d'Olson aboutit en deuxième lieu à une forme de *stratégisme*, qui réduit le rapport à l'action des individus mobilisés à des calculs de rentabilité, des tactiques de bataille. Cette dimension stratégique est assurément présente. Il était imprudent de penser qu'elle épouse les significations investies dans la lutte par les participants. Deux domaines de réévaluation découlent de ces premières critiques. La réflexion sur les nouveaux mouvements sociaux vient réhabiliter une analyse des *dimensions culturelle et idéologique* de la mobilisation, de son contexte *politique* aussi. L'attention portée aux machineries organisationnelles, aux ressources disponibles avait parfois fait oublier ce qui constitue une des conditions de la mobilisation et de sa compréhension : le rôle des croyances, du sentiment de l'injustice, de la conviction du bien-fondé de la protestation.

Renouveler le nouveau

S'il n'inspire plus guère de travaux ayant un écho significatif dans la communauté des chercheurs spécialisés, le paradigme des NMS n'en a pas disparu pour autant. Il a connu une séquence de réactivation dans les années 2000, où les mouvements dits de « sans » (sans-papiers, mal-logés, chômeurs), l'altermondialisme ou des initiatives visant à changer le monde social ici et maintenant (économie solidaire, commerce équitable) ont pu être relus à l'aune des quatre critères évoqués dans ce chapitre. Les objections valables hier contre les raccourcis et simplismes qui fonderaient le caractère radicalement « nouveau » de ces pratiques militantes restent pertinentes. La surenchère sur ses objets que représente la description enchantée de mouvements émergents est plus lassante qu'éclairante. Des mobilisations plus récentes ont cependant donné une autre consistance à l'idée de nouveauté. De quoi parle-t-on ? De mouvements différents, mais qui ont eu en commun de faire grand usage, de reposer, dit-on parfois, sur l'usage des réseaux sociaux pour mobiliser et coordonner : place Tahrir au Caire et révolution de Jasmin en Tunisie, Occupy Wall Street à New York en 2011, parc Gezi à Istanbul en 2013, voire les Gilets jaunes français de 2018-2019. La rhétorique du

nouveau a pu souligner que beaucoup — mais pas tous — de ces mouvements portaient des revendications non matérialistes de démocratie et de dignité, plus encore qu'ils valorisaient une horizontalité du débat et de la défiance envers leaders et captation par des partis. Mais l'aspect le plus intéressant d'une théorisation de la nouveauté tient ici à une évolution de sa définition. Ce qui serait inédit tiendrait ici au rôle de réseaux sociaux (Facebook, Twitter...) dont l'effet singulier serait triple : disponibilité d'un outil de coordination touchant le grand nombre sans la médiation de structures politiques ou organisationnelles préalables, capacité rapide et puissante de mobilisation, ouverture d'espaces de débats et d'échanges fortement horizontaux. L'explicitation de ces trois repères demanderait pour chacun nuances et détails. Lecomte [Allal et Pierret, 2013] montre par exemple pour les printemps arabes la dynamique d'un triangle avec des producteurs de contenus, qui captent des images, produisent des messages, des cyberactivistes médiateurs, qui trient, synthétisent et mettent en ligne à partir de ce matériel, et des relateurs institutionnels (grands médias étrangers) ou individuels, qui vont démultiplier la diffusion à partir de ces contenus condensés. Un des premiers essais de théorisation de ces changements a pris la forme d'une théorie de l'« action connective » [Bennett et Segerberg, 2012] par les médias digitaux. L'agir ensemble repose là sur la technologie qui offre une organisation souple et agile, à fort pouvoir de projection vers un public élargi. Elle permet la mobilisation dans un contexte de « fragmentation » des identités sociales, valorise une dimension expressive où la prise de parole, sans exclure solidarité et buts partagés, aurait une composante de valorisation personnelle. Dans un ouvrage stimulant, l'activiste-universitaire Tufecki [2017] conforte une partie de ces observations. Comparant la gestion logistique (approvisionnements, soins médicaux) de Tahrir à celle du boycott des bus de Montgomery en 1955, elle rend intelligible l'étonnante capacité de coordination des réseaux sociaux, souligne aussi leur puissance disruptive parce qu'ils sont capables de cristalliser en un temps très bref des niveaux de mobilisation de rue qui demandaient souvent naguère des mois et des mois. Elle y discerne aussi la confirmation de la « force des liens faibles », même les membres sans grande connexion affective dans un carnet d'adresses pouvant devenir des relais de diffusion. La valeur du travail de Tufecki est aussi d'articuler une expérience sensible des usages militants des réseaux à une distance critique. Contre la niaiserie technophile, elle souligne combien ces réseaux sont aussi perméables aux entreprises des pouvoirs publics qui peuvent les couper, s'en servir pour identifier des activistes ou les faire harceler, submerger des réseaux de rumeurs et d'infox. Elle vient aussi rappeler le fait déplaisant que le dénominateur commun de la plupart des mobilisations citées est l'inefficacité ou la défaite finale, point qui rouvre un débat vieux d'un demi-siècle.

Actualité d'un classique : *Poor People's Movements*

Dans leur ouvrage *Poor People's Movements. Why They Succeed, How They Failed* [1977], Cloward et Piven — qui ont aussi été des organisateurs de mouvements pour les droits sociaux — analysent diverses mobilisations au sein des couches les plus déshéritées de la société états-unienne : chômeurs et ouvriers des années 1930, Afro-Américains pour les droits civiques, luttes pour les droits sociaux. Ils adressent une forte critique au souci, excessif, qu'auraient les animateurs de ces luttes de vouloir trop organiser leurs troupes. « Quand les travailleurs se lancent dans des grèves, les organisateurs vendent des cartes d'adhérent. Quand les locataires refusent de payer les loyers et résistent aux policiers, les organisateurs forment des comités d'immeubles. Quand les gens brûlent et pillent, les organisateurs profitent de ces "moments de folie" pour rédiger des statuts. [...] Les organisateurs n'ont pas seulement échoué à tirer profit des occasions données par la montée de l'agitation, ils ont typiquement agi en freinant ou limitant la force dévastatrice que les plus défavorisés

étaient parfois capables de mobiliser [...]. Le travail de construction des organisations tendait à faire abandonner la rue aux gens pour les enfermer dans des salles de réunion. [...] Pour l'essentiel, les organisateurs tendent à agir contre les explosions sociales parce que, dans leur quête de ressources pour maintenir les organisations, ils sont irrésistiblement conduits vers les élites, et vers les soutiens matériels et symboliques qu'elles peuvent fournir. Mais les élites ne lâchent ces ressources que parce qu'elles comprennent que c'est la construction des organisations, pas l'agitation, qui importe aux organisateurs » [p. 21-22].

Centrée sur les mobilisations des plus pauvres, l'argumentation repose sur trois repères. Les mobilisations des pauvres gens éclatent spontanément et ont un fort potentiel éruptif. Les élites menacées cherchent alors des interlocuteurs auxquels faire des concessions. Le gros des promesses est oublié quand la menace décline. Inséparablement militante et sociologique, leur thèse n'est pas le déni de toute organisation. Elle plaide pour des structures locales souples et décentralisées, n'hésitant pas à recourir à des actions offensives, voire illégales, pour maintenir une pression

forte et constante. Au-dessus ou plutôt autour du niveau local, une « organisation d'organisateurs » élabore une stratégie nationale et négocie, sans disperser les énergies en bureaucratie, luttes d'appareil ou lobbying qui demande de devenir respectable. La thèse centrale est donc que l'efficacité maximale d'une mobilisation tient dans son pouvoir éruptif, incontrôlable, et que la tendance à tout organiser rime avec domestiquer ou désarmer.

L'actualité de ce débat organisation et représentation contre spontanéité et éruptivité est visible dans la discussion que mène Tufecki. Celle-ci associe aux réseaux sociaux un considérable potentiel « narratif » (ouvrir la parole, mettre en récit demandes et colères) et « disruptif », en mobilisant vite, beaucoup et souvent avec détermination. Mais, prenant alors le contre-pied des analyses de Piven et Cloward, elle souligne — comme Bennett et Segerberg [2012] — la fréquente impuissance « politico-institutionnelle » de ces mouvements en termes de changements politiques et sociaux. Elle voit une causalité à double détente. Les refus d'une organisation qui fasse plus que diffuser, coordonner des actions, celui de tout porte-parole n'ont pas qu'une portée démocratique. Ils rendent difficile

toute concertation organisée, refoulent l'émergence de responsables promis à la dénonciation comme traîtres ou carriéristes (cf. les « gilets jaunes »)... sans garantir contre les manipulations issues de la « tyrannie de l'inorganisation » [Freeman, 1972]. L'absence d'instance délibérative capable de décider aboutit au « gel tactique », à l'impuissance pratique à s'adapter à des situations fluctuantes, à déployer un art des alliances et de la guerre de mouvement. Une fois acquis le départ unanimement revendiqué de Moubarak, la place Tharir n'a pu se donner les moyens d'actualiser de nouvelles demandes. Tout l'enjeu est donc l'invention de formes d'organisation et de processus décisionnels qui, sans anesthésier la puissance éruptive du mouvement ou clore son espace de débats, permettent l'agilité tactique, conjurent aussi un narcissisme en vase clos de la parole libérée, perceptible dans certaines séquences de « Nuit debout ». Sans que cela en fasse un modèle, la plus forte organisation du Tea Party, son absence de répugnance à déléguer à des représentants — son orientation conservatrice aussi — expliquent qu'un mouvement porté, lui aussi, par des réseaux ait eu un tout autre impact politique.

VI / Militantisme et construction identitaire

Le risque des remises en cause suscitées par l'approche des nouveaux mouvements sociaux était d'aboutir à un de ces processus qui apparentent la sociologie à la haute couture : la succession des modes. Le jeu consiste alors à revendiquer l'invention d'un « paradigme » qui dépasse les précédents, et s'accompagne généralement de la coûteuse amnésie des acquis antérieurs. De nouvelles étiquettes théoriques n'ont pas manqué d'apparaître : « paradigme identitaire » [Cohen, 1985], « modèle du processus politique » [McAdam, 1982]. La dynamique de la recherche contemporaine peut cependant s'interpréter davantage comme la constitution d'une « science normale », selon le terme de Kuhn. Sur le socle des acquis de la « mobilisation des ressources », trois processus de greffe se sont faits. Le premier réintroduit l'attention au vécu des acteurs qu'avait utilement manifesté le moment *collective behaviour*. Le second emprunte aux « nouveaux mouvements sociaux » les problématiques de l'identité, la sensibilité aux contenus du changement social, de la quête du sens et d'un nouvel ordre de vie. Enfin, l'attention à la dimension politique, au rôle des médias et des mises en scène des mouvements sociaux dans l'espace public passe par des emprunts aux problématiques « constructivistes ».

Trois chapitres successifs permettront de suivre la progression vers cette problématique globale : l'analyse du militantisme, de la prise en compte du système politique, celle des dimensions symboliques enfin.

Le *casting* des mouvements sociaux version « mobilisation des ressources » était économe en personnages. Au centre de la scène, l'entrepreneur de protestation, stratège et organisateur. Plus en retrait, la cohorte des *constituents* (membres actifs), personnages assez prévisibles malgré leur diversité puisque leur propension à se mobiliser — ou non — découle assez mécaniquement des structures sociales auxquelles ils appartiennent et que leur épaisseur psychologique se réduit en général aux déclinaisons d'une commune tendance au calcul rationnel des rendements de l'action. Dans les cintres enfin, le *deus ex machina* du militant moral, que le metteur en scène fait descendre au moment pathétique pour dénouer le paradoxe d'Olson, augmenter la rentabilité de la participation. Le développement de travaux empiriques, d'une ethnographie de terrain des engagements

militants va donner plus de richesse et de réalité à ce tableau. Il va mettre en évidence la dimension du sens dans l'engagement, la façon dont celui-ci se traduit aussi en constitution d'une identité inséparablement personnelle et collective. Ce déplacement du regard aboutira à un dépassement définitif des modèles réducteurs hérités de l'analyse économique.

Une approche sociologique du militantisme

Si la sociologie politique, spécialement en France [Sawicki et Siméant, 2009], a été attentive à penser le militantisme, elle s'est à la fois trop souvent polarisée sur le militantisme partisan, sur des déterminants comme la socialisation familiale ou le niveau culturel. Elle s'est corrélativement moins fixée sur des militantismes associatifs ou mouvementistes, sur l'expérience quotidienne du militantisme et ses dimensions subjectives.

Déterminants et rétributions du militantisme

L'un des points aveugles des travaux « mobilisation des ressources » était d'en rester à une vision structurale, macrosociologique de l'engagement. Le modèle de la *catnet*, la typologie d'Oberschall rendent compte des probabilités d'émergence d'énergies militantes. Ils ne permettent en rien, au sein d'un groupe donné, de comprendre pourquoi certains militent tandis que d'autres demeurent passifs. En travaillant à partir des dossiers individuels remplis par des étudiants volontaires pour soutenir le mouvement des droits civiques, en retrouvant une large partie des protagonistes de cette mobilisation, McAdam [1988] va s'attaquer à cette énigme et mettre en évidence trois variables : plus un individu est déjà au contact de personnes engagées dans l'action militante, plus sa situation personnelle minimise les contraintes professionnelles et familiales, plus ses projets d'engagement reçoivent l'aval de ceux dont il est affectivement proche, plus la probabilité de le voir militer s'accroît. Il faut regretter que l'analyse de McAdam ne développe que peu la prise en considération des profils sociaux de sa population (origine familiale, trajectoires) et ne puisse mobiliser un groupe témoin d'étudiants n'ayant eu aucun engagement, laissant par là ouverte la question préalable de ce qui fait rentrer certains étudiants, et certains seulement, dans les réseaux associatifs. Mais sur des points essentiels, un ensemble de travaux vient conforter ses analyses, souligner en particulier l'importance d'un paramètre psychoaffectif. Le soutien des proches, l'investissement d'amis dans un mouvement social est un facteur explicatif puissant des recrutements. Le phénomène s'observe avec force dans des situations où le contrôle policier fait des sociabilités

Freedom Summer, les déterminants d'un engagement militant exigeant

L'enquête de McAdam repose sur 959 dossiers de candidatures. Il retrouvera la trace de 556 volontaires et obtiendra réponses écrites ou entretiens par 384 anciens militants. Son analyse sollicite aussi la distinction entre les candidats qui ont effectivement participé au mouvement au sein des communautés noires du Mississippi, et les « défecteurs » qui, après leur candidature, n'iront pas sur place faute de disponibilité ou par crainte des risques — plusieurs participants seront tués ou blessés par des organisations racistes dès la première semaine.

Plus un individu compte de militants parmi ses relations personnelles et amicales, plus la probabilité grandit pour qu'il candidate et participe. Ainsi, lorsqu'un des parrains requis pour le dossier de candidature est lui-même un participant au mouvement, le taux de défection tombe d'une moyenne de 25 % à 12 % seulement. De la même façon, l'immersion dans des réseaux associatifs est un élément fortement prédictif. Les volontaires du Freedom Summer étaient généralement déjà présents dans les associations étudiantes, l'appartenance aux organisations

liées aux droits civiques et à la politique étant en la matière plus prédictive que celle à des organisations purement corporatives (fraternités, etc.). Cette forte insertion dans les réseaux associatifs provoque une forme de cristallisation identitaire : 57 % des participants effectifs font spontanément état dans leur candidature d'une autodéfinition identitaire — « en tant que chrétien », « en tant que socialiste » — contre 29 % chez ceux qui abandonnent.

Entre des candidats aux engagements assez homogènes, la « disponibilité biographique » est un fort élément de clivage. Le fait d'être majeur, non marié, d'avoir franchi le cap difficile du début des cursus universitaires, de n'être pas inséré professionnellement (ou de disposer de longs congés d'été) favorise la participation, les propriétés inverses la freinent.

Enfin, la variable la plus prédictive a trait à l'attitude des proches (parents, amis). Si ceux-ci ne manifestent pas de fortes oppositions, *a fortiori* s'ils expriment un soutien ou une sympathie pour l'engagement projeté, cet appui apparaît comme une donnée stratégique pour saisir les clivages entre défecteurs et participants effectifs.

Sources : McAdam [1988] ;
McAdam et Paulsen [1993].

privées l'un des seuls supports fiables de mobilisation, comme en Allemagne de l'Est, lors des mobilisations qui précéderont la chute du Mur, mais aussi pour le recrutement des mouvements pacifistes ou des sectes religieuses aux États-Unis [Snow *et al.*, 1980].

Une meilleure compréhension du militantisme implique aussi de le penser au quotidien, de comprendre le tissu de relations et d'interactions que suscite l'engagement. Daniel Gaxie [1977, 2005] développe une réflexion incontournable sur le militantisme, ses rétributions, leur refoulement. Se démarquant du modèle d'Olson, il complexifie la notion économique d'incitation sélective par la catégorie de rétribution symbolique. Tout militantisme peut offrir des incitations sélectives en forme de responsabilité, de marchés d'emploi, d'acquisition d'un capital social et culturel, de visibilité sociale. Mais Gaxie souligne

aussi toute une dimension qui déborde des catégories économiques. Militer, c'est aussi gagner en estime de soi, injecter du sens dans sa vie, partager des émotions, des exaltations et des déceptions. S'ils aiment à se (faire) voir comme avant tout dévoués, les militants sont d'ailleurs rarement tout à fait aveugles à cette dualité des sacrifices pour la cause et des gratifications. Les pages où McAdam restitue, à partir d'entretiens, l'expérience des militants du *Freedom Summer* sont éclairantes à cet égard, parce que liées à une expérience extrême, risquée, d'engagement militant. Les anciens participants insistent sur l'intensité des liens émotionnels que suscite la découverte simultanée de la vie des communautés noires et de l'expérience inédite des violences racistes, la naissance de relations affectives et parfois amoureuses entre Noirs et Blancs. Un des participants comparera la force des émotions ressenties au choc d'une première prise de LSD. L'expérience ainsi vécue ébranle les personnalités, suscite une modification profonde des schèmes de perception de la vie, sur un mode plus communautaire, suggère aussi la vision d'une existence plus excitante, prenant un sens plus intense à travers la participation à un mouvement dont les enjeux dépassent les projets et bonheurs individuels [Passerini, 1988].

L'effet « surrégénérateur »

Gaxie désigne par cette métaphore une capacité de certaines structures militantes, occultée par les modèles de mobilisation des ressources, à produire « d'autant plus de combustible qu'elles en consomment davantage ». Cette situation, observable dans les militantismes activistes, apporte un démenti empirique aux analyses fondées sur l'idée d'un calcul des investissements militants, puisque l'intensité des satisfactions, du sentiment de participer à une aventure riche de sens est accrue par celle de l'engagement, du dévouement. Une autre métaphore, celle du pèlerinage proposée par Hirschman [1983] éclaire ce phénomène : pour le pèlerin en quête d'une aventure spirituelle, les risques et les inconvénients du pèlerinage ne s'imputent pas en négatif sur le sens de son expérience, mais y ajoutent. Hirschman conclut : « Le bénéfice individuel de l'action collective n'est pas la différence entre le résultat qu'espère le militant et l'effort fourni, mais la somme de ces deux grandeurs. » Cette hypothèse permet aussi d'expliquer l'apparente fuite en avant dans l'activisme qui semble le régime de croisière de groupes militants. Comme le souligne Gaxie : « Une organisation de masse reposant sur le militantisme ne peut subsister que si elle fonctionne de façon continue à un rythme assez voisin de celui qu'il est nécessaire d'atteindre dans les hautes conjonctures. Accepter que le militantisme se ralentisse, c'est interrompre les satisfactions qui en sont

Les technologies de la militance

Observant une mobilisation anti-apartheid sur le campus de Columbia en 1985, Eric Hirsch y saisit sur le vif la mise en œuvre de techniques militantes. Elles visent à accroître l'engagement, à produire un investissement émotionnel qui solidarise à la mobilisation. Hirsch montre que la compréhension des recrutements et de l'implication dans les mouvements sociaux gagne à partir du petit groupe, pour y déceler des interactions dont la dynamique même est de faire reculer une logique individualiste de calcul coûts/avantages.

Dans ce mouvement, malaisément explicable par des gains personnels pour les participants, Hirsch identifie quatre savoir-faire militants. La « montée en conscience » correspond à un travail de politisation, qui diffuse des outils cognitifs, des cadres de perception de l'injustice en privilégiant des échanges directs en situation de face-à-face, dans le cadre d'espaces d'interconnexions comme les cités universitaires. Ce travail va aboutir au bout de deux ans à un vote unanime — et sans effet — des élus étudiants et enseignants au conseil de l'université, demandant aux gestionnaires de Columbia de ne pas placer sa trésorerie sous forme d'actions de sociétés opérant en Afrique du Sud. Intervient

alors la technique de la *montée en puissance* (*empowerment*). Elle consiste à amener le mouvement à des formes plus directes de confrontation, présentées comme la condition du succès. Une manifestation va se terminer par une longue occupation, non annoncée, du bâtiment administratif. Le groupe y découvre son pouvoir d'action. Cette montée de la conflictualité engendre à son tour une situation de *polarisation* dans la tension (l'administration fait enregistrer des vidéos des occupants, les menace de renvoi). La situation ainsi créée conforte les participants dans le sentiment d'appartenance à un camp, les met dans l'alternative d'un retrait psychologiquement humiliant ou d'un renforcement de leur identification à la cause. Un participant notera : « Il y avait des Sud-Africains engagés dans le mouvement... J'ai senti que je ne pouvais pas les laisser tomber. J'ai aussi pensé que j'étais une sorte de représentant d'un tas de gens dans l'occupation et il m'a semblé que je ne pouvais pas créer un précédent en abandonnant. » La *délibération collective* vise enfin, par des procédures de type « assemblée générale », à produire des décisions consensuelles qui obligent d'autant plus fortement les participants à persister dans l'action qu'ils l'ont décidé.

Source : Hirsch [1988].

retirées et risquer à terme de perdre des adhérents» (p. 149). Le sens pratique des organisateurs n'est d'ailleurs pas dépourvu de l'intuition de ces phénomènes. On peut parler, comme y invite Sandrine Nicoud [2009], d'un « travail militant », au double sens d'un labeur et d'un corps de savoir-faire. Ce travail engendre un « métier », attire les recrues, crée des situations qui « mouillent » les agents mobilisés, fait primer la *loyalty* sur les calculs individuels. Ces savoir-faire peuvent exalter, doper, produire une bulle chaleureuse. Ils peuvent aussi engendrer l'épuisement ou, comme le montre Dunezat [*in* Nicoud, 2009] sur un mouvement de chômeurs, le sentiment amer de ne pas être à la hauteur ou de se faire manipuler. Gardons-nous toutefois de voir partout tourner des

surrégénérateurs. L'analogie vaut surtout dans des organisations ayant sur leurs militants une puissante emprise, faisant vivre à ciel ouvert le modèle de l'institution totale de Goffman.

Les organisations révolutionnaires en sont le terrain privilégié, mais il s'observe aussi au sein des sectes religieuses et des mouvements millénaristes. Les situations de mobilisation intense, qui ont aussi pour effet de déplacer les frontières vie publique/vie privée, de structurer provisoirement toute l'expérience vécue autour du conflit — on peut songer aux situations d'occupations d'entreprises, à l'installation de Gilets jaunes sur des ronds-points —, permettent d'observer dans le temps court des situations identiques. Un tel régime de militantisme ne peut guère exister dans des organisations où l'affiliation se rapproche de la simple recherche d'une prestation de service, ne structure pas de façon significative l'identité des membres. L'analyse des organisations révolutionnaires suggère aussi que, même là, l'effet surrégénérateur peut rarement se perpétuer indéfiniment à l'échelon individuel, sans « carboniser » les militants. Le constat renvoie alors aux questions de la professionnalisation et de la routinisation de l'activité militante, de la gestion de la déception. Il suggère aussi, avec prudence pour éviter les assimilations polémiques, l'utilité d'une articulation entre l'étude du fonctionnement des sectes et celui de certaines formes de mobilisation puisque l'un des impératifs et des « savoir-faire » des sectes religieuses est de constituer une coupure au monde assez forte pour perpétuer l'engagement, rendre *l'exit* ruineux matériellement ou psychologiquement.

Mutations du militantisme ?

Au-delà même des mouvements sociaux au sens strict, la question des évolutions du militantisme a fait l'objet d'importants débats, spécialement en France. Le recul du syndicalisme, celui d'engagements militants (autour du communisme, du monde catholique) particulièrement exigeants, a suggéré le thème d'une fin des militants. Dans une synthèse d'un grand nombre d'enquêtes menées par l'équipe du CRESAL sur le militantisme associatif, Jacques Ion [1997] montre que cette « fin des militants » a d'autant plus de chances de paraître vraie que l'observateur cherche aujourd'hui les archétypes du militant consacrés en 1930 ou 1970. Les changements que synthétise Ion portent sur le recul des formes de militantisme les plus revendicatives, au profit de l'essor d'associations de service (sports, loisirs, culture). Ils s'observent encore dans une tendance au remplacement du bénévole par des (semi)-professionnels, concernent aussi une désidéologisation de l'engagement, une attention plus orientée sur la réalisation d'objectifs pratiques que sur la cohérence du verbe. Mais plus fondamentalement,

c'est l'idée d'un militantisme plus distancié qui condense beaucoup des apports de l'enquête : dévaluation de la figure du militant moine-soldat de son mouvement, refus d'un engagement dévoreur de temps et de vie personnelle qu'exprime l'image d'un militantisme *post-it*, fixé sur l'acceptation d'une tâche précise, assumée avec sérieux mais qui ne colonise pas toute l'existence. Cette distanciation est aussi refus de l'enrégimentement, d'un engagement qui suppose d'endosser un uniforme idéologique ou comportemental, non que les militants associatifs ne puissent trouver une identité dans leur action, mais parce que celle-ci est labile, apparaît comme le résultat de l'agir-ensemble, non comme un carcan ou un préalable à la participation.

L'approche d'Ion éclaire des évolutions de l'engagement. Elle aide à saisir les effets de la montée des nouvelles classes moyennes diplômées, de la féminisation des associations (dont il note qu'elle explique par exemple le recul des réunions interminables en fin de journée). Mais elle porte, rappelons-le, sur le monde associatif qui a la double singularité de déborder à la fois la catégorie des mouvements sociaux (parce qu'il fonctionne aussi comme prestataire de services) et de ne pas l'intégrer entièrement puisque beaucoup de mobilisations ne reposent pas sur des structures associatives formelles.

Ce point est l'un de ceux à partir desquels une recherche collective [Collovald *et al.*, 2002] sur les engagements de solidarité Nord-Sud dans les entreprises développe une vive critique des analyses d'Ion. On en retiendra quatre composantes. La première concerne précisément la possibilité même de généraliser le militantisme associatif en modèle de tous les engagements. Plus centralement, c'est l'accent mis par Ion sur les formes nouvelles de l'engagement comme refus des modèles antérieurs qui est la cible de critiques majeures. En expliquant ainsi le « militantisme par le militantisme », son analyse manifestera deux déficits sociologiques : d'une part un manque d'attention aux propriétés sociales des militants (âge, CSP, diplômes), plus largement une valorisation insuffisante des évolutions macrosociales — comme la mutation des relations de travail ou la scolarisation — qui déterminent les inflexions du rapport à l'engagement. Collovald souligne en troisième lieu les nombreuses similitudes qui associent la description des formes nouvelles de militantisme et celle des « nouveaux » mouvements sociaux, à travers une description unilatéralement critique de l'ancien. Valoriser la réflexivité du nouveau militantisme, n'est-ce pas déprécier inconsciemment un modèle vieux-populaire ? Les militants vieux style (politiques, syndicaux) étaient-ils si dépourvus de quant-à-soi, de distance critique à leurs engagements ? Les aspects enrégimentés de leur militantisme étaient-ils choisis ou subis du fait d'inégalités considérables de ressources (culturelles, matérielles) avec leurs adversaires, de phénomènes de répression ? L'étude du

militantisme de solidarité dans les entreprises montre enfin comment des formes inédites d'engagement peuvent à la fois participer de traits traditionnels (par exemple, l'intensité de l'engagement) et associer dans le même investissement des profils de militants dont les trajectoires et motivations sont fortement dissonantes (jeunes cadres voulant tester sur des terrains hors travail leur capacité à piloter des projets, syndicalistes déçus réinvestissant leurs énergies, salariés insatisfaits des nouvelles identités professionnelles valorisées par l'entreprise).

Abordant l'histoire d'un militantisme politique (de la SFIO au PS), Rémi Lefebvre [2013] actualise ce débat. Il montre d'abord combien le zèle militant associé au passé était en fait souvent flageolant. Plus encore, il illustre à quel point les thèses sur le « nouveau militantisme », vulgarisées par les médias et la presse du parti, intégrées comme une évolution inéluctable, fonctionnent à la prophétie autocréatrice, contribuant à disqualifier des styles populaires de participation à dimension communautaire et à caler la vie partisane sur les dispositions des diplômés de l'université. Sa démarche vient aussi rappeler quelques impératifs : résigner engagements et désengagements dans une approche fine de trajectoires individuelles et collectives, ne jamais oublier la diversité sociale des militants et de leurs attentes et dispositions, remettre tout cela en perspective historique sans généraliser au-delà de ce qu'autorise même la monographie la plus aboutie.

Identités militantes

Nous/Je

La notion d'identité est, en sciences sociales, d'autant plus problématique qu'elle devient envahissante [Brubaker, 2001]. Nous retiendrons du travail de Claude Dubar [1995] deux traits de ce qui est un processus. L'identité est à la fois le sentiment subjectif d'une unité personnelle, d'un principe fédérateur durable du moi et un travail permanent de maintenance et d'adaptation de ce moi à un environnement mobile. L'identité est le résultat d'un travail incessant de négociation entre des actes d'*attribution*, des principes d'identification venant d'autrui et des actes d'*appartenance* qui visent à exprimer l'identité pour soi, les catégories dans lesquelles l'individu entend être perçu. L'action protestataire constitue un terrain propice à ce travail identitaire. Elle constitue un acte public de prise de position qui peut être éminemment classant tant pour l'individu mobilisé que dans le regard des tiers comme le fait d'arburer le badge Solidarnosc dans la Pologne des années 1980. Elle permet de faire appel à des statuts et typifications auxquels les classements sociaux les plus pesants assignent un individu. Participer au mouvement des droits

Le sexe des mouvements sociaux

La position marginale et souvent dévalorisée des travaux sur le genre a longtemps entravé la prise en compte de cette variable dans l'analyse des mouvements sociaux. Le poids et la place respectifs des hommes et des femmes dans les mobilisations sont cependant d'une grande importance pour en comprendre les formes d'organisation, les régimes émotionnels et les réertoires d'action.

On a ici l'exemple d'une situation où la réflexivité militante a seule pu venir à bout de cécités académiques. La dynamique des mouvements féministes (*via* des revues comme *Gender and Society*, *Nouvelles Question féministes*) a propulsé ces questions sur l'agenda. Ce qu'on a nommé la seconde vague du féminisme était aussi, pour partie, réaction à des dominations de genre qui s'exerçaient jusque dans les organisations révolutionnaires ou radicales. McAdam le montre dans le mouvement Freedom Summer (1988) de soutien aux Afro-Américains

pour leurs droits civiques. Quand les étudiants mobilisés sortent chaque jour faire campagne pour l'inscription sur les listes électorales, les étudiantes restent dans les *freedom houses* faire cours aux enfants et assurent au retour des hommes la popote du soir. Mais les mouvements « gauchistes » français des années soixante-huitardes eurent aussi fort peu de cheffes. Si une sensibilité à ces rapports de domination s'est diffusée, il peut y avoir loin du discours aux pratiques, comme le montre une ethnographie récente d'un collectif altermondialiste : le patriarcat ordinaire s'y déploie paisiblement, visibilité, décision, autorité se conjuguant au masculin, quand les femmes assurent la logistique et le *care*, et ne signent même pas les brochures qu'elles rédigent [Cervera-Marzal, 2015].

Les travaux de l'équipe de Danièle Keriolet sur le conflit des infirmières françaises en 1988-1989 suggèrent l'intérêt de la notion de « mouvement social sexué ». L'un des paradoxes de cette mobilisation est de s'organiser autour de la revendication de reconnaissance d'une identité et d'une compétence

civiques pour un Noir d'Alabama revient à revendiquer des droits, mais aussi à refuser l'image méprisante du « nègre » à laquelle l'assigne le regard des Blancs, image qu'il a pu intérieurisé sous la forme d'une dépréciation de soi, si douloureusement restituée par des romans de Toni Morrison. Le militantisme constitue aussi une forme d'institution de réassurance permanente d'une identité valorisante car liée à une cause vécue comme transcendant la biographie individuelle. Hunt et Benford [1994] mettent ainsi en évidence, lors d'une observation ethnographique des militants pacifistes texans, ce qu'ils désignent comme jeu de conversation identitaire (*identity talk*). Les conversations entre militants réactivent quotidiennement le sentiment d'appartenance à un groupe élu. Ce bavardage comporte ses figures obligées : récits d'anciens combattants, évocation des traumatismes qui mènent à la révolte — comme ce militant qui se rappelle avec horreur son père commentant les images télévisées de la guerre du Vietnam comme un match de football, de la rencontre qui fait enfin découvrir

professionnelle, sans que cette réclamation se traduise dans des demandes de réforme de statut. Kergoat suggère que cette focalisation sur la reconnaissance d'une compétence professionnelle s'explique par le sentiment que les qualités « féminines » de dévouement, de douceur à l'égard des malades qui appartiennent au savoir-faire des infirmières ne sont précisément pas reconnues comme des preuves de compétence professionnelle mais comme de simples attributs féminins... ce que traduit bien le slogan du mouvement, « Ni nonnes, ni bonnes, ni connes », tout entier bâti contre les stéréotypes de rôle féminin. L'analyse du mouvement suggère aussi que sa composition féminine n'est pas sans lien avec l'importance qu'y prennent les procédures d'assemblée générale, la défiance à l'égard de l'accaparement des responsabilités par des professionnels de la représentation.

Une conséquence de ces analyses, bien illustrée dans le collectif « Le sexe du militantisme » [Fillieule et Roux, 2009], est de faire du genre plus qu'une variable (masculin *versus* féminin) : une « catégorie analytique »

pour « penser ensemble hiérarchie et hétéronormativité des rapports de genre, de même que les interrelations entre genre, système de race, ethnicité, classe, culture et sexualité » [Fillieule et Roux, 2009, p. 28]. Ce sont alors toutes les facettes du militantisme qui gagnent en intelligibilité au prisme du genre. L'observation vaut pour le recrutement (pourquoi les associations de victimes d'attentats ou d'accidents de la route sont-elles souvent dirigées par des femmes ?). Elle fonctionne pour les formes organisationnelles et le *leadership* (place et forme des débats, de l'échange d'expériences ou d'un logos surplombant, valorisation ou non d'un *leadership* héroïque et belliqueux). Elle éclaire la division du travail militant marquée par l'inégal partage des engagements professionnels et domestiques, les asymétries de genre dans les portefeuilles de liens sociaux (la *catnet*), dans leurs potentiels dans l'action. Elle invite enfin à questionner le « façonnage organisationnel genré » qui ouvre aux hommes et aux femmes des carrières et postes fort asymétriques [sur le monde associatif, cf. Rétif, 2013].

L'association adéquate — travail de conversion permanente des expériences quotidiennes dans le langage de la cause sur le mode du *personal is political*, processus clé de connexion entre le nous du mouvement et la définition du je. Identité individuelle et collective ne constituent pas *a priori* deux catégories antagoniques. La participation au collectif offre à l'individu la possibilité de revendiquer de l'appartenance. L'impossibilité de se doter individuellement d'une identité sociale acceptable peut à l'inverse bloquer un mouvement social. L'une des causes de la difficile mobilisation des chômeurs réside dans la difficulté à prendre appui sur une identité peu valorisante et une expérience destructurante pour en faire un support d'action [Cohen et Dunezat, 2018]. La capacité d'un groupe à se doter d'une identité forte et valorisante — fût-elle imaginée — constitue une ressource de première importance pour que ses membres intérieurisent une vision de leur potentiel d'action, que le collectif s'affirme dans l'espace public comme le montre l'analyse des mobilisations paysannes

par Champagne [1990]. Il n'est pas absurde de rattacher ces constats à l'importance que Marx donne au passage à la « classe pour soi », à la prise de conscience collective d'une identité, d'un rôle historique possible.

La référence à l'identité doit, elle aussi, éviter de faire des individus mobilisés des stratégies de chaque instant. Les représentations de la singularité collective ou individuelle ne sont pas des costumes que les agents sociaux choisiraient sur catalogue, endosseraient à leur gré. Ils sont tributaires de leurs propriétés sociales et dispositions. Il arrive aussi que des expériences particulièrement fortes, émotionnelles, de la mobilisation fonctionnent comme une conversion identitaire, menant les individus vers des trajectoires qu'ils n'avaient nullement programmées. L'expérience choc du Freedom Summer vaut d'être à nouveau sollicitée. La comparaison des trajectoires biographiques ultérieures entre militants et « défecteurs » est à cet égard passionnante. Même condensée sur quelques semaines, ce militantisme extrême sera assez fort pour peser souvent de manière définitive sur les biographies. Qu'il s'agisse de participation durable aux mouvements liés aux droits civiques, plus tard au pacifisme, de choix matrimoniaux, de carrières professionnelles marquées par l'instabilité et l'occupation de postes liés à des causes ou au travail social, les destinées des militants se démarquent objectivement de celles des défecteurs, et *a fortiori* de celles des étudiants sans engagements. Outre qu'elles invalident les discours éculés sur les militants des années 1960, tous devenus néolibéraux ou *golden boys*, ces données manifestent la puissance de remodelage identitaire d'expériences limites de mobilisation lorsqu'elles interviennent en des moments où les possibles biographiques sont ouverts.

Mobilisations identitaires

Si la dimension identitaire est partie intégrante des mouvements sociaux, elle y prend une place éminente dans une série de mobilisations spécifiques, obligeant en cela à associer aux « rétribution du militantisme » une acception large, qui englobe l'estime de soi, le sentiment de sa dignité, des sensations valorisantes.

Cette centralité de l'identitaire est à l'évidence le cas dans les mouvements nationalistes dont l'enjeu — s'il comporte toujours des dimensions matérielles — est précisément d'obtenir la reconnaissance d'une identité sous la forme « absolue » de la souveraineté étatique ou de l'autonomie juridique du groupe. À partir de l'étude des mouvements antialcooliques et prohibitionnistes aux États-Unis, Gusfield [1963] a mis en évidence une autre catégorie de mobilisations, fortement ancrée sur une dimension identitaire : les *mouvements de statut*. Dans ces mobilisations, l'enjeu est de préserver le statut social

d'un groupe, c'est-à-dire son prestige, la considération qu'il estime mériter. Le processus passe par l'affirmation — ou la réaffirmation, compte tenu de la dimension réactive de ces mouvements, souvent liés à des collectifs en déclin social — des valeurs et du style de vie du groupe posés comme les normes légitimes de comportement. Les mouvements pour la tempérance aux États-Unis seront d'abord au début du XIX^e siècle le fait des patriciens fédéralistes, réagissant contre la montée des parvenus de l'ère jacksonienne. Cinquante ans plus tard, le centre de gravité du mouvement se déplace vers les classes moyennes protestantes, rurales, « natives » des États-Unis dans leur mobilisation contre le poids jugé menaçant des nouveaux immigrants, catholiques et urbains. Dans les deux cas, le principe de la mobilisation est identique. Un trait culturel du groupe, ici la tempérance liée à une forme d'athlétisme moral protestant, est érigé en vecteur d'une essence de l'américanité. Le prohibitionnisme permet à la fois au groupe de se poser en incarnation des valeurs de l'identité nationale et de stigmatiser parvenus ou classes dangereuses, intemperantes, moralement désarmées, assez *unamerican* pour nécessiter le magistère moral du groupe dépositaire de l'essence identitaire de la communauté.

La dimension identitaire prend encore une place singulière dans le travail de mobilisation des groupes qui se heurtent à une forte *stigmatisation* et doivent gérer des images sociales très négatives. En raisonnant sur le cas des communautés homosexuelles, on peut émettre l'hypothèse qu'une mobilisation de ces groupes passe par un moment identitaire initial où le militantisme ne se déploie pas tant « contre » un adversaire que comme travail du groupe sur lui-même. Dans le cas des lesbiennes américaines, analysé par Verta Taylor et Nancy Whitter [in Morris et McClurg-Mueller, 1992], cette action passe par la mise sur pied d'un réseau d'institutions communautaires dans les domaines des loisirs, de la culture, de la santé, de la presse. Ce réseau constitue lui-même le support d'un travail symbolique qui construit contre le stigmate — ou en le valorisant — une identité lesbienne positive. Nécessaire, cette étape de « célébration » identitaire peut aussi enfermer le mouvement dans un ghetto communautaire que conteste le mouvement *queer* américain en soulignant les tensions entre polarités libératrices et carcérales de l'identité. Pour les *queers*, les relatifs succès des mobilisations ont paradoxalement abouti à transformer en ghetto identitaire le mouvement homosexuel. La tâche des activistes deviendrait désormais — au risque, disent ses adversaires, de perdre les acquis — de déconstruire une identité devenue prison, d'ébranler toute vision essentialiste des identités sexuelles, en mettant en évidence, via l'attention à la bisexualité ou à la transsexualité, le flou constitutif de toute identité, même sexuelle [Gamson J., 1995].

Mary Bernstein [1997] souligne aussi combien les mobilisations homosexuelles peuvent offrir un outil fécond de compréhension de la composante identitaire. Faut-il afficher avec flamboyance une identité de rupture, revendiquer une différence irréductible que peuvent symboliser les *drag-queens* en tête de cortège ? Vaut-il mieux, pour obtenir des réformes ou des lois, souligner au contraire la similitude, le désir des homosexuel(le)s de pouvoir, comme les hétérosexuels, vivre sans raser les murs et sans problème juridique une relation sexuelle et amoureuse épanouie ? À partir d'une comparaison entre plusieurs villes et États fédérés des États-Unis, Bernstein montre bien en quoi les modes d'expression de la dimension identitaire sont inséparables d'une structure d'opportunités politiques (*cf. infra* p. 90). Bernstein suggère pour cela de prêter attention à diverses dimensions de l'identité. L'identité peut être pensée comme le sentiment d'appartenir à un nous, une *ressource* de consolidation (*empowerment*) de tout groupe mobilisé. Elle peut en second lieu être le *but* d'un travail d'affirmation dans l'espace public d'un groupe stigmatisé. Mais l'identité peut encore être pensable comme une *stratégie* de l'action collective. Pour les homosexuels, le jeu stratégique peut consister à mettre en avant, avec humour ou agressivité, le stigmate du « fléau social » ou, alternativement, la revendication plus consensuelle d'un droit à la conjugalité paisible. Le recours à une stratégie dépend moins de différences radicales entre organisations homosexuelles que de facteurs comme le degré de structuration d'une communauté gay, le potentiel de réformes ouvert par le système politique local, l'existence ou non de groupes homophobes organisés. Les stratégies agressives de « célébration » identitaire se déploient avant tout quand les homosexuels sont confrontés à la tâche initiale de cristalliser la communauté, ne disposent d'aucun relais dans les institutions politico-administratives. À l'inverse, quand existent à la fois une communauté homosexuelle organisée et des relais politiques (comme dans le Vermont ou des élus démocrates du parlement d'État revendiquent leur homosexualité), des stratégies « éducatives » sont plus fréquentes. Les homosexuels y banalisent leur identité.

L'attention portée par les sociologues à l'identité soulève enfin la question de leurs références théoriques. Elles doivent aider à penser l'identité comme un processus et non comme une substance. Elles devraient aussi explorer les voies d'un commerce fructueux entre la sociologie et les apports d'une psychologie qui ne se réduise pas à la description de la plomberie cognitive qui conduirait forcément au calcul rationnel. Les pistes suggérées par Serge Moscovici [1979] à partir du cas Soljenitsyne, un modèle du comportement des « minorités actives » et des formes et limites de leur pouvoir d'attraction, peuvent sembler plus fécondes.

Vers une économie des pratiques

Une sociologie empirique du militantisme constitue l'un des terrains les plus féconds pour cantonner à ses justes proportions le modèle de l'*homo oeconomicus* calculateur comme principe explicatif de mouvements sociaux. La sociologie de Pierre Bourdieu [1994] offre sur ce terrain une conceptualisation particulièrement forte.

Toute sociologie des mouvements sociaux est confrontée à une variété de situations dans lesquelles tantôt la dimension du calcul d'avantages matériels est observable, tantôt dominent des motivations plus désintéressées. Il est possible de se cantonner à une explication économique, soit en attribuant à d'autres disciplines (psychologie) les cas qui résistent au modèle, soit en les faisant entrer de force dans le modèle en appelant « incitations sélectives » les dimensions identitaires ou symboliques. Il est plus fécond de rechercher une théorie de l'action attentive à la diversité des mobilisations et donc assez plastique pour la prendre en compte. Trois séries de considérations peuvent aider à avancer dans cette voie. La première consiste à prendre au sérieux la diversité des mondes sociaux, des *champs* dans lesquels se développent les mobilisations. La socialisation dans et à ces univers engendre des systèmes de dispositions (*habitus*), des investissements — avec toutes les connotations de ce terme — profondément différenciés. La notion d'*illusio*, comme croyance, investissement d'énergie et de désir, fondatrice de l'appartenance à un champ social, peut aider à comprendre que des individus placés dans des champs différents puissent désirer des formes de reconnaissance, des biens incomparables entre eux. Cette *illusio* peut prendre la forme de comportements explicitement antiéconomiques qu'illustrent les sociétés régies par l'honneur où « tenir son rang », préserver son prestige peut conduire familles et groupes à la ruine. Des segments du monde intellectuel ou artistique illustrent également la spécificité d'espaces sociaux où des croyances partagées font considérer comme dévalorisantes certaines formes de réussite matérielle, de consécration par d'autres que les initiés.

Ce cadre théorique suggère en premier lieu que rendre compte du militantisme ne saurait ligoter dans un dilemme entre désintéressement et calcul. Étudiant le personnel des ONG humanitaires, Pascal Dauvin et Johanna Siméant [2002] illustrent bien la manière dont des engagements marqués par le dévouement et souvent le courage contribuent à la construction de l'estime de soi, et ne sont nullement incompatibles avec l'existence de retombées matérielles.

Ce point de départ permet de dépasser la notion réductrice de rationalité comme calcul coûts/avantages, pour lui substituer le critère de l'action *raisonnable*, dont les acteurs ou l'analyste peuvent rendre

raison. La violente manifestation communiste organisée en 1954 contre la présence en France du général américain Ridgway ne peut s'expliquer dans le modèle du calcul rationnel. Réintégrée dans l'univers de la sociabilité communiste, pensée en relation avec le plaisir de manifester dans la rue la force du parti, d'exprimer un idéal de virilité propre au monde ouvrier, de régler des comptes avec les forces de police, cette action retrouve un sens, redevient raisonnable au sens d'adéquate à un univers de significations. La participation à l'action collective peut aussi être raisonnable, et même rationnelle, sans que cela suppose de la part des acteurs un processus réfléchi de délibération ou de calcul. La force de l'émotion, les réactions issues des *habitus* suffisent souvent à provoquer des engagements inspirés par la solidarité, l'indignation, un sens pratique qui n'implique pas une posture comptable. « Il y a une économie des pratiques, c'est-à-dire une raison immanente aux pratiques qui ne trouve son origine ni dans les "décisions" de la raison comme calcul conscient, ni dans les déterminations de mécanismes extérieurs et supérieurs aux agents [...]. Faute de reconnaître aucune autre forme d'action que l'action rationnelle ou la réaction mécanique, on s'interdit de comprendre la logique de toutes les actions qui sont raisonnables sans être le produit d'un dessein raisonné ou, à plus forte raison, d'un calcul rationnel » [Bourdieu, 1994].

L'enjeu n'est pas de nier l'apport possible de l'économie. De nombreux cas de mouvements sociaux (et sans doute plus encore d'absence de mobilisations) peuvent être mieux compris en prenant en considération les enjeux matériels et les calculs qu'y associent les agents sociaux. L'approche sociologique invite plus simplement à prendre en compte le poids éminemment variable du calcul « rationnel » et de la quête du profit matériel parmi la diversité des mobilisations et de leurs sites de développement. Elle demande aussi, là même où une lecture « économique » semble pertinente, d'expliciter comment des dispositions calculatrices naissent, sont intériorisées, bref de considérer de telles attitudes comme un fait à expliquer, non comme une explication.

VII / Systèmes politiques et configurations d'interdépendance

L'importance du politique est bien présente dans les travaux fondateurs de la mobilisation des ressources. Les typologies d'Oberschall, la distinction qu'opère Tilly entre des groupes qui ont un accès aux espaces de décision de la *polity* et ceux qui en sont exclus en sont la preuve. Le classique de McAdam [1982] sur le mouvement noir des droits civiques aux États-Unis marquera une avancée. Le concept de « processus politique » lui permet de critiquer la vision trop structurelle de la mobilisation des ressources. Il le fait en réévaluant la capacité autonome des groupes, même démunis, à se doter de croyances mobilisatrices, à construire des alliances. Il s'attache aussi à penser la mobilisation comme processus tactique, fluide, avec et contre une pluralité d'autres acteurs.

C'est ces dimensions que ce chapitre s'attache à analyser, en soulignant un double défi. Le premier pourrait se traduire dans une invite à plus d'attention à l'État, aux outils et réertoires — bien plus variés que la charge de CRS — par lesquels il répond aux mobilisations. Le second serait, complémentairement, de ne pas penser pour autant la dimension politique des mobilisations comme un face-à-face État/groupes mobilisés. L'art, la part créative d'une politique protestataire résident aussi dans le fait de trouver des alliés, d'inventer des connexions dans un écosystème institutionnel et social peuplé d'acteurs multiples, compliqué par les processus de mondialisation.

Les réertoires du « policer »

Les pouvoirs publics disposent d'une vaste gamme de moyens pour « policer » les mobilisations, c'est-à-dire pour les réprimer, les contrarier, les canaliser dans des formes d'expression et de revendication tenues pour acceptables.

Réprimer et contenir

Le rôle de la police et des forces de « répression » constitue l'outil d'action de l'État sur les mobilisations qui vient le plus immédiatement à l'esprit. Il est de fait central, l'intensité de la répression étant un signal fort et clair que les autorités peuvent adresser à un groupe mobilisé, comme dans le cas extrême du massacre de Tian'anmen en 1989. Une riche littérature s'est développée sur ce terrain, qui suggère de façon contre-intuitive une « civilisation » — au sens eliasien — de l'usage de la force. En perspective longue, les comportements de la police tendent à minimiser les formes les plus violentes de la contrainte physique pour y substituer des stratégies d'intimidation, de tenue à distance des manifestants [Bruneteaux, 1995]. Della Porta et Reiter [*in* Fillieule et Della Porta, 2006] suggèrent un processus de glissement d'une « police de gouvernement » à une « police des citoyens ». Les stratégies de confrontation brutale se réduisent au profit d'un maintien de l'ordre négocié, où cortèges et actions se déploient selon des parcours et modalités débattus, où le manifestant n'est plus une menace à l'ordre mais un citoyen qui doit faire un usage raisonnable de son droit d'expression. Un modèle plus récent émergerait. Le travail de la police « informative » combine les recettes classiques de surveillance et de connaissance des activistes (fichage, suivi de la presse et des sites Web) avec un développement des outils de surveillance de l'espace public (caméras, drones) pour identifier et isoler les protestataires dont les pratiques violentes rompent le consensus négocié. Les chiffres déclinants de blessés et *a fortiori* de morts dans les manifestations, les changements dans l'équipement des policiers (tenues « RoboCop » protectrices mais facilitant peu les charges longues) illustrent ces évolutions. Ces tendances générales n'excluent en rien bavures ou dérapages violents que favorise une culture souvent viriliste des forces policières. Le niveau élevé de violences et de manifestants blessés en 2018-2019 dans le mouvement des Gilets jaunes semble démentir ces tendances. Il signale d'abord une exception, sans doute une arriération française. Alors que le maintien de l'ordre avait considérablement évolué aux lendemains de 1968, la gestion française de la police est désormais en double décalage sur ses homologues européennes. Banales en Europe du Nord [Wahlström, 2007], les pratiques comme l'envoi de policiers en uniforme pour discuter et apaiser au sein même des rassemblements sont étrangères au maintien de l'ordre à la française. Il fait par contre usage d'armes, exclues dans la plupart des pays européens, qui, pour être « non létales », n'en provoquent pas moins des blessures graves. Le savoir-faire manque aussi pour circonscrire les groupes violents : les tactiques de « nassage » et de « gazage » frappant indistinctement tous les manifestants aboutissent souvent à augmenter le nombre des participants agressifs. Si on ajoute à cela la large impunité

des violences policières, la montée de comportements violents au sein des manifestants — par choix politique, exaspération devant le peu d'effets de mobilisations paisibles ou réactions de rage ou d'honneur viril après avoir subi des brutalités —, on a là une partie de la recette d'un exceptionnalisme.

Formater et négocier

Le pouvoir de l'État réside aussi dans sa capacité à fixer les cadres juridiques de l'action collective : conditions d'exercice du droit de grève, du droit de manifester (interdiction de masquer son visage, obligation d'une déclaration préalable). Une loi « anti-casseurs » de 1970 instituait une responsabilité solidaire des manifestants en cas de violences, une autre loi du même nom a tenté en 2019 de donner aux préfets le droit d'interdire à une personne tenue pour suspecte de manifester.

Le pouvoir d'influence de l'État sur les mobilisations prend des formes plus euphémisées, plus coopératives. Contre la routinière opposition entre État et société civile, il faut rappeler que celle-ci est aussi instituée par le premier nommé. Les pouvoirs publics peuvent ainsi définir des conditions de représentativité qui favorisent ou stabilisent l'influence de certains syndicats, en écartant d'autres, minoritaires, par des seuils minimums de suffrages. Ils peuvent instituer des ordres professionnels qui gèrent les problèmes d'un secteur d'activité. L'octroi de subventions, leur renouvellement une fois qu'elles sont devenues une base des financements, constitue un autre moyen d'influence douce. La cooptation pour siéger dans des commissions, instances de régulation, est encore une autre manière de reconnaître des groupes mobilisés, d'en ignorer d'autres. Ouvrir ou fermer le droit d'ester en justice est une autre variable. Si cette possibilité peut être une source de déconvenues pour les pouvoirs publics, elle peut aussi déplacer l'action collective de la rue vers les prétoires, donner primauté à l'expert sur le militant. En permettant à certains groupes d'accéder à des espaces de discussion, parfois de décision, les pouvoirs publics jouent aussi d'une politique de l'appriovisement où, souvent, la participation à la décision suppose d'entrer dans des logiques de compromis qui peuvent aussi supposer de renoncer à des revendications radicales. L'ouverture d'un ensemble d'instances délibératives aux mouvements écologistes suédois [Thörn et Svenberg, 2016] les a ainsi placés dans une situation périlleuse. Faut-il tenter de peser en participant au jeu des politiques officielles de « responsabilisation » qui invitent consommateurs et entreprises à agir (trier, ne pas gaspiller), en évacuant de fait les causalités systémiques et les inégalités de responsabilité dans le « tous pollueurs, tous actifs » ? Ou faut-il, au risque de se marginaliser et de sembler « radical », cibler de gros pollueurs, mettre en cause un système de production ? À long

terme, ces modes d'influence s'avèrent en démocratie plus décisifs que la répression. Il existe par exemple [Giugni, 1996] une tendance au mimétisme entre les structures des organisations protestataires et celles des États dans lesquels elles opèrent, qu'il s'agisse de s'adapter aux découpages des ministères et agences publiques, aux cadres administratifs du territoire. Centralisé en France, le WWF est décentralisé au niveau cantonal en Suisse.

Des outils aux structures

Pour être éclairant, l'inventaire des répertoires et outils par lesquels la puissance publique canalise et constraint les formes de la mobilisation risque de s'allonger dans un catalogue infini de variations nationales. Les chercheurs n'ont pas manqué de chercher à construire des typologies et des concepts plus synthétiques, plus structuraux.

Systèmes ouverts et fermés

Partant d'un questionnement sur les effets des mobilisations en matière de politiques publiques dans le domaine du nucléaire, Kitschelt [1986] élabore une typologie des systèmes politiques selon leur degré de réceptivité aux demandes des groupes mobilisés. Ces indicateurs d'ouverture vont intégrer le degré de fragmentation partisane (existe-t-il un grand nombre de partis au Parlement, rendant même de petites formations indispensables au maintien d'une coalition ?), le poids réel du législatif. Le modèle considère aussi l'existence de lieux de concertation donnant aux groupes de pression et mouvements sociaux une voix au chapitre sur la définition des politiques publiques. Un système fermé aura donc un exécutif reposant sur une majorité stable d'un ou deux partis, un Parlement sans grands contre-pouvoirs, un exécutif et des administrations peu enclins à partager la décision ou à la diluer dans trop de concertation. Les traits inverses définissent un système ouvert. Mais le modèle de Kitschelt est plus sophistiqué. Il pose la question des résultats que peut obtenir un mouvement social. Ils peuvent être *procéduraux* : gagner l'accès à des lieux de discussion, le statut d'interlocuteur légitime. Ils peuvent être *substantiels*, affectant le fond des politiques, des lois et choix. Ils peuvent enfin être *structurels*, en modifiant la configuration du jeu politique lui-même (rupture de coalition parlementaire, élections anticipées). Au-delà d'une distinction au niveau de l'accueil fait à des demandes (*inputs*), Kitschelt invite à cartographier aussi des résultats (*outputs*) en termes de politiques publiques. Certains systèmes politiques ont une forte capacité en ce sens parce que stables, centralisés, dotés d'une administration efficace,

sans grands contre-pouvoirs pour freiner leur action. La France de la V^e République en serait un exemple, illustré par le « plan Messmer » de 1974 qui fera basculer la production électrique dans le tout-nucléaire. Ailleurs, des équipes gouvernementales divisées, un multipartisme important, un système fédéral ou de puissants contrepoids peuvent au contraire limiter les *outputs* clairs. Kitschelt synthétise alors son analyse dans une typologie simple.

Mobilisations et politiques publiques : une typologie

Structure des <i>outputs</i> (capacité à conduire des politiques publiques)	Mode d'accueil des demandes (<i>inputs</i>) politiques	
	Système ouvert	Système fermé
	Système fort	Suède
	Système faible	États-Unis
		France
		Allemagne

Dans un modèle « ouvert-fort », illustré par la Suède, on observe une stratégie assimilative. Les pouvoirs politiques sont attentifs aux mobilisations. Les mouvements sociaux obtiennent des gains substantiels et procéduraux. En contrepartie, le jeu des concessions, l'intégration de la protestation limitent le développement de mouvements hors système. Le modèle « ouvert-faible » propre aux États-Unis est proche du précédent. Ici aussi, *via* le lobbying institutionnalisé, une logique assimilative prévaut et permet des gains procéduraux significatifs. Les gains substantiels sont plus ambigus, du fait du pouvoir des juridictions, d'une structure fédérale qui amortit et réduit la possibilité d'impulser une politique partout cohérente. La France incarne un modèle « fermé-fort » inverse du modèle suédois. Ici domine une logique de confrontation, illustrée par Superphénix ou Plogoff. Les mouvements écologistes obtiennent peu de concessions ou même d'écoute. Ils exercent donc sur le système politique de fortes pressions, soit par une conflictualité élevée, soit en tentant de pénétrer un système partisan perçu comme étanche par la création de partis verts. Si le modèle « fermé-faible » de l'Allemagne a des parentés avec le modèle français, il s'en démarque par un plus grand mix entre stratégies de confrontation et marges assimilatives de discussion. Kitschelt n'est pas aveugle aux dimensions réductrices de son modèle : les binômes ouvert/fermé, fort/faible sont simplificateurs. La question peut aussi être posée d'un fonctionnement toujours identique de ces couples. Fort-fermé sur les politiques du nucléaire, le système français a aussi été fort-ouvert pour répondre aux mobilisations des jeunes agriculteurs dans les années 1960.

La structure des opportunités politiques

Le respect de la chronologie scientifique oblige à dire que Kitschelt ne fut pas le premier à penser ces dimensions structurelles du politique. Dans une étude sur les conditions de développement des mobilisations des Afro-Américains dans une quarantaine de villes des États-Unis, Eisinger [1973] teste l'hypothèse selon laquelle, à côté des ressources du groupe mobilisé, doivent être pris en compte « les ouvertures, les points faibles, les barrières et les ressources du système politique lui-même ». Recourant lui aussi aux métaphores de l'ouvert et du fermé, il va classer les systèmes locaux de pouvoir en prenant en compte des variables comme la présence (ou non) d'élus noirs dans les gouvernements locaux, le recours (ou non) aux programmes fédéraux de réhabilitation de l'habitat dégradé. L'existence d'une « ouverture » des autorités locales aux protestataires et à leurs demandes apparaît bien comme une variable qui stimule la mobilisation. Cette démarche d'analyse sera reprise par McAdam [1982] sur le mouvement des droits civiques, puis par Tarrow [1989] sur le « Mai rampant » italien. En synthétisant des conclusions et hypothèses développées par divers auteurs depuis les années 1970, la notion de structure des opportunités politiques (SOP) va s'imposer comme un concept clé de la sociologie des mouvements sociaux à la fin des années 1980. Son objectif fondamental est de rendre compte du fait qu'à niveaux de mobilisation comparables les effets d'un mouvement peuvent être considérablement différents en raison des facteurs propres au système et au champ politiques au moment du mouvement. Le consensus des chercheurs peut se synthétiser sur quatre éléments de définition.

Désormais familier, le premier tient à *l'ouverture du système politique*. En fonction de la culture politique et de l'état des droits, des orientations des gouvernants et des dispositifs de concertation, la tolérance et la prise en compte des activités protestataires varieront considérablement. Manifester expose à plus de risques au Caire qu'à Oslo. La porosité des partis politiques à la cooptation de porte-parole mouvementistes n'est pas la même à Hong-Kong ou Khartoum qu'à Paris, où Fadela Amara ou Harlem Désir ont pu être intégrés dans des équipes gouvernementales.

Le second élément, déjà identifié par Kitschelt, tient au *degré de stabilité des alliances politiques*. Plus les majorités politiques sont simples et stables, plus les rapports de force politiques sont figés, et moins les mouvements sociaux peuvent espérer tirer profit des jeux partisans pour se faire entendre. McAdam [1982] montre qu'une des raisons du succès du mouvement des droits civiques aux États-Unis dans les années 1960 tient à ce que le poids des Noirs dans le corps électoral progresse, y compris au Nord du fait de migrations. Un électorat noir républicain émerge. Cela suscite un double mouvement d'ouverture au vote de lois antiségrégationnistes et d'attention au vote noir, y compris au sein d'un

Parti républicain jusque-là coupé de ces électeurs. L'Italie de cette époque, avec un puissant Parti communiste hors jeu et la centralité durable de la Démocratie chrétienne, donnerait une configuration inverse, imperméable aux demandes des mouvements sociaux.

En simplifiant la synthèse de Tarrow, une troisième variable concerne la question de la division des élites et de *forces relais à des positions stratégiques*. Une mobilisation peut-elle trouver des relais ou des complaisances intéressées dans tel ou tel segment de l'appareil d'État, du monde intellectuel ? Lorsque, à l'hiver 1994, le Premier ministre Balladur reçut l'abbé Pierre à Matignon, au milieu d'une vague d'occupations d'immeubles parisiens, sa sollicitude soudaine pour les sans-logis n'était pas sans rapport avec l'identité du maire de Paris, un certain Chirac, concurrent dans la présidentielle à venir. À l'inverse, certaines revendications ou mobilisations peinent à trouver des relais, comme l'illustre en 2019 la défiance d'une majorité des formations politiques, mais aussi des éditorialistes et des juristes ayant accès aux médias, devant la demande d'introduction dans la Constitution d'un référendum d'initiative populaire. Un ultime critère renvoie enfin à la *capacité* des institutions à *développer des politiques publiques*. La structure institutionnelle la plus ouverte aux mobilisations, la bienveillance de tel groupe influent sont de peu de secours quand les ressources pratiques pour traduire une sympathie en actes font défaut. Quand un ministère n'a pas ou guère de personnels et de services (Droit des femmes, Environnement) son action ne peut être que faible. Quand une politique ne sait pas anticiper sur ses destinataires parce que cela requiert de remplir d'intimidants dossiers ou de risquer la stigmatisation (importance des « non-recours » au RSA), quand elle peut être entravée par des contre-pouvoirs (résistance d'États fédérés à l'« Obamacare » aux États-Unis), les succès des mouvements sociaux peuvent n'être que cosmétiques.

Concept ou mot-valise ?

L'avancée que représente la notion de structure des opportunités politiques comme invitation à prendre en compte les mécanismes institutionnels et les logiques partisanes n'est pas contestable. La notion présente aussi beaucoup d'ambiguïtés, au point qu'on ait pu suggérer [Fillieule, 2005] qu'elle méritait plus un requiem qu'un hymne. Comment ne pas relever d'abord le bizarre attelage de « structure d'opportunités » ? Le premier terme suggère la stabilité, la continuité, la solidité, quand le second renvoie à une chose changeante, fluide. De façon plus gênante, les usages de la notion sont souvent objectivistes : ils posent la SOP comme un fait objectif, mesurable et intelligible à tous. Certes, la notion d'opportunités politiques fait sens empiriquement. Une période préélectorale, un gouvernement discrédité par des scandales,

cela affecte les chances d'une mobilisation. Mais la notion comporte aussi une face subjective. Les opportunités sont perçues. Elles peuvent l'être avec une intuition juste et fulgurante. Mais existent aussi les erreurs d'évaluation grossières qui produiront là une action aventuriste, feront rater ici une occasion tenue pour rétrospectivement évidente ou rendront l'improbable possible. Un papier fameux de Kurzman [1996] éclaire le cas de la révolution iranienne. Alors même que le régime du Shah disposait de fortes capacités de résistance, l'exaltation, la foi en une victoire tenue pour accessible voire divinement promise finiront par fonctionner comme prophétie autocratrice.

Enfin, dans la logique du concours du petit inventeur de concept qui sévit parfois en sciences sociales, on a vu la notion s'ouvrir et se décliner avec l'invocation d'une structure des opportunités idéologiques, d'une structure des opportunités économiques sur des mobilisations visant des firmes. Chacune de ces dimensions importe. Mais un concept qui absorbe tout devient éponge et n'a plus guère de pouvoir explicatif. On fera donc la suggestion, tout en gardant la plus grande attention à des cadres structurels de repeupler l'analyse politique des mobilisations de plus de protagonistes, d'y introduire comme une ressource politique clé le sens tactique et stratégique des groupes mobilisés.

Prendre au sérieux la multiplicité et l'hybridité des acteurs

Dans une formule choc, Nietzsche relevait : « Quand on croit à "cause" et à "effet", on oublie toujours l'essentiel : ce qui se passe. » Les sciences sociales ont besoin de causes et d'effets, mais le saisir suppose de plonger dans le détail de ce qui se passe. Or, y compris et d'abord pour penser la dimension politique, celle qui se traduit en décisions du pouvoir en prises de position partisanes, il faut élargir le cercle des protagonistes. On en suggérera quelques-uns, laissant à d'autres développements (*cf.* p. 109-110) la question des médias comme relais, outils de coordination et metteurs en récit des mobilisations.

Élargir la vision du jeu

Penser la dimension politique des mobilisations, c'est d'abord mettre le projecteur sur un processus sous-analysé : les échanges mouvements-partis [Goldstone, 2003 ; Fillieule et Neveu, 2019]. Tout comme elle avait erronément dissocié le syndicalisme des mouvements sociaux, une vision enchantée de ces derniers tend à les séparer radicalement de l'univers — impur ou cynique ? — des partis. Si la distinction analytique est indispensable, elle ne saurait faire oublier que beaucoup

des partis (sociaux-démocrates, agrariens) sont nés de mouvements sociaux, y compris « nouveaux » (Verts), qui tantôt portaient la parole de groupes marginalisés par le système politique, tantôt introduisaient en politique des enjeux inédits. Alors qu'une tendance forte demeure depuis les années 1970 à la défiance devant toute captation des mobilisations par un parti, la place prise par des structures qui revendiquent explicitement d'hybrider mouvement et parti (Insoumis, Podemos, Cinque Stelle) redonne une actualité à ces enjeux. L'espace des interactions entre pôles partisan et mouvementiste [Schwartz, 2010] intègre la conflictualité frontale quand des mouvements prennent des partis comme cibles (convention nationale démocrate de Chicago en 1968) ou que les partis s'emploient à discréditer ou réprimer un mouvement. Mais les relations les plus courantes sont celles que les biologistes nomment symbiotiques, où deux organismes entremêlent leur développement dans une relation qui va de la contiguïté à l'interdépendance *via* le parasitisme. Un parti peut tenter de prendre le contrôle d'une mobilisation, d'y instrumentaliser une faction. Un mouvement social — féministes états-unien(ne)s au sein du Parti démocrate — peut installer une petite garnison de ses proches dans un parti aux structures suffisamment molles pour se prêter à cette opération. On a vu, avec Samobroona (« Autodéfense ») en Pologne [Pellen, *in* Fillieule et Neveu, 2019], un mouvement de défense de paysans glisser de la forme syndicale à celle de parti, et *vice versa*. Un parti peut avoir intérêt à ce qu'une partie de ses militants — on parle alors de *party in the street* — restent liés à un mouvement pour en faire remonter les idées, pouvoir converger avec lui, en coopter les leaders et leur capital symbolique. Un parti peut aider en sous-main un mouvement dont les thèmes correspondent à son agenda, comme le fit le PS avec SOS Racisme [Juhem, 1999]. Inversement, un mouvement social qui, par la pression agressive ou la négociation, entre dans des logiques de transaction avec des partis y gagne souvent en capacité à faire aboutir ses demandes et visions. L'efficacité du Tea Party aux États-Unis en est l'illustration.

Une autre catégorie d'acteurs mérite attention. S'y imbriquent des institutions dont le dessein est de développer des propositions de politiques publiques en réponse à des problèmes sociaux (*think tanks*) et d'autres qui jouent davantage un rôle de négociateurs entre protagonistes, de facilitateurs finançant des projets (fondations). L'exploitation des forêts tropicales, contestée par des mouvements écologistes, en donne un exemple [Bartley, 2007]. De grandes fondations (Ford, Rockefeller) vont jouer un rôle de médiateur, parvenant à mettre autour d'une même table des groupes écologistes, des exploitants de forêts, les grands acteurs du marché du bois. La discussion va aboutir à proposer une politique de certification (le petit arbre du logo FSC) qui garantit que les bois viennent de forêts exploitées avec durabilité. Le sociologue

n'a pas la compétence pour jauger des vertus écologiques de cette politique. Il peut objectiver deux de ses effets. Les mouvements sociaux les plus critiques (Robin des bois) sont sortis du jeu, et les propositions les plus novatrices (retour financier aux communautés indigènes) ont été escamotées. La démarche relève aussi d'une politique de dépolitisation, au sens où la gestion d'enjeux écologiques majeurs est explicitement soustraite aux États, au profit de régulateurs privés modestement équipés pour veiller à l'application de leurs normes. Loin d'être un cas singulier, ces modes de réponse à des revendications jouant de mécanismes privés de marché et de certification, de tours de table entre mouvements, fondations et acteurs économiques se banalisent. Ces évolutions soulignent aussi la manière croissante dont des entreprises, les plus mondialisées au premier chef, sont présentes dans ces jeux d'interdépendance. Elles sont les cibles d'actions qui mettent en cause des menaces qu'elles peuvent faire peser sur l'environnement ou la santé publique, des manquements à leurs obligations fiscales ou au respect des droits des salariés. Mais elles ne sont pas passives. Elles contre-attaquent volontiers, poursuivant critiques et lanceurs d'alerte. Elles rentrent aussi dans des jeux de compromis en promettant de bonnes ou de meilleures pratiques. Jusque dans des logiques économiques, elles peuvent jouer de collusions avec des mouvements sociaux. En Grande-Bretagne, une petite chaîne montante de vente de surgelés, Iceland, ira au-devant des demandes de mouvements écologistes pour refuser de vendre des aliments OGM, obligeant de fait ses concurrents à s'aligner sur ce marqueur « vert » [Schurman, 2004]. Mais les interactions avec mouvements et causes peuvent être plus feutrées, plus instrumentales aussi. En parrainant des événements (courses « ruban rose » contre le cancer du sein), en proposant des services marchands (produits bio, recyclage de déchets), des entreprises peuvent adopter des causes, montrer qu'elles répondent à des thèmes qui mobilisent [King et Busa, 2017]. Sans préjuger de la sincérité ou de la qualité de leurs apports, ceux-ci ont souvent en commun de ne guère bousculer le *statu quo*. Quand le cancer du sein frappe une femme sur huit, le défi est-il de sensibiliser ou d'identifier la part de causes venant de polluants environnementaux, voire de cosmétiques ? Le qualificatif d'instrumental n'est pas inconvenant quand, avec l'appui de cabinets spécialisés, des entreprises inventent une société civile hors sol. Là, d'un simple clic lors d'une visite sur le site de Friends of Glass, on devient membre d'une organisation de défense des récipients en verre, invoquée par les industriels. Ailleurs, des paysans latino-américains, qu'on vit manifester pour les plantes OGM lors d'un sommet de la Terre, avaient bénéficié d'un financement Monsanto pour se déplacer.

Repeupler la configuration d'interactions dans laquelle les mouvements sociaux tentent de peser sur décisions et politiques publiques, c'est

Quels mots pour le dire ?

L'exploration des mouvements sociaux a graduellement rendu visibles des personnages hybrides, comme le haut fonctionnaire militant, le militant s'installant dans les compétences du lobbyiste, l'intellectuel de fondation jouant au médiateur entre mouvements sociaux et entreprises. Elle a fait ressortir la multiplicité des zones de flou entre groupes de pression, *think tanks*, mouvements sociaux. Cela fait écho aux analyses de Kriesi sur la variété des organisations gravitant autour des mouvements sociaux : les unes mobilisent dans la confrontation, les autres pour produire directement services et solutions. Certaines sont hautement militantes, d'autres sont plus des prestataires de services dont les adhérents sont de quasi-clients. Quels concepts peuvent éclairer ce flou et cette complexité ? Curtis et Zurcher évoquaient dès 1973 une notion de « champ multi-organisationnel ». En France, la notion d'« espace de la cause de », proposée par Bereni [in Bard, 2012] pour le féminisme, a eu plus d'écho. L'objectif du concept est — comme celui de champ — de penser les tenants d'une cause comme étant différenciés par des ressources et positionnements variés, plus encore de souligner qu'elles et ils ne sont pas uniquement présents dans les troupes des mouvements sociaux

stricto sensu. La notion aide à penser les articulations d'un mouvement avec ses alliés. Mais « espace » peut se voir objecter la mollesse qu'on trouve aussi dans beaucoup d'usages de « réseau » ou « configuration ». Plus encore, le lien au champ est contestable. Les mouvements sociaux en général ne répondent pas aux critères du champ, mais mettent en relation des acteurs de champs différents (politique, étatique...).

À défaut d'une recette magique, deux alternatives sont envisageables. L'une consiste, sur une mobilisation spécifique, à construire ce que Hilgartner et Bosk [1988] nomment le « réseau d'opérateurs », soit l'ensemble des institutions et acteurs investis sur le problème public concerné, option qui élargit la focale de la mobilisation à son espace d'interdépendances. L'autre peut être, comme le fait Ray [1998] dans une comparaison des marges d'action des mouvements féministes à Bombay et Calcutta, de privilégier la notion bourdieusienne de champ pour saisir quels agents et institutions entrent en relation, hostile ou favorable, avec une mobilisation [Ancelovici, 2009]. Cette option a une limite. Sauf à donner de la notion — comme les « champs d'action stratégique » de Fligstein et McAdam [2012] — une définition étirée jusqu'à lui ôter beaucoup de contenu sélectif, tous les groupes ou acteurs auxquels se confronte une mobilisation ne sont pas assignables à un champ.

aussi garder en tête que la distinction entre mouvements et groupes de pression est poreuse. Aux États-Unis, la National Rifle Association, qui défend le droit de port d'arme, est à la fois un groupe de pression redoutablement efficace mais aussi un mouvement capable de submerger les *Congressmen* de courriers de ses adhérents, de faire descendre ceux-ci dans la rue. Il faut encore souligner que l'un des effets fréquents d'une mobilisation est de susciter des contre-mobilisations [Meyer et Staggenborg, 1996]. La victoire des partisans du droit à l'avortement devant la Cour suprême des États-Unis en 1973 est à l'origine du considérable développement de mouvements *pro-life*. Et, peu d'affrontements étant

décidément simples, les pouvoirs publics peuvent aussi appuyer plus ou moins discrètement ces contre-mouvements. Luders [*in Goldstone, 2003*] montre l'ampleur des collusions entre responsables politiques du Sud et Ku Klux Klan lors du mouvement pour les droits civiques. Pousser à son terme une saine attention à la complication des jeux d'acteurs, c'est enfin rappeler que l'État à majuscule n'existe pas, et que sur beaucoup de conflits ou dossiers des institutions publiques, des ministères peuvent avoir des intérêts et attitudes contradictoires.

Art et ambivalences de l'expérience mouvementiste

Souligner les imbrications et hybridités entre un nombre plus grand qu'on ne le pense spontanément de protagonistes des moments mobilisés, c'est aussi, en passant des institutions aux individus, soulever deux questions que la recherche traite peu. La première est celle des effets de trajectoires [Fillieule et Neveu, 2019]. Que se passe-t-il quand un mouvement gagne et que cela peut impliquer pour le syndicaliste paysan de Samoobrona de siéger au Parlement en y étant regardé avec condescendance, pour le militant associatif brésilien de voir s'ouvrir une carrière prometteuse aux côtés d'un élu du parti des travailleurs ? Les dispositions et savoir-faire qui rendaient un type d'engagement respecté ou efficace ne peuvent-ils se démonétiser au terme de changements politiques profonds ? L'aristocratisme intellectuel et le refus du compromis qui avaient été les marques des dissidents tchécoslovaques ont pu devenir des handicaps dans une arène politique démocratique où promettre plus qu'on ne peut tenir, entretenir l'ambiguïté peuvent aussi être des ressources politiques. L'expérience des situations hybrides, le sentiment d'être floués par trop de compromis ou d'alliances consentis avec répugnance, l'amertume des succès sans cesse remis aux lendemains qui chantent engendrent aussi un nuancier du « malheur militant ». Il est spécialement objectivable dans les situations « tiraillées » de porte-à-faux des partis mouvements [Cervera-Marzal, *in Fillieule et al., 2020*], mais aussi dans les séquences où un mouvement glisse vers le groupe de pression, souvent au prix de redéfinitions des répertoires, discours et visions du bon militant.

Une seconde question peu explorée serait celle de ce qu'on peut nommer l'intelligence mouvementiste. Si victoires et défaites ne sont pas le simple résultat d'une équation de causes et d'effets, à quoi tiennent l'habileté tactique, la vision stratégique ? Comment peut-on garder le cap sur ses revendications et cependant négocier ? Comment construit-on des alliances, parfois avec d'étranges compagnons de route, et comment évite-t-on à l'inverse de se faire isoler ? Parmi les rares points mieux documentés figure l'importance de constituer des coalitions. En nouant des alliances avec des municipalités, des partis

d'opposition... mais aussi avec des ministères « faibles » (ceux de la Santé et du Travail contre celui de l'Industrie), en profitant d'une ouverture des tribunaux à ces enjeux, les défenseurs japonais de l'environnement vont faire passer en dix ans leur pays d'un royaume de libre pollution à un régime plus protecteur de la nature et de la santé publique [Brewster-Stearns et Almeida, 2004]. Importe aussi la capacité à s'adapter, à réagir sans délais aux évolutions. Williamson [2016] l'actualise sur une mobilisation contre les usines-bagnes du textile en Asie. Un mouvement étudiant veut obliger les universités états-uniennes à ce que les vêtements à leur logo soient produits dans des conditions sociales responsables. L'exigence de certification semble la solution. Mais il s'avère que l'organisme certificateur est sous influence des firmes textiles. Il faut donc en créer un autre, efficace... tellement que les entreprises fuient les usines certifiées, menaçant l'emploi des ouvriers qu'il s'agissait de protéger et réduisant l'offre de vêtements « responsables ». Déplaçant la pression des industriels aux commanditaires, le mouvement va, dans un troisième temps, exiger des universités de ne s'approvisionner qu'auprès des usines certifiées, stabilisant alors l'avancée visée. Williamson explicite deux ressorts du succès : une organisation démocratique, qui rend possible la discussion critique sur les actions et leur bilan, une consistance idéologique, qui n'est pas dogmatisme mais vision claire d'un objectif à atteindre, et auquel sont soumis compromis et ruptures tactiques.

Quel espace politique pertinent ?

La mondialisation n'est pas un phénomène inédit. Les internationales ouvrières, les mouvements transnationaux contre l'esclavage remontent au XIX^e siècle. Mais son accélération rend de plus en plus visible combien des décisions prises dans un espace supranational affectent la vie quotidienne de populations considérables. Il peut s'agir de l'action d'organisations régionales comme l'Union européenne, de traités de libre-échange (ALENA, traité UE-Mercosur de 2019), d'un ensemble proliférant d'organisations internationales (Banque mondiale, OMC, Commission baleinière) qui sont désormais plus de trois cents. Ce déplacement des échelles et lieux de décision a suscité de nouvelles formes de mobilisation illustrées par les « Forums sociaux mondiaux », la localisation à Bruxelles de bureaux d'organisations de mouvement social (Greenpeace, syndicats européens), la synchronisation en Europe de mouvements de jeunes pour la prévention du réchauffement climatique, symbolisés par Greta Thunberg.

La prudence s'impose cependant avant de célébrer la naissance d'une « société civile internationale » ou de mouvements globaux.

L'internationalisation des intérêts économiques et des élites de la mondialisation est plus avancée que celle de ses challengers. Rapportées au nombre des mobilisations, celles qui ont une dimension internationale sont rares et difficiles à construire. Même au sein de mouvements proches, les différences de culture politique ou de conception de l'action sont importantes, comme le montre Flesher Fominaya [2016] sur les écarts de style entre altermondialistes espagnols, britanniques et allemands dans les manières de débattre et de décider, et même de définir le sérieux militant. Le caractère occidentalocentré de beaucoup de réseaux d'activistes transnationaux vient aussi rappeler la persistance de fortes inégalités Nord-Sud jusque dans l'accès à Internet et aux équipements informatiques. Comme le souligne Siméant [*in* Fillieule *et al.*, 2010], une théorisation hâtive de la mondialisation des mouvements sociaux se bâtit en réalité sur ce qu'il faudrait nommer ONGisation. Ces organisations internationales non gouvernementales (Médecins du monde, ICBL contre les mines antipersonnel) partagent une série de traits : niveau élevé de professionnalisation, importance secondaire d'une base militante large, causes largement consensuelles épousant souvent le langage (*gender mainstreaming*, développement durable) de grandes organisations internationales comme la Banque mondiale ou l'UE. L'attention privilégié de ces bailleurs de fond aux ONG n'implique pas que les chercheurs y réduisent la mondialisation des causes, négligeant le poids des réseaux religieux internationaux, des diasporas, du mouvement syndical mondial.

Trois tendances de cette internationalisation méritent une attention particulière. La première tient à la lente émergence d'un univers militant internationalisé, encore fortement occidental, blanc et très doté en capital culturel mais intensément connecté. La seconde tient à l'emploi croissant de l'effet de levier qui consiste à exercer de l'étranger des pressions dont la cible est un pays où la protestation est réprimée ou périlleuse. C'est à Hong Kong et non à Beijing que fut marqué le trentième anniversaire de Tien'anmen. Inuits et écologistes feront échouer un gigantesque projet hydroélectrique dans la baie James au Canada en convainquant les distributeurs de l'est des États-Unis de ne pas s'engager sur l'achat d'une électricité dont la production submergerait de vastes terres autochtones. On peut enfin poser la question de l'émergence d'un nouveau « répertoire » d'actions collectives : internationalisé, reposant sur un fort usage des médias et réseaux sociaux pour diffuser idées et arguments, eux-mêmes appuyés sur de niveaux élevés d'expertise scientifique et juridique.

VIII / La construction symbolique des mouvements sociaux

Le redéploiement de l'analyse des mouvements sociaux passe aussi par la réhabilitation de dimensions qu'avait bien identifiées l'école du *collective behaviour*, à défaut de les traiter de façon toujours pertinente : croyances, idéologies, émotions. Mais les problématiques contemporaines ne se limitent pas à réexplorer des questions posées voici un demi-siècle. Elles se confrontent à de nouveaux objets (médias), suggèrent de nouveaux prismes d'analyse (biographies). Elles empruntent à de nouvelles écoles et paradigmes : interactionnisme, constructivisme. Elles invitent aussi à un désenclavement disciplinaire de l'analyse des mouvements sociaux.

La redécouverte du « travail politique »

Mobiliser le consensus

Avec les notions de « croyance généralisée » ou de « norme émergente », l'école du comportement collectif avait souligné que les mouvements sociaux ne naissent pas mécaniquement d'une accumulation de frustrations. Le passage à l'action collective suppose un travail sur les représentations qui donne au mécontentement un langage. Adam Michnik, conseiller de Solidarnosc, exprimait cette donnée en écrivant en 1981, dans un système où le marxisme, langage de nombreuses protestations, était devenu langue d'État : « Le débat autour du langage est le débat central autour duquel s'est axée la vie intellectuelle [...], au long de ces années la grande majorité de la société avait perdu son langage. La réalité était terrible, la réalité était épouvantable et on ne savait plus la nommer. »

Felstiner *et al.* [1991] proposent une trilogie éclairante pour rendre compte de cette mise en langage de la protestation : *naming*, *blaming*, *claiming*. Nommer, c'est trouver les mots qui donnent une situation pour problématique, injuste et non naturelle. Blâmer, c'est faire jouer une logique d'imputation, identifier des causes et des coupables. Réclamer, c'est traduire en revendications et actions la réponse au malaise identifié. Ce recours au langage comporte une dimension

cognitive en apportant les mots, les classements, les explications qui ordonnent le monde. Cette dimension cognitive n'est jamais exclusivement faite de croyances ou de mythes. L'analyse des nouveaux mouvements sociaux a souligné la composante réflexive des mobilisations, leur capacité à incorporer jusqu'aux discours savants. En désignant des causes et des responsables, la dimension symbolique est aussi *normative*. Elle dit le bien et le mal, le nous et le eux et comporte aussi par là une composante *identitaire*. Enfin, rendant possible la formulation des griefs et des demandes, elle ouvre un registre *expressif*.

Étudiant une mobilisation pacifiste dans une petite ville hollandaise, Klandermans et Oegema [1987] ont mis en évidence la dimension stratégique de ce « travail politique » de diffusion d'un discours explicatif et normatif. Ils proposent de décomposer tout mouvement social en deux séquences. La « mobilisation du consensus » repose sur cette activité de propagande. Elle vise par un travail militant — affiches, réunions, tracts — la diffusion d'un point de vue sur le monde, le « problème » visé, la constitution d'un public favorable à la cause défendue. C'est seulement au terme de ce travail en profondeur que peut se développer une « mobilisation de l'action » qui transforme le capital de sympathie en engagements précis, ici la participation à une manifestation. L'étude hollandaise montre le *hiatus* possible entre ces deux moments puisque 76 % de l'échantillon interrogé déclare partager les objectifs des pacifistes, mais que 10 % seulement se déclare prêt à manifester, chiffre lui-même supérieur aux 4 % de participants réels identifiés.

Des travaux plus récents ont permis de mieux baliser les pistes ainsi identifiées. Mobiliser le consensus, c'est d'abord le produire chez les porteurs de l'action par des dispositifs de concertation, de négociation, d'entretien de la confiance mutuelle, cultiver des sociabilités bienveillantes. Medvetz [2006] le montre à l'œuvre dans la réunion hebdomadaire qui associe acteurs des mouvements, *think tanks* et élus conservateurs à Washington. Mobiliser le consensus, c'est aussi être capable d'offrir aux publics cibles une palette de messages : dossiers argumentés, propositions pratiques, mais aussi image de militants ouverts et souriants, non d'inquiétants commissaires politiques. Quant à la mobilisation de l'action, elle devient d'autant plus probable pour qui connaît ou côtoie beaucoup de personnes qui vont participer, sans être fortement exposé à des discours de critique de la cause qui mobilise. Pèsent aussi fortement l'image des organisateurs, la perception de l'action comme potentiellement efficace et non condamnée à l'impuissance, des facteurs pratiques de disponibilité psychologique et temporelle [Hensby, 2017]. La recherche a donc depuis trente ans porté une attention accrue à des dimensions jusque-là négligées qui sont celles du discours et des idéologies, des modes de justification et d'argumentation, des images d'eux-mêmes et d'elles-mêmes mises en avant (et perçues) par les militants.

Problématiser, raconter, émouvoir

Permanence et dimensions du symbolique

On a déjà relevé l'inconfort que suscitent chez beaucoup de chercheurs les legs de Marx et des marxismes. La notion d'idéologie n'était pas sans défaut. Souvent mise en marche avec la légèreté d'un rouleau compresseur, elle attribuait à des classes réifiées des systèmes de croyance trop lisses pour être vraisemblables. Elle ouvrait la porte à une dichotomie réductrice entre la masse des agents sociaux, englués dans la fausse conscience et la lucidité certifiée d'une avant-garde éclairée. La « détermination en dernière instance » par l'économique faisait aussi souvent l'économie d'une analyse fine des champs de production culturelle, même si on trouve chez Marx et quelques marxistes (Gramsci, Bakhtine) des pages éclairantes sur le rôle des idées dans les mécanismes de domination, la manière dont des groupes se cimentent ou se défont, sur les logiques des porte-paroles agissant au nom d'un « nous ».

Le double processus de refoulement du legs marxiste et de réduction objectiviste des mouvements sociaux par la mobilisation des ressources menaçait donc de rendre aveugle à une évidence pratique. Les personnes et groupes mobilisés ne cessent de parler, de produire du discours. Le mot peut désigner des programmes, des analyses théoriques. Bien plus souvent, il renvoie à la verbalisation d'un sentiment d'injustice, à l'échange des expériences, à des exercices ordinaires de justification dans des discussions. L'analyse de ces faits têtus requiert une boîte à outils. Plusieurs sont envisageables, à la condition préalable de prévenir quelques confusions. La dimension symbolique des mobilisations doit à des *cultures*, « toiles de signification » qui enveloppent et structurent l'expérience, maillage de croyances, mémoires et classements. Une culture s'adosse à des évidences socialement construites, des magasins de *connaissances* qui organisent la pensée de groupes et d'individus. Ces cultures et stocks cognitifs constituent une ressource à partir de laquelle, en fonction de socialisations et de trajectoires, peuvent s'élaborer des *systèmes normatifs* qui disent le juste et l'injuste, les possibilités d'un autre vivre-ensemble. On peut appeler ces systèmes idéologies, « cités », programmes. Mais ils ne peuvent échapper au recours à une matérialité symbolique (celle du langage, des signes iconiques, des symboles), aux univers du *discours* et des *récits*. Enfin, la connaissance interne la plus fine de ces idéologies et discours ne dispense jamais de la tâche de questionner leur *réception*, leurs effets sur l'intellect et les affects. L'historien Marc Ferro note que les images de carcasses de viande sanguinolentes, symboles dans *La Grève* de S. Eisenstein (1925) de la répression sanglante des ouvriers par la

troupe tsariste, suscitaient émotion en ville et indifférence chez les paysans accoutumés à tuer des animaux. C'est un défi, rarement bien résolu par les sciences sociales, que d'articuler toutes ces notions de façon satisfaisante, et un gage de confusion que de les mélanger allègrement.

Stratégies plurielles, convergence de perspective

Diverses démarches permettent de se confronter aux dimensions symboliques des mobilisations. L'une d'elles peut consister à se fixer sur la manière dont l'insertion sociale et les biographies façonnent des représentations, des horizons de pensée et de perception comme y invitent Johnston et Klandermans [1995]. En questionnant sans *a priori* la diversité des significations et expériences liées à la chasse, celle des rapports aux espaces ruraux, Traïni [2003] offre ainsi sur le mouvement français de chasseurs CPNT un éclairage doublement stimulant pour comprendre les motivations des militants, comme les animosités qu'ils suscitent dans d'autres cultures et groupes sociaux.

Un chantier stimulant est ouvert ici. Il invite à l'interdisciplinarité et à l'hérésie féconde. Rien n'interdit — en cherchant à éviter la glose marxologique pâteuse ou la redécouverte bébête et émerveillée de ce que croyances et *doxa* importent — de chercher les voies d'un usage sociologiquement rigoureux de notions comme idéologie, récit, sens commun. L'attention d'une sociologie « pragmatique » à ce qu'elle nomme régimes d'action ou grammaires peut aider à comprendre le sens subjectif et la réflexivité déployée par les acteurs d'une mobilisation, d'autant mieux qu'elle explicitera les modes d'acquisition de ces modèles de perception. Les emprunts aux *cultural studies* pourront rendre attentifs aux différences de perception et de décodage des messages selon les profils des récepteurs, sur lesquelles la sociologie de Bourdieu a aussi été pionnière. Il faudra aussi pour les sociologues se défaire de leur suspicion pour le monde des émotions et du psychologique, renoncer à l'illusion tranquillisante que tout s'explique par la morphologie et les propriétés sociales.

C'est aux résultats d'investigations en cours qu'il faudra juger des cadres théoriques optimaux. En ces domaines longtemps restés en jachère, des concepts incertains (cadres, mise en récit) peuvent mener à des questions fécondes avant de révéler leurs limites.

Une des contributions les plus prometteuses est celle que James Jasper synthétise dans *The Art of Moral Protest* [1997]. Rappelant ironiquement qu'« il se passe des choses intéressantes dans la tête des gens » qui protestent, il souligne combien participer à une action collective ne se réduit ni à la revendication intéressée ni à une vision d'une société juste. C'est aussi s'interroger sur sa propre vie, faire jouer l'engagement

comme travail sur soi-même ou style de vie, se confronter à des enjeux moraux, exprimer une créativité inexploitée. La force de Jasper est aussi de s'affronter empiriquement aux complications conceptuelles évoquées ici. Il donne un rôle central à la culture qu'il définit avec Geertz comme « toile de significations », cocon de sens enveloppant individus et groupes. Idées, traditions, principes moraux, métaphores, croyances confuses constituent les fils de ces tissages. La culture modèle l'action collective en définissant des visions de la rationalité, des anticipations, des manières de s'investir. Elle contribue à fixer des identités, s'inscrit dans les corps en suscitant des comportements, des réactions émotionnelles. Elle ne se confond pas avec les cadres, « efforts conscients de groupes ou de recruteurs pour adapter leur rhétorique et leurs dossiers de telle sorte qu'ils soient attractifs pour des recrues potentielles ». Les mobilisations sont aussi productrices de culture : elles configurent des relations interpersonnelles, des styles vestimentaires, entretiennent la curiosité intellectuelle — ou l'anesthésient. En sollicitant la notion durkheimienne d'art, Jasper rappelle combien, sans théorie de leur pratique, beaucoup de militants ont un sens pratique parfois prodigieux de la gestion des situations, des gestes et des paroles opportuns. Il valorise la créativité propre à l'engagement. Les activistes, « comme les poètes », peuvent saisir des attentes, des structures de sentiments émergentes. Ils peuvent, comme Martin Luther King, faire communier autant à la musique de leur verbe qu'à ses contenus. En jouant avec des règles culturelles, en contraignant à des exercices rhétoriques périlleux, dont la contrainte de parler à des publics hétérogènes, la protestation nécessite et engendre ses artistes. On trouverait dans l'attention portée par Gilles Simon [2009] à la mobilisation de Plogoff comme un immense apprentissage par des habitants peu aguerris à la mobilisation, une belle illustration de ces perspectives. Janine Barbot [2002] y contribue pareillement en suivant les modalités d'intervention des malades du sida et de leurs soutiens, la manière dont elles modifient les conditions de mise sur le marché des traitements.

Articulant cette sensibilité macro au culturel au micro des vies individuelles, Jasper invite à suivre les biographies pour penser des trajectoires d'engagement avec leurs ruptures et leurs continuités. La démarche peut, sans tomber dans l'illusion héroïque des dirigeants démiurges, être un moyen de comprendre les conditions de socialisation qui font les dispositions des leaders. Jasper invite aussi à prêter attention aux discours comme instrument de formalisation du sens, de sollicitation d'adhésions et de ressources. Les mouvements sociaux sont soumis à des impératifs de justification dans un espace public où leur verbe doit monter en généralité, associer la revendication à une idée de bien commun qui dépasse l'intérêt immédiat des protestataires. L'auteur incite enfin à

Cadres et mise en récit : concepts éclairants ou faux amis ?

La prise en compte des composantes cognitives et discursives de l'action collective s'est traduite depuis les années 1980 par le recours à la catégorie des « cadres » (*frames*). Goffman [1991] y voyait avant tout le fonctionnement de schèmes interprétatifs, souvent implicites, qui permettent de faire sens à tout moment du « que se passe-t-il ici ? ». Les promoteurs de la notion (Snow, Hunt, Benford en particulier, Gamson sur un registre distinct) insistent sur le cadrage comme processus (*framing*) producteur d'un sens, d'une intelligibilité. Cadrer, c'est définir une situation — comme problématique ou injuste, requérant une action collective. C'est connecter une situation singulière à un schéma interprétatif plus global. Cette veine de travaux a apporté une contribution stimulante. Elle réintroduit dans l'action collective une dimension des croyances, l'épaisseur des discours et la contrainte de se justifier.

Se sont ainsi trouvés éclairés les processus d'influence qui affectent les recrutements. Snow *et al.* [1986] ont développé une typologie des « alignements de cadres » comme mécanismes de sollicitation de soutiens en connectant des schèmes interprétatifs produits par un mouvement et ceux présents ou latents dans des publics cibles. La connexion (*bridging*) est l'opération la plus simple. Elle s'appuie sur des perceptions préexistantes, comme la cipation de sentiments religieux à des fins politiques — contre le « musulman » Obama — par la droite chrétienne nord-américaine. L'amplification clarifie ou magnifie un cadre pour lever les préventions qu'il peut susciter. À des résidents qui, par scrupule ou mauvaise conscience, répugnent à se mobiliser

pour s'opposer à l'arrivée dans leur voisinage d'un refuge de l'Armée du salut et de sa population de clochards, le discours fera valoir que l'opposition ne doit rien à une logique de ségrégation, mais au noble dessein de préserver la chaleur conviviale d'une communauté de voisins, la sécurité des bambins. L'extension de cadre joue de dynamiques de fusion, suggérant combien un cadre présent dans une population est en fait cousin d'un autre cadre préexistant : le pacifisme sera décrir comme indissociable de l'écologisme, et réciprocement. Plus audacieuse, la transformation de cadre vise à retourner des cadres interprétatifs existants ; elle s'observe par exemple dans l'invention d'une catégorie des « travailleurs du sexe » défendant, comme n'importe quelle profession, ses droits sociaux, en lieu et place du groupe stigmatisé des prostitué(e)s.

Guillaume Garcia [2012] explore ainsi la manière dont divers segments de presse française mettent en récit les mobilisations de « sans ». Si une référence à une « lutte de classes » est rarissime pour rendre intelligibles les luttes des sans-papiers ou chômeurs, des lectures solidariste (les exclus comme titulaires de droits sociaux, la solidarité comme obligation morale) ou humaniste (les « sans » comme humains à l'inaliénable dignité) vont s'opposer à un cadre « maintient de l'ordre » qui, lui, insiste sur les menaces et le désordre que portent les « sans ». L'analyse a le mérite de donner du cadre, une définition ferme. Un cadre accomplit la trilogie nommer/blâmer/revendiquer, suppose la définition d'un jeu de personnages actants, un régime de justification ; il s'exprime en une palette lexicale spécifique. Garcia invite aussi à observer combien de cadres qui peuvent être analytiquement distingués comme autant de types idéaux clairs sont simultanément susceptibles de se contaminer, de s'hybrider dans le discours médiatique.

L'attention portée aux discours, à l'argumentation s'est traduite voici peu par la consécration d'une problématique du *storytelling*/mise en récit dont Francesca Polletta [2006] s'est faite la spécialiste aux États-Unis et auquel Christian Salmon [2007] a donné un large écho en France. Ces travaux questionnent le pouvoir des récits, d'une parole qui cherche à rallier en racontant des histoires, des tranches de vie fonctionnant comme des moralités, par opposition à la technicité froide, à l'appui sur une vision formalisée de la bonne société. Un de leurs mérites est de rappeler que les mots comptent, qu'il faut explorer les connexions entre locuteurs, textes et publics.

Le problème commun à ces notions est que, si elles ont réhabilité des questionnements refoulés, suscité des contributions éclairantes, elles alimentent des effets de mode savants, suscitent autant de confusions que de travaux novateurs. Devenu un label de chic théorique, le *storytelling* en est un exemple caricatural. La séduction de la notion doit beaucoup à son flou, paroxystique chez Salmon pour qui le mot peut désigner le virtuel, la falsification, l'exploitation d'information, la production d'histoires. La prétention de faire de la notion l'outil majuscule d'analyse du pouvoir des récits ressemble d'autant plus à la redécouverte de la roue que ses promoteurs ignorent ou délaissent symétriquement l'énorme legs d'analyse des récits issu des structuralismes des années 1960-1970 et/ou les acquis des « théories de la réception » des *cultural studies* des années 1980-1990, si éclairantes sur les capacités différencielles de décodage des publics.

Utilisée intensivement, la notion de cadre menace pareillement de devenir l'équivalent d'un « trou noir » qui engloutit celles, frontalières, de culture, d'idéologie, d'identité, de mise en récit [*Mobilization*, 2000]. Lilian Mathieu [2002] soulève une autre objection. Même chez des usagers plus orthodoxes, on ne sait pas toujours si « cadre » réfère

à une activité tactique de dirigeants d'organisation, à un jeu de processus cognitifs et interprétatifs chez les participants à un mouvement, ou à un idéal-type (par exemple, le *master frame* de la mondialisation libérale) forgé par le sociologue pour faire sens d'un mouvement. Mathieu souligne aussi les risques intellectualistes de certains usages, associant la force d'un mouvement à la pertinence de son offre de cadres, sans tenir assez compte des contraintes sociales, des compétences des personnes mobilisées dont l'adhésion ne relève pas forcément d'une délibération cornélienne sur une offre de sens. On voit là comment le duo mise en récit/cadrage pourrait réactualiser la croyance sémiocentrique dans le « pouvoir des mots », déconnecté de leurs conditions sociales de production et réception.

Les défenseurs de la notion ne manquent pas de contester ces objections [Cefai et Trom, 2001]. Parfois probant, leur plaidoyer suscite une question embarrassante : et si le concept ne restait cohérent que dans la vitrine d'un manuel, préservé de l'épreuve des usages ? Et si la notion de cadre en était venue à enfourner dans un mot-valise une science complète : celle des questions posées par la tradition rhétorique issue de l'Antiquité, qui avait au moins la double vertu de mieux distinguer diverses composantes du travail narratif (mobiliser un sens commun, construire des récits, saisir un auditoire) et d'avoir l'intuition des écarts énormes de réception entre publics cibles ?

Que faire des émotions ?

Les émotions ont longtemps eu mauvaise presse chez les analystes des mouvements sociaux. Questionner le rôle possible de la colère et de la haine, de la compassion ou de la peur semblait rouvrir la porte à la méprisante psychologie des foules de Le Bon, à la vision du militant comme zombi dominé par des passions et une idéologie [Hoffer, 1951]. Si la protestation est rationnelle, si les causes s'argumentent de façon experte, que viennent y faire les émotions ? Et comment les ordonner, chercher des concepts sans passer à la psychologie, comme on passe à l'ennemi ?

Trois dynamiques ont réhabilité des questionnements oubliés depuis l'époque du *collective behaviour*. L'une tient à l'émergence d'une sociologie des émotions, illustrée par Arlie Hochschild, éclairée par le féminisme. La nature des modes d'enquête a aussi pesé. Avec les démarches ethnographiques, l'observation participante, comment ne pas voir que l'action collective est aussi faite de fous rires partagés, de moments de déprime, d'élans d'affection, de rages et

de peurs ? Un sain cynisme suggère aussi que, à mesure qu'une troupe grossissante de chercheurs se consacrait aux mobilisations, le besoin d'angles d'approche inédits s'imposait.

Le renouvellement est largement venu des États-Unis avec Goodwin, Jasper et Polletta [2001], en France avec Traïni [2009]. Tous montrent combien l'indignation morale, la honte peuvent constituer des émotions-ponts entre sensibilité et engagements réflexifs, en quoi les émotions sont aussi des faits sociaux, activés par un sens commun et des croyances, canalisés par des formes codées d'expression. Ils rendent encore visible combien l'émotion est constitutive de bien des moments où des individus valorisent des desseins plus grands que leur seul intérêt. La limite de ces travaux peut être de tordre le bâton à l'envers, en faisant par exemple de chocs émotionnels la condition presque obligée de l'engagement. Elle tient aussi à des concepts encore imprécis. Développée par Traïni, la notion de « dispositif de sensibilisation » a le mérite de questionner la place de mécanismes sociaux capables de stimuler, inhiber, canaliser les émotions... mais pour que le « dispositif »

prendre au sérieux une économie libidinale de la protestation. Décrivant un rassemblement écologiste sur le site de Diablo Canyon en Californie, il y montre comment la combinaison d'un site impressionnant, des phénomènes d'interconnaissance, d'un rituel et de la proximité des corps fait aussi entrer dans le vécu des protestataires une palette d'émotions, une composante sensuelle qu'ils expriment avec force.

Si elle est la plus stimulante et ambitieuse — jusque dans la suggestion excessive de venir à bout du paradigme mobilisation des ressources —, l'approche de Jasper n'est pas la seule à porter renouveau. Celui-ci se lit dans les sommaires de *Mobilization*, ou la synthèse francophone *Penser les mouvements sociaux* [Fillieule, Agrikoliansky et Sommier, 2010]. Un flux croissant de contribution déplace le regard sur l'analyse des mobilisations. Corrigall-Brown [2013] montre que, si près des deux tiers des Américains ont vécu une expérience d'action collective, les cas — valorisés par les chercheurs — de carrières militantes la vie

échappe au vague qui est souvent son compagnon, il faudra accumuler des travaux, spécifier des connexions. Les recherches en cours suggèrent au moins trois pistes en ce sens.

L'une a trait aux processus de *canalisation-conversion des émotions*. Act-Up a su partir du complexe émotionnel qu'était la tristesse devant l'hécatombe née du sida pour la transformer en colère, la colère en action contre les pouvoirs publics, tout en faisant des combinatoires entre peine, colère et action le support d'une affectivité exceptionnelle entre militants [Gould, 2002]. En Californie, en affichant leur compassion pour les victimes, leur dégoût pour les délinquants et l'excès de droits dont ils bénéficiaient, les syndicats du monde pénitentiaire ont su capter les associations de victimes dans une coalition de cause pour une politique pénale dure [Page, 2008].

Une autre mènerait à une *typologie des émotions et de leurs valences en termes d'effets*. Il est des émotions (ou leur absence) qui décomposent les collectifs et distendent les ressorts de l'action, comme le montre Goodwin [1997] sur des guérilleros huk aux

Philippines qu'une lutte armée longue sépare de leurs familles, engendrant démorisation ou tensions liées à une bigamie *de facto*. Des émotions suscitent une compassion fugitive (celle qui fait donner de l'argent au Téléthon), d'autres des investissements durables. Henry [2007] le montre à propos des mobilisations sur l'amiante : la peur d'être affecté au bureau ou à domicile par la présence cachée de cette fibre minérale crée plus de mobilisation que la fugitive compassion pour les ouvriers cancéreux des usines de plaquettes de frein.

Il faudrait enfin, comme le fait Traïni pour la cause animale, cartographier les connexions entre causes et émotions. Peut-on relier le poids des hommes et des femmes dans une mobilisation et son style émotionnel ? Une part des défenseurs des animaux ont-ils des propriétés qui les prédisposent à réagir davantage aux « chocs émotionnels » comme gâchettes de l'engagement ? Parce que moins coûteux, contournant la construction d'une expertise ou l'affichage du nombre des soutiens, l'appel aux émotions serait-il une stratégie de mouvements naissants ?

durant sont la minorité, à côté d'autres modèles de retrait, réengagement, déplacement des investissements, ce qu'illustrent aussi des travaux français fondés sur le modèle des récits de vie [*Revue française de science politique*, 2001].

La place des médias dans les mobilisations

L'analyse des représentations et des croyances dans les mobilisations passe aussi par celle du principal forum où elles sont mises en scène : les médias. Ces derniers ne sont pas un simple support sur lequel se projettent les discours des groupes mobilisés, ils sont partie prenante des interactions du mouvement social.

Mises en scène et mobilisations de papier

L'un des apports de la *frame analysis* tient à sa capacité à mettre en relation les représentations des groupes mobilisés et celles des médias, avec plus de rigueur que les références, souvent floues et dénonciatrices, aux idéologies et discours dominants. Gamson [1992] développe ainsi une comparaison systématique et quantifiée des contenus des médias et des représentations observables dans divers milieux sur un ensemble de thèmes fortement mobilisateurs. Si les médias apparaissent comme une ressource cognitive de première importance, Gamson montre que les divers publics en sont rarement les récepteurs acritiques. Il met en évidence deux caractéristiques du discours de presse défavorables aux mouvements sociaux : les enjeux y sont rarement problématisés dans un « cadre d'injustice » qui désigne des victimes et des responsables. L'idée d'un pouvoir d'influence sur ces enjeux par une action collective est largement étrangère au discours journalistique.

L'importance des médias ressort aussi de l'intériorisation par les groupes mobilisés des impératifs d'une action qui obtienne leur relais. Lors d'une prise d'otages au siège d'une compagnie turque à Paris, un négociateur officiel put arracher la reddition du commando en soulignant que tarder davantage priverait le groupe d'images et d'accès au journal télévisé de vingt heures. L'observation des informations télévisées permet de repérer de nombreuses situations où, dans des pays nullement anglophones, les manifestants brandissent des panneaux en anglais à l'attention de CNN et des médias internationaux. Champagne [1990] a mis en évidence la façon dont, aux manifestations traditionnelles, construites avant tout pour créer un rapport de forces, permettre l'expression du groupe, se sont ajoutées des manifestations de « second degré ». Parfois organisées avec le soutien de conseils en communication, recourant volontiers à des mises en scènes élaborées, elles visent à produire une image valorisante du groupe et de ses revendications à l'intention des médias. Leur enjeu est alors de produire dans la presse du lendemain une « manifestation de papier » qui fasse voir et bien voir le groupe, suscite d'épaisses revues de presse que liront ministres et hauts fonctionnaires.

L'analyse du rôle des médias sur et dans les mouvements sociaux est toujours grosse du risque de glisser du constat à la dénonciation du « pouvoir des médias » ou à la célébration de leurs vertus démocratiques. Sur ce terrain faits et croyances se séparent malaisément. Le « pouvoir » réel des médias sur de nombreuses mobilisations est souvent difficile à mesurer objectivement. Mais dès lors que les protagonistes d'un mouvement social sont persuadés que ce « pouvoir » existe, ils agiront en conséquence, imputeront à la presse leurs échecs, plus rarement leurs succès.

Il faut aussi être attentif aux variations de la couverture médiatique. De nombreuses micro-mobilisations locales reçoivent une couverture modeste. En d'autres cas, quelques articles peu visibles dans un segment de presse spécialisé peuvent jouer un rôle important pour telle corporation. Plus encore, toutes les formes d'action concertée ne cherchent pas les mêmes relais médiatiques. Parce que connectés institutionnellement aux centres de décision, de nombreux groupes (industriels, grands corps de l'État) font ordinairement un usage modéré des médias puisque des interventions plus feutrées leur permettent de défendre leurs revendications. Enfin et surtout, il faut interroger les ambiguïtés du mot « pouvoir ». Ce qui, dans la façon de couvrir l'événement, est décrit en termes de puissance de la presse pourrait s'analyser aussi en termes d'impuissance ou de limites de la difficile activité journalistique. Difficulté à se libérer des sources institutionnelles, à développer un journalisme d'investigation et d'explication de dossiers complexes. Difficulté à surmonter l'ethnocentrisme professionnel et à rendre compte, non avec complaisance, mais avec compréhension, de mobilisations de milieux sociaux très éloignés de celui des élites journalistiques. Il faut en fait penser le pouvoir des médias — et il existe — en termes d'interdépendances au sein d'un réseau de protagonistes (groupes mobilisés, composantes diverses du monde des médias, conseillers en communication, autorités publiques...) dont aucun ne dispose jamais d'une maîtrise totale de la « couverture » du mouvement social [Neveu, 2004].

Les médias, acteurs des mouvements sociaux

Journalistes et professionnels des médias peuvent devenir acteurs à part entière des mouvements sociaux [Réseaux, 1999]. Les situations dans lesquelles activistes et journalistes se trouvent dans une relation ambiguë d'associés-rivaux sont nombreuses. Le zèle avec lequel les médias français reproduisaient ces « photos de groupe avec kalachnikov » qu'affectionnent les clandestins corses, ou couvrent à chaud des heures durant un attentat sur lequel ils ne disposent d'aucune information pertinente vaut un bon service de communication pour ceux qui recourent à la violence. Oberschall [1993] a pu montrer combien le *movement contestataire* des années 1960 aux États-Unis avait instrumentalisé les médias — parfois de façon théorisée [Rubin, 1971]. Ne disposant pas d'une organisation très structurée, ni même d'une grande cohérence idéologique, les contestataires ont utilisé les médias comme substitut d'une structure de coordination, jouant sur des mobilisations dramatisées, comme lors de la convention démocrate de Chicago en 1968, que les médias ont alimenté en les couvrant. Mais en évitant ainsi les coûts de maintenance d'une forte organisation, les activistes

ont fragilisé la mobilisation. L'essoufflement du *movement*, le déplacement de l'intérêt des médias vers d'autres dossiers vont provoquer une chute rapide de l'impact de l'agitation, qui en accélère la dislocation faute du relais mobilisateur des comptes rendus réguliers dans les journaux télévisés. Le livre de Tod Gitlin [1980] sur le traitement du groupe étudiant radical SDS par les médias américains offre une superbe étude de cas. Elle démontre la diversité des impacts directs et indirects de la couverture médiatique. Celle-ci peut stimuler les adhésions, en infléchir le profil, vedettariser les leaders et peser sur leur définition, déplacer les énergies militantes d'un travail de terrain prolongé à une fuite en avant dans des *happenings* successifs à fort potentiel médiatique.

La construction médiatique des mouvements et malaises sociaux ne résulte pas, pour l'essentiel, d'un dessein politique explicite des journalistes ou patrons de presse. Elle découle, de façon plus compliquée et moins intentionnelle, du réseau des interactions qui structurent le travail médiatique. S'y mêlent les impératifs de la vitesse et de l'information en temps réel, l'impossibilité fréquente d'une enquête sérieuse dans ces conditions, le peu de travail sur les dossiers d'une partie des journalistes, la pression à produire des images dotées d'une forte charge émotionnelle, elle-même liée à la quête des audiences et financements publicitaires. Le résultat de ces processus est caractéristique sur le dossier des banlieues [Champagne, 1991]. Abusivement sollicitée, la mythologie du ghetto abouti à des raccourcis d'analyse qui stigmatisent les habitants. On verra, à Vaulx-en-Velin, une chaîne de télévision commander à une agence d'images un reportage dont les vedettes devaient être un dealer et un casseur masqué et refuser simultanément la diffusion d'un reportage centré sur la parole de responsables associatifs du quartier réellement mobilisés pour répondre au malaise des résidents. Sans céder à l'illusion d'une restitution pure ou fidèle des mobilisations, on ne peut que souligner l'importance des biais que recèle cette façon de travailler. Elle aboutit, à l'égard des récepteurs peu familiers du dossier traité, à susciter une perception privée d'épaisseur historique, d'explication des causalités complexes des mobilisations. Elle pousse les pouvoirs publics à traiter de façon souvent cosmétique les malaises sociaux pour en prévenir les manifestations plus que pour en combattre les causes. Le traitement politique de nombre de problèmes sociaux se trouve ainsi compliqué par le souci journalistique d'en donner une vision simple ou frappante.

Le registre thérapeutique

Le rôle des médias vis-à-vis des mouvements sociaux ne se limite pas aux séquences de mobilisation. La façon dont les enjeux sociaux

sont pris en charge par les moyens d'information et un ensemble de professions orientées autour d'un travail symbolique contribue aussi à dissoudre la possibilité de penser des souffrances individuelles comme relevant d'un problème social. Il faudrait intégrer à une réflexion sur l'action collective le poids d'un sens commun individualiste et néolibéral dont les programmes de télévision — *reality shows* hier, programmes de développement personnel et de conseil aujourd'hui [Le Grignou et Neveu, 2018, p. 45-9] — et une presse magazine se sont fait les haut-parleurs. Loin d'être niés, toute une série de malaises sociaux (rapports de genre, pauvreté) sont mis en scène, mais souvent pour les sérialiser, les individualiser, renvoyer vers les victimes sinon la responsabilité, du moins la solution de leurs malheurs. Par une action d'elles-mêmes sur elles-mêmes, en se formant, en acquérant de nouvelles ressources, en se libérant de préjugés ou d'inhibitions, elles peuvent s'extraire de leurs difficultés. La rhétorique de l'*empowerment*, portée aussi par une offre protéiforme de thérapies relationnelles, psychiques, d'optimisation des « ressources humaines », suggère d'ajouter au triptyque de Hirschman une quatrième branche : *thérapie*. Elle disqualifie en bonne part la prise de parole, puisque les sources de mécontentement sont renvoyées à un déficit de communication ou de travail sur soi-même. Régulièrement invoquée pour expliquer le déclenchement de conflits du travail, la catégorie du « problème de communication » gomme l'existence objective de situations de mécontentement ou d'inégalités. Elle ramène la conflictualité à une pathologie née des carences pédagogiques des puissants à expliquer des décisions qui s'imposent et des crispations des exécutants devant la remise en cause de leurs désuets « droits acquis » par les impératifs de la modernité.

Désenclaver l'analyse des mouvements sociaux

À ce point, on aura compris la formule paradoxale de Siméant. Non, la sociologie des mouvements sociaux ne peut être le fait de « spécialistes de la spécialité ». Elle doit s'articuler à une sociologie de la production des idées, de la médiatisation, aux outils d'analyse des émotions. Elle doit s'ouvrir aux relations internationales, à la géographie sociale, aux analyses en termes de genre, bien sûr à l'histoire. L'une des perspectives les plus prometteuses de désenclavement réside dans la sociologie des problèmes publics. Qu'est-ce qui fait que, parmi cent sujets sensibles ou révoltants, certains accèdent à la visibilité médiatique et aux politiques publiques, d'autres non ?

Les « problèmes publics » ne sont pas des objets trouvés. Ils naissent d'un travail de transformation de mécontentements en revendications

argumentées, de construction de rapports de forces. Mais les mouvements sociaux ne sont qu'une des sources d'entrée des problèmes sur l'agenda des médias et des autorités [Garraud, 1990]. Le processus peut aussi venir d'une offre politique, lorsqu'un parti fait d'un dossier sans grands porte-parole son cheval de bataille. Les médias peuvent également jouer un rôle autonome, comme l'illustre la réglementation du financement des partis, largement née du traitement journalistique de divers scandales. Plus souvent encore, le simple suivi des dossiers routiniers par les administrations centrales, une action corporatiste de groupes de pression peuvent aboutir au traitement d'un problème sans faire grand bruit dans l'espace public.

La pluralité de ces portes d'entrée signifie que, pour ne pas voir la résolution de leur « problème » exclusivement tributaire d'une mobilisation coûteuse et difficile à maintenir, les responsables des mouvements sociaux ont intérêt à rechercher des connexions durables avec les autres circuits de traitement des problèmes sociaux. Certaines modalités de cette démarche sont familières, comme l'action vers les médias. La quête de relais partisans peut être une autre tactique. Mais le complément le plus efficace au processus de mobilisation reste de s'introduire durablement dans le cercle des agents habilités à gérer un type de dossier, que Gusfield [1981] nomme les « propriétaires des problèmes publics ». Si ces stratégies peuvent apparaître comme autant de choix, elles sont en fait fortement liées. Accéder au statut de « propriétaire » revient à être reconnu dans un système d'arènes interconnectées. Il insère dans un « réseau d'opérateurs » [Hilgartner et Bosk, 1988] où se côtoient des protagonistes associés par leur investissement sur un problème.

Déjà évoquée pour les « nouveaux mouvements sociaux », la logique d'institutionnalisation dans le cercle des « propriétaires » permet des économies de mobilisation. Elle peut aussi être contradictoire avec le recours aux répertoires les plus énergiques de l'action collective. Elle implique aujourd'hui un fort investissement sur le registre de l'expertise. Gusfield [1981] le montre avec ironie sur le cas des mobilisations contre l'alcool au volant : une gestion technocratique des problèmes implique d'avoir les chiffres et la science avec soi, de consacrer une énergie importante à monter des dossiers. La participation aux instances bureaucratiques est aussi dévoreuse de temps militant. Une des causes de la crise du syndicalisme français est à chercher dans l'absorption de ses cadres dans une myriade de commissions bureaucratiques paritaires qui accentuent la coupure entre les représentants et une base ténue. On retrouve ici la tension devant laquelle s'inscrit tout mouvement social : privilégier la mobilisation et le conflit au risque d'être labellisé comme radical et réprimé, donner plus de place à l'expertise et à la concertation au risque d'être pris dans un scénario de domestication.

Conclusion

Parce qu'ils traduisent malaises sociaux et modifications culturelles, révèlent la naissance de solidarités collectives ou la dislocation de groupes dont la cohérence paraissait évidente, les mouvements sociaux sont une constante de la vie sociale et un phénomène sans cesse changeant. Une sociologie des mouvements sociaux ne saurait donc être un édifice achevé. Cet ouvrage aurait atteint son but s'il montrait la complexité de ces processus, bien peu compatibles avec les diagnostics simples et péremptoires dont s'accompagne souvent leur commentaire à chaud, et suggérait simultanément que cette complexité n'est pas perméable à toute analyse, pour qui consent à l'effort de l'enquête et d'une boîte à outils conceptuelle. Le fait qu'aux États-Unis les entreprises désireuses d'installer d'impopulaires incinérateurs demandent l'aide de consultants en mouvements sociaux pour identifier des localisations où elles subiront une moindre contestation pourrait être une paradoxale reconnaissance des acquis de la recherche [Walsh, Warland et Smith, 1993] !

Marginalie voici quarante ans, l'analyse des mobilisations est devenue un chantier structurant des sciences sociales. Le nombre des adhérents à la section *Social Movements* de l'Association américaine de sociologie est passé sur la période d'une vingtaine à neuf cents ! Pareille tendance vaut en Europe. On devine la gageure que représente l'actualisation d'un chantier de recherches qui s'exprime en plusieurs centaines d'articles scientifiques par an et des dizaines de livres. Ce qu'on peut décrire comme une surpopulation académique n'a pas que des effets positifs. La logique concurrentielle du « publier ou périr » se traduit trop souvent par des révoltes ou *turns* plus imaginaires que réels. En sept éditions, cet ouvrage aura vu redécouvrir l'importance de l'idéologie, du discours, des émotions, celle de l'internationalisation, de la territorialisation, des trajectoires biographiques. La « découverte » d'une nouvelle clé d'analyse se traduit en général par le fait de vouloir en faire un passe-partout et par l'oubli des avancées que les « découvertes » précédentes avaient pu consolider. Peut-être une manière plus féconde d'être créatif serait-elle d'aller voir du côté de jachères

scientifiques. Il y a trop peu de travaux sur les mobilisations conservatrices, xénophobes ou portées par des groupes religieux. Les conditions d'émergence de mouvements, ce qui est l'intelligence tactique et stratégique des mobilisations et de leurs directions, suscitent peu de publications. Il en va de même, malgré des exceptions [Luck et Dechezelles, 2011] de toutes les connexions entre mouvements, partis, lobbies ou *think tanks*, des effets des tendances à l'expertocratie, à l'ONGisation et à la managérialisation [Davis *et al.*, 2005] des mouvements sociaux. Plus investie, l'approche biographique recèle encore bien des dimensions à éclairer, comme les transmissions intergénérationnelles [Pagis, 2014], les conversions des savoir-faire militants ou les effets de l'expérience de répressions extrêmes [Fillieule et Neveu, 2019]. La manière dont, en Occident du moins, la montée des retraités et la difficulté à protester efficacement dans les lieux de travail du fait de la précarité et de la désyndicalisation peuvent engendrer des formes de protestation hors travail constitue un autre terrain dont les Gilets jaunes illustrent la réalité... tout comme ils offrent une illustration d'un autre enjeu présent : la tension entre désir de fonctionnements non hiérarchiques et efficacité dans la lutte.

Conjurer la sclérose, c'est réintégrer d'autres acteurs, d'autres facteurs explicatifs des mobilisations. C'est aussi en désenclaver l'analyse dans le temps et l'espace. Le Yalta disciplinaire qui attribuait à la sociologie politique les mobilisations des « Nords », aux aires culturelles celles des « Suds » est heureusement combattu. Savoirs, lectures et concepts circulent mieux tant en France [Bayard *et al.*, 1992 ; Martin, 2002 ; Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2003 ; Siméant, 2014] que dans le monde anglophone, avec Scott [1985 ; 2009], Bayat [1998 ; 2010] ou Gutmann [1993]. La séquence des printemps arabes a vu émerger de vraies tentatives de lecture sociologique [*Revue française de science politique*, 2012], plus éclairantes que les platiitudes condescendantes sur la « rue arabe » ou l'incompatibilité supposée entre démocratie d'un côté, islam ou monde arabe de l'autre. L'historien André Loez [2010] offre une illustration magistrale de ces désenclavements en analysant les mutineries de 1914-1918 comme un mouvement social. Tilly et Tarrow [2008] offrent d'ailleurs un cadre problématique à une approche globale d'une « politique du conflit » connectant mouvements sociaux et jeu des groupes de pression, mobilisations pacifiques mais aussi séquences de révolutions.

Comprendre les mouvements sociaux ne signifie pas les percevoir comme de purs objets d'intellection, dans l'indifférence à leurs contenus. Pour le citoyen soucieux de comprendre les mobilisations qui mettent en cause des principes de justice sociale, menacent des valeurs universalistes issues des grandes révolutions du XVIII^e siècle, le fait de comprendre des mouvements sociaux qui semblent parfois

mobiliser les plus démunis contre leurs intérêts, tels les « bonnets rouges » bretons, d'éviter les contresens sur les causes et objectifs de leurs luttes, peut être le préalable à une action efficace. Enfin, si la sociologie ne distribue pas de bons points, elle peut, sans quitter le terrain des faits, souligner certaines significations politiques des mobilisations contemporaines. Dans une majorité des États des tiers mondes où n'existent ni les procédures et traditions des démocraties occidentales ni les conditions socio-économiques objectives susceptibles de leur donner efficacité, le recours aux mobilisations demeure l'élément stratégique des entreprises de changement politique. Avec des résultats contrastés, souvent générateurs d'un travail de deuil chez ceux qui, en Occident, ont pu s'enthousiasmer pour ces mouvements, les évolutions de pays aussi divers que l'Iran, l'Égypte et la Corée du Sud peuvent illustrer ces dynamiques. Au « Nord », dans les variantes du modèle démocratique, s'observe une tendance à l'institutionnalisation des mouvements sociaux. Leur fréquence va *crescendo*. Ils concernent des groupes de plus en plus divers. Aussi longtemps qu'ils demeurent pacifiques, ils font l'objet d'une tolérance bienveillante de l'opinion et d'une reconnaissance accrue comme une forme légitime d'expression par les pouvoirs publics. Ce processus manifeste, dans de larges segments de la population, une défiance au modèle représentatif classique fondé sur une délégation durable d'autorité aux gouvernants. Il s'inscrit dans la montée de ce que Rosanvallon [2006] nomme « contre-démocratie », non pas refus de la démocratie, mais quête d'un contrôle des pouvoirs, reconquête d'une influence du *demos*. C'est aussi dire que les mouvements sociaux questionnent le mythe d'une « démocratie d'opinion », supposée garantir par le jeu des sondages, la critique des médias et l'écoute permanente du corps social une influence ininterrompue de la *vox populi* entre les élections. Si cette vision reflète des évolutions du modèle démocratique, elle est aussi idéologie professionnelle de ceux (sondeurs, éditorialistes) dont la raison sociale est de se faire les ventri-loquentes d'une « opinion publique » dont la fabrique et la mesure sont rarement questionnées [Gaxie, 1990]. Or tant les problèmes publics qui occupent le devant de la scène [Neveu, 2015] que l'espace des réponses qui y sont suggérées ou les manières d'en prendre l'opinion à témoin sont les résultats de luttes et d'interdépendances entre forces sociales, non des évidences logiques. C'est cette « démocratie d'opinion », aussi faite des fausses évidences des problèmes et solutions mis en débat dans l'espace public, que bousculent les mouvements sociaux. Ils mettent en cause l'autorité avec laquelle les experts, à commencer par les experts en traduction de ce que veut l'opinion, entendent légiférer sur des questions qui affectent le quotidien sans écoute attentive des groupes et personnes concernés, sans prise en considération de la diversité des intérêts et croyances. Le sentiment de ne pas être entendu, écouté,

respecté que restituent nombre de mobilisations récentes invite à méditer sur la paradoxale conjugaison entre le règne proclamé de l'« opinion publique » et le sentiment d'abandon vécu par tant de titulaires de cette souveraineté statistique. La vitalité de ces logiques de mobilisation vaut, confusément, comme une critique en actes d'un monde politique professionnalisé, souvent autiste par polarisation sur ses enjeux ésotériques. Elle suggère la persistance de mécanismes d'exclusion politique, de situations où ni la représentation politique, ni les marchandages néocorporatistes, ni les forums médiatiques ne permettent à des groupes de se faire entendre, à des problèmes d'être pris en charge. L'analyse des mouvements sociaux reste un terrain de choix pour appréhender tant les attentes nouvelles que les désillusions que suscite le modèle démocratique tel qu'il s'incarne.

Repères bibliographiques

Figurent accompagnés du signe * les ouvrages qui peuvent être considérés comme des classiques, des lectures fondamentales sur l'analyse des mouvements sociaux.

Figurent accompagnés du signe # les ouvrages qui offrent des études de cas particulièrement riches.

AGULHON M., *La République au village*, Plon, Paris, 1970 #.

ALLAL A. et PIERRET T., *Au cœur des révoltes arabes*, Armand Colin, Paris, 2013.

ANCELOVICI M., « Esquisse d'une théorie de la contestation. Bourdieu et le modèle du processus politique », *Sociologie et Sociétés*, vol. 41, n° 2, 2009, p. 39-61.

ARENKT H., *Les Origines du totalitarisme*, vol. 3, *Le Système totalitaire*, Seuil, Paris, 1972 (1^{re} éd., Schocken Books, 1951).

ARD C., *les Féministes de la deuxième vague*, PUR, Rennes, 2012.

BAJORI G., « Exit, voice, loyalty... and apathy », *Revue française de sociologie*, n° 29, 1988, p. 325-345.

BARD C., *Les féministes de la deuxième vague*, PUR, Rennes, 2012.

BARBOT J., *Les Malades en mouvement. La médecine et la science à l'épreuve du sida*, Balland, Paris, 2002 #.

BARROWS S., *Miroirs déformants*, Aubier, Paris, 1990 (1^{re} éd., Yale University Press, 1981).

BARTLEY T., « How foundations shape social movements : the construc-

tion of an organisational field and the rise of forest certification », *Social Problems*, vol. 54, n° 3, 2007, p. 229-255.

BAYARD J.-F., MBEMBE A. et TOULABOR C., *Le Politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1992 *#.

BAYAT A., *Street Politics. Poor People's Movement in Iran*, Columbia University Press, New York, 1998.

—, *Life as Politics : How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford University Press, Stanford, 2010 *.

BENFORD R. et SNOW D., « Framing processes and social movements. An overview and assesment », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, 2000, p. 611-639.

BENNANI-CHRAÏBI M. et FILLIEULE O. (dir.), *Résistance et protestation dans les sociétés musulmanes*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003.

BENNETT L. et SEGERBERG A., « The logic of connective action », *Information, Communication and Society*, vol. 15, n° 2, 2012, p. 739-768.

BERNSTEIN M., « Celebration and suppression : the strategic uses of identity by the lesbian and gay movement »,

- American Journal of Sociology*, vol. 103, n° 3, 1997, p. 531-565 #.
- BLUMER H., « Collective behaviour », in LEE (éd.), *New Outline of the Principles of Sociology*, Barnes and Noble, New York, 1946.
- BOLTANSKI L. et CHIAPELLO E., *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris, 1999.
- BOURDIEU P., *Le Sens pratique*, Minuit, Paris, 1980.
- , *Homo academicus*, Minuit, Paris, 1984 #.
- , « Un acte désintéressé est-il possible ? », *Raisons pratiques*, Seuil, Paris, 1994 *.
- BREWSTER-STEARNS L. et ALMEIDA P., « The formation of state actors — social movement coalitions and favorable policy outcomes », *Social Problems*, vol. 51, p. 4, 2004, p. 478-504.
- BROWN-SARACINO J., « How places shape identity. », *American Journal of Sociology*, vol. 121, n° 1, 2015, p. 1-63.
- BRUBAKER R., « Au-delà de l'«identité» », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 134, 2001, p. 66-85 *.
- BRUNETEAUX P., *Maintenir l'ordre*, Presses de Sciences Po, Paris, 1995.
- CEFAÏ D., *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, La Découverte, Paris, 2007.
- CEFAÏ D. et TROM D. (dir.), *Les Formes de l'action collective*, Éditions de l'EHESS, Paris, 2001.
- CERVERA-MARZAL M., « Domination masculine dans le militantisme. Analyse des rapports de genre au sein d'un collectif altermondialiste », *Sociologies*, 2015.
- CHAMPAGNE P., *Faire l'opinion*, Minuit, Paris, 1990.
- , « La construction médiatique des malaises sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 90, 1991, p. 64-75.
- CLOWARD R. et PIVEN F. F., *Poor People's Movements. Why They Succeed, How They Failed*, Pantheon Books, New York, 1977.
- COHEN J., « Strategy or identity : new theoretical paradigms and contemporary social movements », *Social Research*, vol. 52, n° 4, 1985, p. 663-716.
- COHEN V. et DUNEZAT X., *Quand les chômeurs se mobilisent*, PUR, Rennes, 2018.
- COLLOVALD A., LECHIEN M.-H., ROZIER S. et WILLEMEZ L., *L'Humanitaire ou le management des dévouements*, PUR, Rennes, 2002 *#.
- COMBES H., GARIBAY D. et GOIRAND C., *Les Lieux de la colère*, Karthala, Paris, 2015.
- CORRIGALL-BROWN C., *Patterns of Protest*, Stanford University Press, Stanford, 2013.
- DALTON R. et KUECHLER M., *Challenging the Political Order : New Social Movements in Western Democracies*, Polity Press, Londres, 1990.
- DARNTON R., *Le Grand Massacre des chats*, Laffont, Paris, 1985 (1^{re} éd., Basic Books, 1984).
- DAUVIN P. et SIMÉANT J., *Le Travail humanitaire*, Presses de Sciences Po, Paris, 2002 #.
- DAVIS G., MCADAM D. et SCOTT R. (dir.), *Social Movements and Organization Theory*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005.
- DELLA PORTA D., *Il terrorismo di sinistra*, Il Mulino, Bologne, 1990.
- DOBRY M., *Sociologie des crises politiques*, Presses de Sciences Po, Paris, 1986 *.
- DORRONSORO G., *La Turquie conteste*, CNRS Éditions, Paris, 2005.
- DUBAR C., *La Socialisation*, Armand Colin, Paris, 1991.
- DUBET F., *La Galère. Jeunes en détresse*, Fayard, Paris, 1987 #.
- DUCLOS N., *Les Violences paysannes en Bretagne sous la V^e République*, Economica, Paris, 1998.
- EISINGER P., « The conditions of protest behaviour in American cities »,

- American Political Science Review*, vol. 67, 1973, p. 11-28.
- ELEGOËT F., *Révoltes paysannes en Bretagne*, Éditions du Léon, Plabennec, 1984 #.
- ENGELS F., *La Guerre des paysans en Allemagne*, Éditions sociales, Paris, 1974 (1^{re} éd., 1850).
- FAVRE P., « Nécessaire mais non suffisante, la sociologie des effets pervers », *Revue française de science politique*, 1977, p. 1229-1271.
- , *La Manifestation*, Presses de Sciences Po, Paris, 1990.
- FELSTINER W., ABEL R. et SARAT A., « L'émergence et la transformation des litiges : réaliser, reprocher, réclamer », *Politix*, n° 16, 1991, p. 41-54.
- FILLIEULE O., *Stratégies de la rue*, Presses de Sciences Po, Paris, 1996 #.
- FILLIEULE O., AGRIKOLIANSKY E. et SOMMIER I., *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte, Paris, 2010 *.
- FILLIEULE O. et DELLA PORTA D. (dir.), *Police et Manifestants*, Presses de Sciences Po, Paris, 2006.
- FILLIEULE O., LECLERQ C. et LEFEBVRE R. (dir.), *Le Malheur militant*, Presses de Sciences Po, Paris, 2020.
- FILLIEULE O., MATHIEU L. et PÉCHU C., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, Paris, 2009.
- FILLIEULE O. et NEVEU E. (dir.), *Activists Forever. Long Term Impacts of Political Activism*, Cambridge University Press, Cambridge, 2019.
- FILLIEULE O. et ROUX P., *Le Sexe du militantisme*, Presses de Sciences Po, Paris, 2009.
- FLEMING P. et SEWELL G., « Looking for the good soldier Svejk », *Sociology*, vol. 36, n° 4, 2002, p. 857-873.
- FLESHER FOMINAYA C., « Cultural barrier to activists networking », *Antipode*, vol. 48, n° 1, 2016, p. 151-171.
- FLESHER FOMINAYA C. et COX L. (dir.), *Understanding European Social Movements. New Social Movements, Global Justice Struggles, Anti Austerity Protest*, Routledge, Londres, 2013.
- FIGLSTEIN N. et MCADAM D., *A Theory of Fields*, Oxford University Press, Oxford, 2012.
- FREEMAN J., « The tyranny of structurelessness », *Berkeley Journal of Sociology*, vol. 17, 1972, p. 151-165.
- FRÈRE B. et JACQUEMIN M., *Résister au quotidien*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013.
- FRIEDBERG E., « Les quatre dimensions de l'action organisée », *Revue française de sociologie*, vol. 33, n° 4, 1992, p. 531-557.
- GAMSON J., « Must identity movements self-destruct ? A queer dilemma », *Social Problems*, vol. 42, n° 3, 1995, p. 390-407 #.
- GAMSON W., *The Strategy of Social Protest*, Wadsworth Pub., Belmont, Cal., 1990 (1^{re} éd., 1975) *.
- , *Talking Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992.
- GARCIA G., *La Cause des « sans ». Sans-papiers, sans-logis, sans-emploi à l'épreuve des médias*, Rennes, PUR, 2012.
- GARRAUD P., « Politique nationale, élaboration de l'agenda », *L'Année sociologique*, vol. 40, 1990, p. 17-41.
- GARRIGOU A., *Le Vote et la Vertu : comment les Français sont devenus électeurs*, Presses de Sciences Po, Paris, 1992.
- GAXIE D., « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 1977, p. 123-154 *.
- , « Au-delà des apparences », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 81-82, 1990, p. 97-112.
- , « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, vol. 11, n° 1, 2005, p. 157-188.
- GIRAUD B., « Des conflits du travail à la sociologie des mobilisations : les apports d'un décloisonnement

- empirique et théorique », *Politix*, n° 86, 2009, p. 13-29.
- GITLIN T., *The Whole World is Watching. Mass Media in the Making & Unmaking of the New Left*, University of California Press, Berkeley, 1980 #.
- GIUGNI M., « Federalismo e movimenti sociali », *Rivista Italiana di Scienza Politica*, n° 1, 1996, p. 147-170.
- GOFFMAN E., *Les Cadres de l'expérience*, Minuit, Paris, 1991 (1^{re} éd., 1974).
- GOLDSTONE J. (dir.), *States, Parties and Social Movements*, Cambridge University Press, Cambridge, 2003.
- GOODWIN J., « The libidinal constitution of a high risk social movement : affectual ties and solidarity in the Huk rebellion », *American Sociological Review*, vol. 62, 1997, p. 53-69.
- GOODWIN J. et JASPER J., *The Social Movement Reader. Cases and Concepts*, Willey-Blackwell, Chichester, 2009 *.
- GOODWIN J., JASPER J. M. et POLLETTA F., *Passionate Politics. Emotions and Social Movements*, University of Chicago Press, Chicago, 1997.
- GOULD D., « Life during wartime. Emotions and the development of Act-Up », *Mobilization*, vol. 7, n° 2, 2002, p. 177-200.
- GUENTHER K., « How volunteerism inhibits mobilization. A case-study of shelter animal advocates », *Social Movement Studies*, vol. 16, n° 2, 2017, p. 2040-2053.
- GURR T., *Why Men Rebel?*, Princeton University Press, Princeton, 1970 *.
- GUSFIELD J., *Drinking-Driving and the Symbolic Order : the Culture of Public Problems*, University of Chicago Press, Chicago, 1981 (1^{re} éd., 1963) #.
- , *Symbolic Crusade : Status Politics and the American Temperance Movement*, University of Illinois Press, Urbana, 1986 (1^{re} éd., 1963) *#.
- GUTMANN M. C., « Rituals of resistance : a critique of the theory of the everyday forms of resistance », *Latin American Perspectives*, vol. 20, n° 2, 1993, p. 74-92.
- HENRY E., *Amiante, un scandale improvable*, PUR, Rennes, 2007.
- HENSBY A., « Networks of non-participation », *Sociology*, vol. 51, n° 5, 2017, p. 957-974.
- HILGARTNER S. et BOSK C., « The rise and fall of social problems », *American Journal of Sociology*, vol. 94, 1988, p. 53-78 *.
- HIRSCH E., « Sacrifice for the cause : group processes, recruitment and commitment in a student social movement », *American Sociological Review*, vol. 55, 1988, p. 243-254 #.
- HIRSCHMAN A., *Défection, prise de parole et loyauté*, Fayard, Paris, 1995 (1^{re} éd., Harvard University Press, 1970) *.
- HOFFER E., *The True Believer*, Harper and Row, New York, 1951.
- HUNT S. et BENFORD D., « Identity talk », *Journal of Contemporary Ethnography*, vol. 22, n° 4, 1994, p. 488-516.
- INGLEHART R., *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Democracies*, Princeton University Press, Princeton, 1977.
- ION J., *La Fin des militants ?*, Éditions de l'Atelier, Paris, 1997.
- JASPER J., *The Art of Moral Protest : Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, Chicago University Press, Chicago, 1997 *.
- JOHNSTON H. et KLANDERMANS B. (dir.), *Social Movements and Culture*, UCL Press, Londres, 1995.
- JUHEM P., « La participation des journalistes à l'émergence des mouvements sociaux. Le cas de SOS Racisme », *Réseaux*, n° 98, 1999, p. 119-152.
- , « La légitimation de la cause humanitaire : un discours sans adversaires », *Mots*, n° 65, 2001, p. 9-27.
- KECK M. et SIKKINK K., *Activists Beyond Borders*, Cornell University Press, Ithaca, 1998.

- KERGOAT D., IMBERT F. et LE DOARÉ H., *Les Infirmières et leur coordination*, Lamarre, Paris, 1992.
- KING L. et BUSA J., « When corporate actors take over the game », *Social Movement Studies*, vol. 16, n° 5, 2017, p. 549-563.
- KITSCHELT H., « Political opportunity structure and political protest : anti-nuclear movements in four democracies », *British Journal of Political Science*, 1986, p. 57-85 #.
- KLANDERMANS B. et OEGEMA D., « Potentials, networks, motivations and barriers steps toward participation in social movements », *American Sociological Review*, vol. 52, 1987, p. 519-531.
- KNOKKE D., « Incentives in collective action organizations », *American Sociological Review*, vol. 53, 1988, p. 311-329.
- KRIESI H., « Sviluppo organizzativo dei nuovi movimenti sociali e contesto politico », *Rivista italiana di scienza politica*, vol. 23, n° 1, 1993, p. 67-117.
- KRIESI H., KOOPMANS R., DUYVENDACK J.-W. et GIUGNI M., *New Social Movements in Western Europe*, UCL, Londres, 1995.
- KURZMAN C., « Structural and perceived opportunities : the Iranian revolution of 1979 », *American Sociological Review*, vol. 61, 1996, p. 153-170.
- LACROIX B., *L'Utopie communautaire*, PUF, Paris, 1981 *.
- LE BON G., *Psychologie des foules*, PUF, Paris, 1991 (1^{re} éd., 1895).
- LEFEBVRE R., « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été », *Politix*, n° 102, 2013, p. 9-33.
- LEFÈVRE S., *ONG & Cie : mobiliser les gens, mobiliser l'argent*, PUF, Paris, 2011.
- LE GRIGNOU B. et NEVEU É., *Sociologie de la télévision*, La Découverte, « Repères », Paris, 2018.
- LÉNINE V., *Que faire ?*, Éditions de Moscou, 1972 (1^{re} éd., 1902).
- LE ROY LADURIE E., *Le Carnaval de Romans*, Gallimard, Paris, 1979 #.
- LOEZ A., *14-18, les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, Gallimard, Paris, 2010 *#.
- LU Y. et TAO R., « Organizational structures and collective action. Lineage networks, semi-autonomous civic associations and collective resistance in rural China », *American Journal of Sociology*, vol. 122, n° 6, 2017, p. 1726-1774.
- LUCK S. et DECHEZELLES S., *Voix de la rue ou voix des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, PUR, Rennes, 2011.
- MARTIN D.-C. (dir.), *Sur la piste des OPNI*, Karthala, Paris, 2002.
- MARX K., *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Éditions sociales, Paris, 1969 (1^{re} éd., 1852) #.
- , *Les Luttes de classes en France 1848-1850*, Éditions sociales, Paris, 1970 (1^{re} éd., 1850).
- MATHIEU L., « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, 2002, p. 75-100 *.
- MCADAM D., *Political Process and the Development of Black Insurgency (1930-1970)*, The University of Chicago Press, Chicago, 1982 *#.
- , *Freedom Summer*, Oxford University Press, Oxford, 1988 *#.
- MCADAM D. et PAULSEN R., « Specifying the relationship between social ties and activism », *American Journal of Sociology*, vol. 99, n° 3, 1993, p. 640-667.
- MCCARTHY J. D. et ZALD M., « Resource mobilization and social movements : a partial theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, 1977, p. 1212-1241 *.
- MEDVETZ T., « The strength of weekly ties », *Politics and Society*, vol. 34, n° 3, 2006, p. 343-368.

- MELUCCI A., *L'invenzione del presente. Movimenti sociali nelle società complesse*, Il Mulino, Bologne, 1982 *.
- MEYER D. et STAGGENBORG S., « Movements, counter-movements and the structure of political opportunities », *American Journal of Sociology*, vol. 101, 1996, p. 1628-1660.
- MICHELS R., *Les Partis politiques*, Flammarion, Paris, 1971 (1^{re} éd., 1914).
- Mobilization*, numéro spécial « ideological frames », vol. 5, n° 1, 2000.
- MORRIS A. et MCCLURG-MUELLER C., *Frontiers in Social Movements Theory*, Yale University Press, New Haven, 1992 *.
- MOSCOVICI S., *Psychologie des minorités actives*, PUF, Paris, 1979.
- MULLER P., *Les Politiques publiques*, PUF, Paris, 2018.
- NEVEU É., *Sociologie du journalisme*, La Découverte, « Repères », Paris, 2004 (5^e éd., 2019).
- , *La Construction des problèmes publics*, Armand Colin, Paris, 2015.
- NICOURD S., *Le Travail militant*, PUR, Rennes, 2009.
- OBERSCHALL A., *Social Conflict and Social Movements*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1973 *.
- , *Social Movements : Ideologies, Interests and Identities*, Transaction Publishers, New Brunswick, 1993 **#.
- OFFERLÉ M., *Sociologie des groupes d'intérêt*, Montchrestien, Paris, 1994 *.
- , *Les Patrons des patrons*, Odile Jacob, Paris, 2013.
- OLLITRAULT S., *Militer pour la planète*, PUR, Rennes, 2008.
- OLSON M., *Logique de l'action collective*, PUF, Paris, 1978 (1^{re} éd., Harvard University Press, 1966) *.
- PAGE J., « Manufacturing affinity : the fortification and expression of ties between prison officers and crime victims », *Journal of Contemporary Ethnography*, vol. 37, n° 6, 2008, p. 745-776.
- PAGIS J., *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Presses de Sciences Po, Paris, 2014.
- PASSERINI L., *Autoritratto di gruppo*, Giunti, Florence, 1988 #.
- PELLEN C., « Des difficultés d'entrer en politique : le mouvement Samoobrona dans la Pologne postcommuniste », *Critique internationale*, n° 58, 2013, p. 133-152.
- PIVEN F. F. et CLOWARD R., *Poor People's Movements*, Vintage Books, Random House, New York, 1979 (1^{re} éd., 1977).
- PLEYERS G., *Alter-Globalisation. Becoming Actors in the Global Age*, Polity Press, Londres, 2011.
- Politix*, « Mobilisations conservatrices », n° 106, 2014.
- POLLETTA F., *It Was like a Fever. Storytelling in Protest and Politics*, University of Chicago Press, Chicago, 2006.
- PRUVOST G., « Critique en actes de la vie quotidienne à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes », *Politix*, n° 117, 2017, p. 35-62.
- PUDAL B., *Prendre parti*, Presses de Sciences Po, Paris, 1989 #.
- RAY R., « Women's movement and political fields : a comparison of two Indian cities », *Social Problems*, vol. 45, n° 1, 1998, p. 21-36.
- Réseaux, médias et mouvements sociaux, vol. 17, n° 98, 1999.
- RÉTIFF S., *Logiques de genre dans l'engagement associatif*, Dalloz, Paris, 2013.
- Revue française de science politique*, « Devenirs militants », vol. 51, n° 1-2, 2001 #.
- , « Retour sur les situations révolutionnaires arabes », vol. 62, n° 5-6, 2012.
- RIECHMANN J. et FERNÁNDEZ-BUEY J., *Redes que dan libertad. Introducción a los nuevos movimientos sociales*, Paidos, Barcelone, 1994.
- ROSANVALLON P., *La Contre-Démocratie*, Seuil, Paris, 2006.
- RUBIN J., *Do It : scénarios de la révolution*, Seuil, Paris, 1971.

- SALMON C., *Storytelling : la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La Découverte, Paris, 2007.
- SAWICKI F. et SIMÉANT J., « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant », *Sociologie du travail*, vol. 51, n° 1, 2009, p. 97-125.
- SCHURMAN R., « Fighting “Frankenfoods” », *Social Problems*, vol. 51, n° 2, 2004, p. 243-268.
- SCHWARTZ M., « Interactions between social movements and US political parties », *Party Politics*, vol. 16, n° 5, 2010, p. 587-607.
- SCOTT J., *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*, Yale University Press, New Haven, 1985 *#.
- , *La Domination et les arts de la résistance*, Éditions Amsterdam, Paris, 2009 *.
- SEMELIN J., *Sans armes face à Hitler*, Payot, Paris, 1989.
- SIMÉANT J., *La Cause des sans-papiers*, Presses de Sciences Po, Paris, 1998 #.
- , *Contester au Mali*, Karthala, Paris, 2014.
- SIMON G., *Plogoff. L'apprentissage de la mobilisation sociale*, PUR, Rennes, 2010.
- SKOCPOL T., « Formation de l'État et politiques sociales aux États-Unis », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 96-97, 1993, p. 21-37.
- SMELSER N., *Theory of Collective Behaviour*, Routledge and Kegan, Londres, 1962 *.
- SNOW D., ROCHFORD B., WORDEN S. et BENFORD R., « Frame alignment processes, micromobilization and movement participation », *American Sociological Review*, vol. 51, 1986, p. 464-481.
- SNOW D., ZURCHER L. et EKLAND-ELSON S., « Social networks and social movements : a microstructural approach to differential recruitment », *American Sociological Review*, vol. 45, 1980, p. 787-801.
- SOMMIER I., *La Violence politique et son deuil. L'après-68 en France et en Italie*, PUR, Rennes, 1998.
- SPANOU C., *Militants et fonctionnaires : l'administration et les nouveaux mouvements sociaux*, L'Harmattan, Paris, 1991.
- TARROW S., *Democracy and Disorder : Protest and Politics in Italy 1965-1975*, Clarendon Press, Oxford, 1989.
- , *Power in Movement*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998.
- THOMPSON E. P., *Customs in Common*, Penguin, Harmondsworth, 1993.
- THÖRN H. et SVENBERG S., « We feel the responsibility that you shirk », *Social Movement Studies*, vol. 15, n° 6, 2016, p. 593-609.
- TILLY C., *From Mobilization to Revolution*, Addison-Wesley, Reading, 1976 *.
- , *La France conteste de 1600 à nos jours*, Fayard, Paris, 1986 (Harvard University Press, 1986) #.
- TILLY C. et TARROW S., *Politique(s) du conflit*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008 *.
- TOURAINE A., *La Voix et le Regard*, Seuil, Paris, 1978 *.
- TOURAINE A., HEGEDUS S. et WIEVIORKA M., *La Prophétie antinucléaire*, Seuil, Paris, 1980.
- TRAÏNI C., *Les Braconniers de la République*, PUF, Paris, 2003.
- , (dir.), *Émotions... Mobilisation !* Presses de Sciences Po, Paris, 2009.
- TUFEKCI Z., *Twitter and Tear Gas. The Power and Fragility of Networked Protestation*, Yale University Press, New Haven, 2017.
- TUGAL C., « Transforming everyday life : islamism and social movement theory », *Theory and Society*, n° 38, 2009, p. 423-453.

- TURNER R. et KILLIAN L., *Collective Behaviour*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1957.
- WAHLSTRÖM M., « Forestalling violence. Police knowledge of interactions with political activists », *Mobilization*, vol. 12, n° 4, 2007, p. 389-402.
- WALSH E., WARLAND R. et SMITH C., « Backyards, NIMBY and incine-
rators sitings », *Social Problems*, vol. 40, n° 1, 1993, p. 25-38.
- WEBER E., *La Fin des terroirs*, Fayard, Paris, 1983 (1^{re} éd., Stanford University Press, 1976).
- WILLIAMSON M., « Strategic innovation in the US anti-sweatshop movement », *Social Movement Studies*, vol. 15, n° 3, 2016, p. 277-289.

Table des matières

Introduction	3
I Qu'est-ce qu'un mouvement social ?	
Dimensions de l'action collective	6
L'agir ensemble comme projet volontaire, 6	
Organisations contre mobilisations : confusion interdite ? 7	
L'action concertée en faveur d'une cause, 9	
La composante politique des mouvements sociaux	9
Une action « contre », 10	
□ Encadré : <i>Mouvements sans adversaires</i> , 11	
Les tendances à la politisation des mouvements sociaux, 11	
Politiques publiques, opacité, politisation, 13	
Une arène non institutionnelle ?	14
L'arène des conflits sociaux, 15	
Un registre d'action dominé ? 16	
Instituer l'action collective : répertoires et organisations	17
L'empreinte de l'Histoire, 18	
La question de l'organisation, 19	
Espaces des mouvements sociaux	21
Le modèle de Kriesi, 21	
□ Encadré : <i>Une typologie des organisations liées au mouvement social</i> , 23	
Interdépendances et trajectoires, 23	
II Les obstacles à l'analyse	
Penser relationnellement les mouvements sociaux	25
Exit, voice and loyalty, 26	
Les « entre-deux » de la protestation, 27	
□ Encadré : <i>Entre voice et loyalty : les armes des faibles</i> , 28	
Problèmes sociologiques et enjeux politiques	31
La psychologie des foules, 31	
Le refoulement de l'héritage marxiste, 32	
□ Encadré : <i>Morphologie sociale et capacités de mobilisation chez Marx</i> , 34	

III Les frustrations et les calculs

Les théories du « comportement collectif »	36
Un label accueillant, 36	
Pourquoi les hommes se révoltent-ils ? 37	
□ Encadré : <i>Trois modalités de la frustration relative</i> , 39	
Quand <i>Homo oeconomicus</i> entre en action	40
Le paradoxe d'Olson, 40	
□ Encadré : <i>Les rendements de la mobilisation et de l'abstention</i> , 41	
La « RAT » et le durcissement du modèle, 42	
□ Encadré : <i>Comment se débarrasser des passagers clandestins</i> ? 43	
Du bon usage du calcul rationnel, 45	

IV La mobilisation des ressources

Les dénominateurs communs, 46	
La filiation olsonienne	48
Les mouvements sociaux comme économie et « industrie », 48	
Entrepreneurs et « militants moraux », 49	
Sociologiser le cadre théorique	50
Partir de la structuration sociale, 50	
Structure sociale et mouvements sociaux, 52	
L'apport d'une sociologie historique	53
La variable organisation : de la logistique à la sociabilité, 54	
Stratégies, 54	
□ Encadré : <i>Catnet et résistance aux expropriations en Chine</i> , 55	
La dimension du temps long, 56	

V De « nouveaux » mouvements sociaux ?

La texture du « nouveau »	58
□ Encadré : <i>L'analyse d'Alain Touraine</i> , 60	
Les luttes de l'après-société industrielle	61
La « révolution silencieuse » du postmatérialisme, 61	
Vers un nouvel ordre social, 61	
Un bilan contrasté	62
Un effet « trente glorieuses » ? 62	
□ Encadré : <i>L'institutionnalisation des « nouveaux mouvements sociaux</i> », 64	
Les dividendes de l'innovation, 65	
Renouveler le nouveau	66
□ Encadré : <i>Actualité d'un classique : Poor People's Movements</i> , 68	

VI Militantisme et construction identitaire

Une approche sociologique du militantisme	71
Déterminants et rétributions du militantisme, 71	
□ Encadré : <i>Freedom Summer, les déterminants d'un engagement militant exigeant</i> , 72	

L'effet « surrégénérateur », 73	
□ Encadré : <i>Les technologies de la militance</i> , 74	
Mutations du militantisme ?	75
Identités militantes	77
Nous/Je, 77	
□ Encadré : <i>Le sexe des mouvements sociaux</i> , 78	
Mobilisations identitaires, 80	
Vers une économie des pratiques	83
VII Systèmes politiques et configurations d'interdépendance	
Les répertoires du « policer »	85
Réprimer et contenir, 86	
Formater et négocier, 87	
Des outils aux structures	88
Systèmes ouverts et fermés, 88	
La structure des opportunités politiques, 90	
Concept ou mot-valise ? 91	
Prendre au sérieux la multiplicité et l'hybridité des acteurs	92
Élargir la vision du jeu, 92	
□ Encadré : <i>Quels mots pour le dire ?</i> 95	
Art et ambivalences de l'expérience mouvementiste, 96	
Quel espace politique pertinent ?	97
VIII La construction symbolique des mouvements sociaux	
La redécouverte du « travail politique »	99
Mobiliser le consensus, 99	
Problématiser, raconter, émouvoir	101
Permanence et dimensions du symbolique, 101	
Stratégies plurielles, convergence de perspective, 102	
□ Encadré : <i>Cadres et mise en récit : concepts éclairants ou faux amis ?</i> 104	
□ Encadré : <i>Que faire des émotions ?</i> 106	
La place des médias dans les mobilisations	107
Mises en scène et mobilisations de papier, 108	
Les médias, acteurs des mouvements sociaux, 109	
Le registre thérapeutique, 110	
Désenclaver l'analyse des mouvements sociaux	111
Conclusion	113
Repères bibliographiques	117

Collection

R E P È R E S

Créée par Michel FREYSENNET et Olivier PASTRÉ (en 1983).

Dirigée par Jean-Paul PIRIOU (1987-2004), puis par Pascal COMBEMALE,

avec Serge AUDIER, Stéphane BEAUD, André CARTAPANIS, Jean-Paul DELÉAGE,
Françoise DREYFUS, Claire LEMERCIER, Yannick L'HORTY, Dominique MERLLIÉ,
Michel RAINELLI, Philippe RIUTORT, Franck-Dominique VIVIEN et Claire ZALC.

Coordination et réalisation éditoriale : Marieke JOLY.

Le catalogue complet de la collection *REPÈRES* est disponible
sur notre site :

www.collectionreperes.com